



HAL
open science

Transmettre l'architecture en Pays de la Loire : des Nantais s'adressant à des Nantais ?

Léo Badiali

► **To cite this version:**

Léo Badiali. Transmettre l'architecture en Pays de la Loire : des Nantais s'adressant à des Nantais ?. Architecture, aménagement de l'espace. 2017. dumas-01657402

HAL Id: dumas-01657402

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01657402>

Submitted on 15 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Transmettre l'Architecture en Pays de la Loire

Des Nantais s'adressant à des Nantais ?



Léo Badiali - Mémoire de fin d'études - ensa nantes 2017
Sous la direction d'Éric Chauvier

«Tant que la nécessité de prendre en compte l'enjeu que représente l'édification de l'urbain ne s'est pas fait sentir, on a laissé aux personnes directement concernées le soin de s'en occuper. Autrement dit, aux décideurs politiques relayés par les professionnels de la chose bâtie.

Plusieurs faits sociétaux obligent à un élargissement du domaine de compétences :

- L'exode rural vers les villes créateur de mégalofoles aux gestions plus complexes ;
- La nécessité d'un développement durable et d'une lutte contre l'étalement urbain, face à l'épuisement des énergies ;
- Le rôle du logement comme fonction de structuration des problématiques de la ville ;
- La non reconnaissance du savoir des architectes par le grand public ;
- L'école comme lieu d'acquisition d'une culture pour tous.

L'architecture est l'art social par excellence. Le paradoxe entre un vécu très largement partagé et une culture savante dont la transmission est très complexe fait qu'elle se vit plus qu'elle ne se raconte. De surcroît, une culture urbaine et architecturale, nécessaire aujourd'hui pour comprendre le monde et s'y situer en tant que femme ou homme responsable de ses choix, est la chose la moins enseignée à l'école. C'est donc dans ce lieu privilégié qu'il faut porter ses efforts.»

De l'intérêt de transmettre une culture architecturale et urbaine,
Actes du colloque «Transmettre l'Architecture», 12 mars 2007,
Réseau des Maisons de l'Architecture.

Léo Badiali - Mémoire de fin d'études

Transmettre l'Architecture en Pays de la Loire

Des Nantais s'adressant
à des Nantais ?

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Sous la direction d'Éric Chauvier
ensa nantes, 2017

REMERCIEMENTS

Je remercie Éric Chauvier pour son attention, ses conseils, et l'autonomie qu'il m'a laissé.

Dans l'ordre d'apparition, merci à Gaëlle Delhumeau, Camille Picot, Stéphanie Serré, Nancy Roquet, Camille Duval (renommée Emmanuelle Cornilleau pour l'occasion), Jean-Christophe Brard, Bruno Plisson et Véronique Riboteau pour le temps qu'ils m'ont accordé.

Merci à tous les membres de l'ARDEPA et de la Maison de l'Architecture.

Enfin, merci à mes proches pour leur aide précieuse.

Avant-Propos

3

Transmettre
l'architecture

Ce mémoire fait suite à une année de stage au sein de l'ARDEPA. Il tente de mettre en perspective plusieurs questionnements issus de cette expérience, à l'aide d'expérimentations pratiques et d'entretiens réalisés avec des acteurs nantais de la transmission de l'architecture.

De ce fait, il prend la forme de trois livrets : le premier contient le mémoire lui-même, le second comporte les entretiens retranscrits et commentés, et le troisième présente mon rapport de stage.

Le mémoire est autonome mais les informations présentées dans les trois livrets peuvent se répondre, se compléter, être mises en écho.

Bonne lecture

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT CÉDÉ EN VERTU DE LA LOI N° 78-17 DU 6 JANVIER 1978 (ART. 17) PAR LE BUREAU D'ARCHITECTURE DE NANTES

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

La multiplicité de domaines convoqués par l'Architecture m'a longtemps attiré, me guidant vers ces si riches études. La pluridisciplinarité de ce vaste domaine me séduit, sa présence dans toutes les strates de notre vie quotidienne ne cesse de m'interpeller. Tout au long de mes travaux à l'ensa nantes ces notions m'ont questionné, et m'ont finalement mené à me demander si l'architecture et les questions urbaines étaient l'apanage de l'architecte. Ne représentent-elles pas un bien commun, qui devrait être accessible à tous ? Nombreux semblent être les architectes, les étudiants, les simples citoyens, à s'être posés les mêmes questions.

Fracture entre usagers et concepteurs

Dans son mémoire de master *Les représentations de l'architecture par les non-spécialistes*, Alice Paul met en évidence «la grande différence qui existe entre les connaissances et goûts d'un spécialiste et ceux d'un non-sachant.¹» En se basant sur des rencontres suivies d'entretiens avec dix habitants d'un quartier pavillonnaire des Sables d'Olonne, elle présente peu à peu la rupture pouvant exister entre la vision qu'ont les architectes de leur domaine, et celle qu'en ont une grande partie de la population. Cette dernière est confrontée tous les jours à une «architecture sans architectes», et ses représentations en divergent grandement.

L'architecte Laure Augereau mettait en avant des notions proches dans son Travail de Fin d'Études en 2000 : «L'architecture et l'architecte sont des mots qui provoquent ce fameux mélange d'admiration, de méfiance et de mépris.»

Il existe donc une fracture entre le grand public et les architectes. Pour de multiples raisons, les premiers se sont éloignés des seconds² : usagers et concepteurs de l'architecture sont séparés par des incompréhensions mutuelles. Et le plus paradoxal semble être la revendication d'une majorité d'architecte de placer le bien-être de l'utilisateur comme premier objectif de leur pratique, alors même que ces usagers ne plébiscitent pas l'utilité de l'architecte³.

À Nantes

Les architectes ont leur responsabilité dans la création de ce fossé culturel. Les années 60 en particulier sont montrées du

¹ Alice Paul, *Les représentations de l'architecture par les non-spécialistes*, ensa nantes, 2016.

² David Abittan, *Comment les années 60 ont fait perdre aux Français toute confiance en l'architecture contemporaine*, article paru sur SLATE.FR 10/12/14

³ Jean-Jacques Larrochelle, *Les architectes à la rencontre d'un public qui les méconnaît*, article paru dans LE MONDE, 21/10/2014

¹ Rapport d'information sur la création architecturale, Patrick Bloche, Assemblée Nationale, 2014.

² Éric Lhomeau, *L'archi-imposture* (Le patrimoine nantais – guerre aux démolisseurs), Édition *le veilleur de nuit*, Nantes, 2011.

(Cet ouvrage étant épuisé et indisponible à la Médiathèque Jacques Demy, je n'ai pas réussi à le consulter. Les citations proviennent d'une conversation orale avec l'auteur)

doigt comme point de départ de fossé : l'architecte y était porteur d'une «vision selon laquelle il était peu ou prou le seul détenteur de la culture dans son domaine.¹»

Aujourd'hui encore, acteurs de la ville et architectes font toujours office de coupables idéaux. L'auteur nantais Eric Lhomeau, connu en particulier pour ses ouvrages retraçant l'histoire des cimetières municipaux, a parfois aussi endossé l'habit de polémiste. Dans son livre *L'archi-imposture*, il décrit la figure de l'architecte contemporain comme «la raison pour laquelle la ville de Nantes va dans le mur depuis plusieurs années²». S'intéressant en particulier aux démolitions et aux reconversions d'éléments du patrimoine nantais, il s'attaque avec véhémence à la plupart de ces projets. Et d'introduire son ouvrage avec la formule suivante : « De temps en temps, au lieu de pendre une crémaillère, nous ferions mieux de pendre un architecte.»

Mais à Nantes existent aussi des acteurs désirant réduire cette fracture, en transmettant les enjeux architecturaux et urbains aux non-spécialistes. Parmi eux, deux associations en particulier en font leur mission principale : il s'agit de l'ARDEPA et de la Maison Régionale de l'Architecture.

Comment ces deux structures œuvrent-elles pour transmettre et diffuser l'architecture et la fabrique de la ville ? À quel(s) public(s) font-elles face ? Sont-ce seulement des nantais qui s'adressent à des nantais ou agissent-elles en dehors de la ville ? Telles sont les questions auxquelles j'aimerais tenter de répondre ici.

Methodologie

Pour ce faire, je suis allé à la rencontre de ces deux associations et de leurs équipes. En observant leur fonctionnement et en réalisant des entretiens avec une dizaine de personnes liées à la transmission de l'architecture, j'ai pu avoir accès à quelques éléments de réponse.

Pour comprendre ces éléments, intéressons-nous tout d'abord aux deux associations, leur histoire, leurs actions : dressons un état des lieux de la transmission de l'architecture en Pays de la Loire. Ensuite, tournons-nous vers les acteurs et le récit de leur pratique. Enfin, nous synthétiserons les éléments de réponse identifiés et tenterons de comprendre les perspectives de la transmission pour les prochaines années.

Sommaire

7

Transmettre
l'architecture

Introduction	p.5
I. État des lieux de la transmission en Pays de la Loire	p.9
Deux acteurs pour un territoire	p.11
D'autres formes de transmission	p.22
La Journée Nationale de l'Architecture dans les Classes	p.27
Les outils pédagogiques développés pour la JNAC	p.32
II. La transmission racontée par ceux qui la font	p.43
Une question de motivation	p.45
Le milieu associatif, une économie fragile	p.50
Les actions de transmission : outils ou dispositifs ?	p.58
Des urbains s'adressant à des urbains ?	p.63
III. La transmission en mutation	p.75
Élargir les publics	p.77
La place des étudiants	p.82
Le projet Divers(c)ités	p.88
Conclusion	p.99
Médiagraphie	p.104
Crédits Photos	p.109

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

État des lieux de la transmission en Pays de la Loire

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT NUMÉRIQUE D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

La ville de Nantes accueille deux principaux organismes acteurs de la transmission de l'architecture : l'Association Régionale pour la Diffusion Et la Promotion de l'Architecture (ARDEPA) et la Maison l'Architecture des Pays De la Loire (MAPDL)¹. Afin de dresser un état des lieux de leurs actions, j'ai rencontré plusieurs de leurs membres, dont la première a été Gaëlle Delhumeau.

¹ Aussi appelée Maison Régionale de l'Architecture (MRA)

Gaëlle est directrice de l'ARDEPA. Née à Nantes, elle effectue une partie de ses études en Allemagne et aux Pays bas, puis vit deux ans à Amsterdam. Elle y travaille dans une agence d'architecture mettant l'accent sur la concertation et la vulgarisation pour le grand public.

Cette facette lui manquant particulièrement à son retour en France, elle intègre l'ARDEPA en 2007 pour la retrouver. Elle devient rapidement employée par l'association, puis en prend la tête lors du départ de l'ancienne directrice.

Je recueille ses propos en fin de matinée, à deux pas du local de l'association.



Gaëlle : «Alors d'abord l'ARDEPA fait partie du Réseau des Maisons de l'Architecture, et à ce titre... En l'occurrence elle est responsable aussi des groupes de travail sur la pédagogie, et de toute façon l'ARDEPA a une expertise des ateliers pédagogiques depuis de nombreuses années. [...] Alors l'association, quand elle a été créée en 79, n'a pas fait ça tout de suite. Elle a dû commencer plutôt dans les années 90. Je dirais à l'arrivée de Laure Augereau qui a été la première salariée. »

Cf. Entretiens :
Gaëlle, p.6

Chronologie

Gaëlle rentre directement dans le sujet. Afin de bien saisir les événements et les structures qu'elle évoque, il est nécessaire de remonter quelques années en arrière :

L'ARDEPA a été créée en 1979 par des professeurs et des étudiants de l'école d'architecture de Nantes - ARDEPA signifiait à l'époque Association Régionale pour le Développement de l'Enseignement Public de l'Architecture. À cette époque, l'association concevait essentiellement de petites expositions à destination des étudiants et des architectes nantais, telles que «Nantes dans les années 1930» ou «Nantes en mutation, les grands changements des années 80». Mais au fil des ans, les actions ont pris de l'ampleur. Dès 1981, les étudiants membres ont commencé à organiser des visites et des conférences à destination d'un public plus large, moins initié aux questions

¹ TPF : Travail
Personnel de Fin
d'Étude.
Projet diplômant,
remplacé en 2007
par le PFE : Projet
de Fin d'Étude.

architecturales. Dans les premières années, ces actions étaient assez rares, mais elles se développèrent peu à peu jusqu'à devenir l'une des missions principales de l'association.

En 1992, afin d'accompagner ce mouvement et de s'orienter pleinement vers la sensibilisation, l'ARDEPA garde le même acronyme mais change sa signification, devenant Association Régionale pour la Diffusion et la Promotion de l'Architecture.

En 2001, Laure Augereau devient la première salariée de l'association. Un an plus tôt, en juin 2000, elle soutenait son TPF¹ «Cultures architecturales ? L'éveil à l'espace chez l'enfant à travers son expérience sensible». Il s'agissait de présenter plusieurs questionnements et expérimentations prenant la forme d'ateliers pédagogiques menés avec des enfants de 6 à 12 ans. Ces ateliers avaient été organisés dans le cadre d'un stage au CAUE de Loire-Atlantique, et intéressaient fortement les membres du conseil d'administration de l'ARDEPA. Forte de cette expérience, Laure Augereau intégra donc l'association et y conçut les premiers ateliers pédagogiques qui en deviendraient bientôt l'activité principale.

Gaëlle : «Eh bien... Donc la maison de l'archi est plus récente. Elle a fêté ses 10 ans, 10-11 ans peut-être maintenant, elle a été montée en... 2004 je crois, du coup, à l'initiative de l'Ordre des archi. (*Petite toux*) Et alors à la base l'ordre... Des archi, avant, était sur Angers, et ils ont déménagé assez récemment, il y a deux trois ans, sur... Nantes. Du coup la maison de l'archi était quand même installée dans les halles Alstom au début.»

Cf. Entretiens :
Gaëlle, p.10

² En 2004,
le territoire
métropolitain était
encore divisé en
22 régions

Effectivement, trois ans après que l'ARDEPA ait engagé une première salariée, les Maisons de l'Architecture sont créées dans une dynamique nationale initiée par l'ordre des architectes. Une maison est créée dans chaque région² de France métropolitaine, 4 s'installent outre-mer, et une au Québec. Un réseau prenant la forme d'une association loi 1901, comme chacune des maisons, les regroupe et les dote d'une échelle nationale. Plusieurs structures préexistantes, dont l'ARDEPA, rejoignent ce réseau, portant le nombre de «maisons» à 34.

À cette date, le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes est encore installé à Angers, tandis que la Maison de l'Architecture est installée dans les Halles Alstom de l'île de Nantes. Les deux structures déménageront dans le bâtiment Île Rouge en 2012, à deux pas de l'école d'architecture où sont situés les bureaux de l'ARDEPA.

Création de l'ARDEPA :
*Association
Régionale pour le
Développement de
l'Enseignement
Public de
l'Architecture*

1979

L'assemblée générale refuse l'entrée
du conseil régional de l'Ordre des
Architectes au C.A. de l'association.

1982

Changement de nom :
*Association
Régionale de
Diffusion
Et de
Promotion de
l'Architecture*

1992

Première salariée de l'association :
l'ARDEPA commence des actions
pédagogiques

2001

Le conseil national de l'Ordre des
Architectes lance un appel à projet sur
la création d'organismes de médiation.

L'ARDEPA intègre le réseau des
maisons de l'architecture.

2004

Création de la Maison de l'Architecture
des Pays de la Loire (MAPDL)
et du Réseau des Maisons de
l'architecture (RMA)

Seconde salariée de l'association.

2009

L'association emménage dans la
nouvelle école d'architecture.

2010

2012

La Maison de l'Architecture
déménage sur l'île de Nantes

2014

La Maison de l'Architecture débute
des actions pédagogiques

2015

L'ARDEPA change de local à l'intérieur
de l'école d'architecture.



Maison de l'Architecture des Pays de la Loire (MAPDL)

LE BUREAU

Claude PUAUD - Président, <i>Architecte</i>	Gaëlle PENEAU - Vice Présidente, <i>Architecte</i>
Benoît DESVAUX - Vice Président, <i>Architecte</i>	Stéphane MAUGET - Secrétaire, <i>Architecte</i>
Dominique VERHILLE - Trésorier, <i>Entrepreneur Vm zinC</i>	Carole POHU - Secrétaire adj. - <i>Architecte</i>
Marie-Anne ESTÈVE - Trésorière adj. - <i>Architecte</i>	

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pierre-Yves RCILE - <i>Architecte</i>	Stéphane GUÉDON - <i>Architecte</i>
Pascale CHIRON - <i>Élue ville de Nantes</i>	Annie LEBEAUPIN - <i>Architecte</i>
Guillaume DANIEL - <i>Entrepreneur peintures KEIM</i>	Jean-Marie LÉPINAY - <i>Architecte</i>
Alain DIATKINE - <i>Architecte</i>	Philippe MARTIAL - <i>Architecte</i>
François DUSSAUX - <i>Architecte</i>	Florent PILET - <i>Entrepreneur PILET</i>
Pascal FOURRIER - <i>Architecte</i>	Romain PRADEAU - <i>Architecte</i>

LES SALARIÉ(E)S

Stéphanie SERRÉ - Administration	Marie SEVERE PINSON - Chargée de Mission
+ Stagiaires ponctuels - étudiants architectes	

Source : Plaquette de présentation de la MAPDL, 2014.

ARDEPA

LE BUREAU

Sylvie HOYEAU - Présidente, <i>Architecte</i>	Gérard SAVOYE - Secrétaire - <i>Professeur retraité</i>
Pierrick BEILLEVAIRE - Vice Président, <i>Architecte</i>	Martial NOUHAUD - Trésorier, <i>Designer</i>
Jean-Christophe ROUSSEAU - Vice Président, <i>Architecte</i>	

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Augustin BARBARA - <i>Sociologue retraité</i>	Maurice COUSIN - <i>Architecte retraité</i>
Cécile LEROUX - <i>Architecte</i>	Agnès LAMBOT - <i>Architecte</i>
Christophe BODINIER - <i>Architecte</i>	Jules MILLOUR - <i>Architecte</i>
Alain MAILLARD - <i>Marin retraité</i>	Jean-Louis VIOLEAU - <i>Sociologue</i>

LES SALARIÉ(E)S

Gaëlle DELHUMEAU - Directrice - <i>Architecte</i>	Camille PICOT - Responsable Pédagogique - <i>Architecte</i>
+ chargés de missions : Jean-Christophe BRARD, Jérôme SAUTAREL	
+ contrats étudiants architectes : , Charlotte BOYARD, Valentine Chateigner	
+ stagiaires - étudiants architectes	

Source : Rapport d'activité de l'ARDEPA, 2016

Une logique d'irrigation territoriale

Ces acteurs de la transmission de l'architecture semblent suivre une logique d'irrigation territoriale. L'ARDEPA et la MRA (Maison Régionale de l'architecture) revendiquent toutes deux un statut et une échelle régionale, signifiés par le R de leur acronyme.

Cette logique se matérialise-t-elle dans les faits ? Dressons un portrait de ces deux structures et étudions leurs actions afin de répondre à cette question.

«Créée en 2004, la Maison régionale de l'architecture des Pays de la Loire a pour mission de développer la diffusion, la promotion, la création et la production d'évènements liés à l'architecture, le paysage, l'urbanisme, et l'art auprès d'un large public. [...] Ses actions - itinérantes dans la région - multiplient dans des lieux différents les rencontres, les échanges et les découvertes.»

*Maison de
l'Architecture
des Pays de la
Loire, Rapport
d'activité 2014*

«L'ARDEPA est une association loi 1901, créée en 1979 pour la diffusion de la culture architecturale, urbaine, paysagère et artistique auprès du public. [...] Du projet à la réalisation, du local à l'international, de l'urbain au rural, l'ARDEPA propose de révéler les dimensions du territoire dans tous ses états.»

*ARDEPA, rapport
d'activité 2015*

Les présentations des deux associations dans leurs bilans d'activités respectifs sont très semblables l'une à l'autre. Elles ne font pas immédiatement montre de cette dimension territoriale, mais l'évoquent toutes deux rapidement après avoir décrit leurs actions potentielles.

Ces mêmes documents présentent la composition des équipes des deux structures : dans les deux cas, le bureau de l'association est entouré d'un conseil d'administration et d'une équipe de salariés. (comme le montre la figure ci-contre). Première chose que l'on remarque, la prédominance des architectes dans ces équipes est très nette. À la MAPDL, seules cinq personnes sur les vingt-et-un membres ne sont pas architectes : il s'agit d'entrepreneurs du bâtiment, d'une élue municipale à l'urbanisme, et de la salariée chargée de l'administration. Même principe au sein de l'ARDEPA, où dix membres sur les quinze

¹ Alice Paul, Les représentations de l'architecture par les non-spécialistes, *ensa nantes*, 2016.

permanents sont architectes. On trouve parmi les cinq autres un professeur retraité, un designer, deux sociologues et un ancien marin.

Les architectes sont donc de loin les plus présents dans les deux équipes. Cela rentre-t-il en contradiction avec leur mission de médiation auprès de non-spécialistes ?

Cela peut sembler logique de mobiliser des spécialistes pour transmettre les notions liées à un domaine complexe, en particulier l'architecture et ses enjeux complexes et universels. Et pourtant, l'entre-soi n'est-il pas une critique récurrente visant les acteurs de l'architecture ? C'est l'un des points mis en évidence par Alice Paul dans son mémoire de master. L'architecte est un personnage lointain et abstrait pour certains des habitants interrogés, parce qu'il semble ne s'adresser qu'à ses semblables¹.

² Cf. page 81

Ici les architectes en question sont motivés par la transmission de leur spécialité, mais une barrière se crée de fait entre les transmetteurs, presque tous issus du même monde, et les receveurs, qui en sont étrangers. Très peu de non-spécialistes prennent le rôle d'interface pour participer à la transmission. Nous verrons plus tard² que c'est une controverse identifiée par les acteurs eux-mêmes, qu'ils prennent au sérieux et qu'ils tentent de résoudre peu à peu.

Toutefois, si leurs équipes elles-mêmes sont à majorité composées d'architectes, ARDEPA et MAPDL tentent de s'associer avec d'autres professionnels : artistes, sociologues, enseignants, chorégraphes... C'est l'occasion pour elles de mêler plusieurs champs de compétences afin de créer des actions hybrides, dont quelques-unes sont présentées dans les pages suivantes.

Rendez-vous [compte] est un cycle récurrent de conférences organisées par la Maison de l'Architecture, en partenariat avec l'ensa nantes et le Lieu Unique, conçues comme des temps de débat et d'échanges. Le sujet du cycle 2014-2015 était "l'architecture à la conquête de l'espace."

En 2016, l'organisation des conférences a subi quelques modifications, et a pris un nouveau nom : *Les Labo Utiles*.

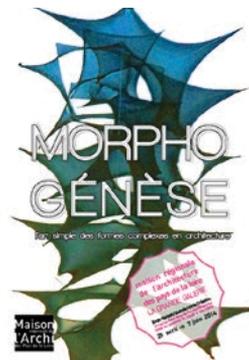


La MAPDL mène aussi un cycle annuel de visites architecturales, en présence des concepteurs du bâtiment et des entreprises ayant bâti ou fourni les matériaux.

Ces visites mettent en relation architectes et entrepreneurs, et sont une occasion pour les partenaires de la MAPDL de mettre en avant leurs ouvrages et leurs produits.

La grande galerie de la MAPDL accueille plusieurs expositions par an en collaboration avec des artistes, des architectes, et parfois des enseignements de l'école d'architecture de Nantes.

Morphogénèse a ainsi été organisée dans ce cadre : les étudiants de l'enseignement de morphologie de deuxième année ont exposé leurs travaux en 2014 et 2016, en concevant jusqu'à la scénographie de l'exposition.





La MAPDL a passé récemment une convention avec le rectorat des Pays de la Loire afin de pouvoir accueillir les élèves des classes élémentaires (de la Grande Section au CM2) au sein de la grande galerie pour des ateliers pédagogiques.

Les ateliers proposés sont structurés en deux parties. Un atelier de construction "Mécabois" en intérieur : constructions plus ou moins complexes à partir d'un module unique (planchettes mécabois de type kapla)

Et une visite guidée du quartier de la création : parcours interrogeant la composition des bâtiments et leur assemblage urbain autour de la grande galerie. Approche de l'île rouge, Manny, le Palais de justice, le jardin des friches et l'école d'architecture, et observation des façades classiques du quai de la Fosse avec les façades contemporaines de l'île de Nantes.

La Maison de l'architecture des Pays de la Loire a enfin récemment engagé un cycle de "Résidences métropolitaines", en partenariat avec d'autres Maisons de l'Architecture.

Un architecte vient en résidence à Nantes tandis qu'un second part en résidence dans une autre ville, et chacun travaille sur le matériaux urbain des deux villes, mettant en avant les analogies et les contrastes.

Par exemple, la résidence 2016 Nantes > Montréal a «présenté une opportunité de poser un regard sur la production urbaine et d'explorer en projet les similarités et différences des villes de Nantes et de Montréal. Est apparue la question de la prise en charge du moment de mutation de l'espace collectif lors de grand chantier.»

Jean Baudoin, architecte en résidence, 2016



Les aventuriers du C5 est un jeu de société créé par l'ARDEPA et la SAMOA (société d'aménagement de la métropole ouest atlantique) dans le cadre d'un atelier extra-scolaire.

Douze enfants de 7 à 12 ans ont parcouru l'île de Nantes le long de la ligne de chronobus C5, visité les lieux emblématiques situés aux arrêts principaux puis ont créé les questions et les illustrations de ce jeu.



La Forme d'une Ville est un projet pédagogique mené par l'ARDEPA, l'association de médiation artistique Artaban et le Centre de Ressource Ville lecture-écriture (CRV).

Tous les ans depuis quatre ans, ces trois acteurs s'associent et proposent à des classes de cycle 3 (CM1-CM2-6è) une approche croisée sur la ville par le biais de l'architecture, l'art et l'écriture.

Le Printemps de l'Architecture est un événement organisé tous les 2 ans par plusieurs acteurs culturels dont l'ARDEPA, la DRAC, la maison de l'architecture et l'ensa nantes.

L'un des temps forts de cet événement est la restitution du projet *Révéler la Ville*, qui propose à des artistes, architectes, chorégraphes, etc. de parcourir les territoires ruraux des 5 départements des pays de la Loire et de s'en inspirer pour créer une œuvre ou une performance.





La Journée Nationale de l'Architecture dans les Classes (JNAC) est aujourd'hui le grand projet de l'ARDEPA.

Commandé par le Ministère de la Culture et le Réseau des Maisons de l'Architecture, il vise à instaurer une journée nationale pendant laquelle des architectes interviendront dans des classes d'écoles primaires pour mener des visites et des ateliers pédagogiques autour de l'architecture. En expérimentation en octobre 2016 dans les Pays de la Loire, tout l'enjeu est par la suite de réussir à agrandir l'échelle du projet et d'en faire un évènement national.

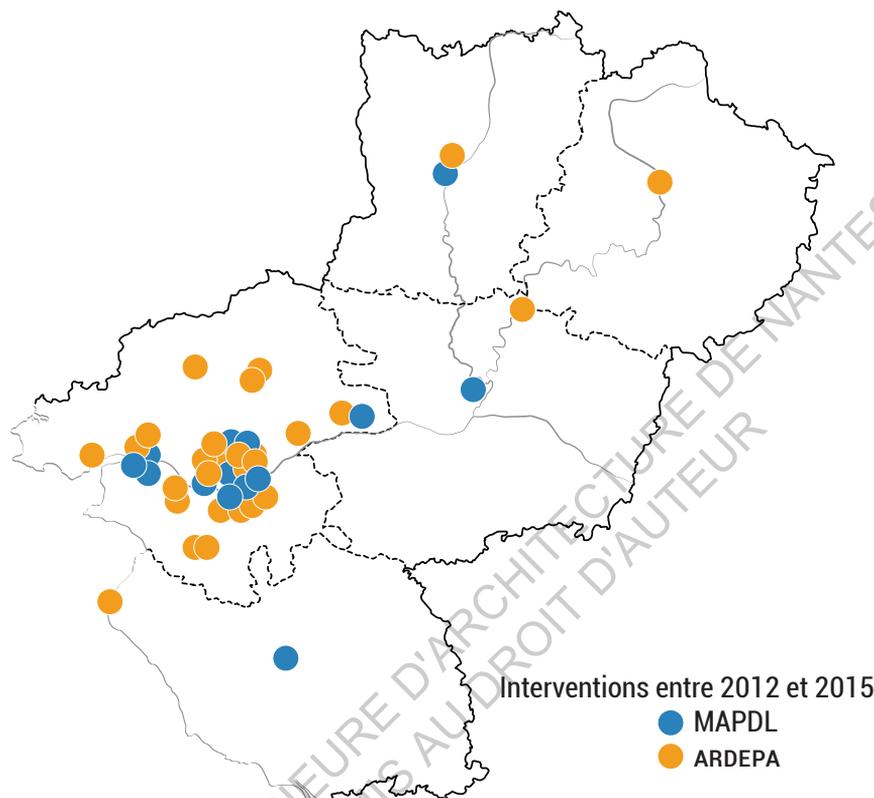
Le Projet *Divers(c)ités* est mené de concert par l'ARDEPA, l'école d'architecture de Nantes et le rectorat des Pays de la Loire, et a pour but de permettre à des lycéens issus de la diversité d'être sensibilisés aux études d'architecture.

Trois lycées de filières techniques ou à forte diversité culturelle participent. Les élèves sont suivis de la seconde à la terminale par des étudiants de l'ensa, qui organisent des visites architecturales et urbaines et des ateliers de conception et de fabrication.

À l'issue des ateliers, les participants peuvent accéder aux études d'architecture, et sont suivis dans leurs démarches de candidature.



Ces deux dernières actions ayant une importance particulière pour l'avenir de la transmission architecturale au-delà de la Loire-Atlantique, elles seront approfondies pages 27 à 41 et 88 à 99



¹ Conseil en Urbanisme, Architecture et Environnement.

La logique territoriale que nous avons identifiée, et que MAPDL et ARDEPA tentent de mettre en avant semble surtout théorique. En pratique, les interventions des deux structures régionales se concentrent en périphérie de Nantes, parfois jusqu'aux limites de la Loire-Atlantique, mais ne franchissent que rarement cette frontière.

D'AUTRES FORMES DE TRANSMISSION

Des CAUE¹ en difficulté

² Loi sur l'Architecture du 3 janvier 1977, réformant la pratique architecturale et codifiant la maîtrise d'ouvrage.

On trouve aussi dans les Pays de la Loire un CAUE par département. Ces organismes, eux aussi associations loi 1901, ont été pour la plupart créés en 1977², et sont présents dans la plupart des départements du territoire français. Il en existe 92 au 1er janvier 2017, dont 4 Outre-Mer. Depuis leur création, ils portent plusieurs missions de développement de la qualité

architecturale et urbaine : l'une d'elles est la médiation et le conseil auprès des collectivités et des particuliers.

Il existe donc bien des acteurs de la transmission présents en dehors de Nantes. Mais de la même façon, ils sont implantés dans les chefs-lieux de chaque département et non en territoire rural. Et plus grave, ils souffrent depuis quelques années d'importantes difficultés de financement¹.

¹ Les CAUE en danger, article paru dans *LE MONDE*, 07/02/2013

Moi : Dans les environs il y a d'autres structures de ce genre [qui font des ateliers pédagogiques] ?

Gaëlle : «Euh... Pas forcément non... À Nantes pas à ma connaissance... Après il y avait le CAUE, mais qui n'en fait plus. Mais qui faisait des actions pédagogiques, avant... Un truc qu'ils faisaient aussi toutes les ans, la semaine de l'architecture etc, mais qui malheureusement n'a plus trop sa branche d'actions pédagogiques... Parce que le CAUE se fait de plus en plus bouffer un peu, par le conseil général, qui du coup considère que ce n'est plus leur mission.»

Cf. Entretiens :
Gaëlle, p. 13

En effet, en 2012 est intervenu un important changement dans le mode de financement des CAUE : une taxe départementale dont le bénéfice leur était autrefois entièrement attribué a été abrogée et transformée en une nouvelle «taxe d'aménagement»². Cette dernière est versée au conseil départemental, et celui-ci en reverse ensuite une partie au CAUE. Dans de nombreux départements, cela a diminué les subventions dont ces organismes bénéficiaient, entraînant souvent des réductions de personnel et une diminution du nombre de projets qu'ils pouvaient mener.

² La taxe d'aménagement, outil de financement pour le projet de territoire, plaquette éditée par la Fédération Nationale des CAUE (FNCAUE), octobre 2012.

«La redistribution de la nouvelle Taxe d'Aménagement, qui intègre l'ancienne ressource des CAUE, a favorisé une approche utilitariste des compétences des CAUE et réduit beaucoup l'aspect culturel de leur action. Au nom de la rationalité, elle a développé l'uniformisation de leur fonctionnement sur celui des services départementaux, au mépris de ce qui les caractérise : les idées innovantes, la souplesse d'intervention, le contact direct avec tous les acteurs.»

Site internet de la FNCAUE.
www.fncaue.com/on-a-cree-caue

Le CAUE 45, en mauvaise santé financière, a ainsi perdu entre 2012 et 2015 treize de ses dix-neuf employés, et le cas du CAUE 44 est relativement proche³ : après ce changement de mode de financement, le conseil départemental a progressivement diminué la somme allouée à l'association et lui a demandé de diminuer le nombre de ses missions.

En juillet 2015, le CAUE a intégré l'agence «Loire-Atlantique Développement», une structure réunissant plusieurs

³ Menaces sur les missions du CAUE 44, article paru dans *LE MONITEUR*, 03/12/15

¹ CAUE : un budget controversé, article paru dans PRESSE-OCÉAN, 11/04/2016

organismes départementaux : la Société d'Équipement de la Loire-Atlantique (SELA), le Comité d'Expansion Économique de Loire-Atlantique (CODELA), le CAUE 44, et Loire-Atlantique Tourisme. Cette nouvelle structure est entièrement pilotée par le conseil départemental¹, ce qui annule l'indépendance dont jouissait autrefois le CAUE. Cela a finalement mené, en 2016, à l'arrêt du conseil gratuit aux particuliers, et à la suppression des 8 postes d'architecte-conseil qui portaient cette mission.

D'autres formats : l'exemple de Place Publique

D'autres organismes participent à leur manière à la diffusion des notions et des enjeux architecturaux auprès du grand public. Citons ainsi la revue *Place Publique - Nantes / Saint Nazaire*, créée en 2007 par le journaliste Thierry Guidet et éditée par l'association nantaise Mémoire et Débats. À l'origine bimensuelle, cette publication vient de devenir trimestrielle pour ses 10 ans, en juin 2017.

«Place publique est une revue de référence qui privilégie la raison à l'émotion, la durée à l'éphémère. C'est aussi une revue généraliste croisant les savoirs, les regards, les approches. C'est enfin une revue qui permet la confrontation des projets, dans ses colonnes comme dans les débats publics qu'elle organise et anime régulièrement. En plus de ceux qui siègent à son comité de rédaction, la revue publie régulièrement des contributions d'enseignants de Nantes, au gré de la thématique de chaque numéro.»

Présentation de la revue PLACE PUBLIQUE, site internet de l'ensa nantes.

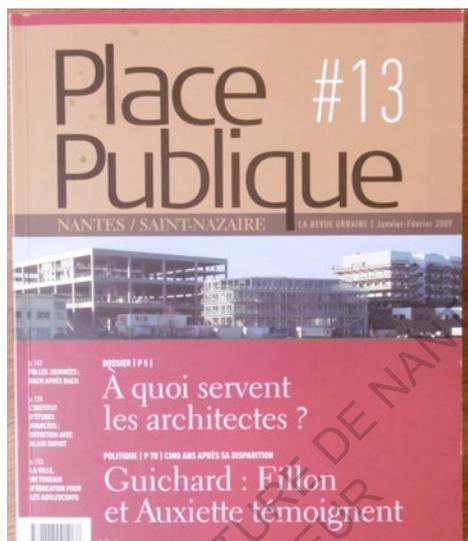
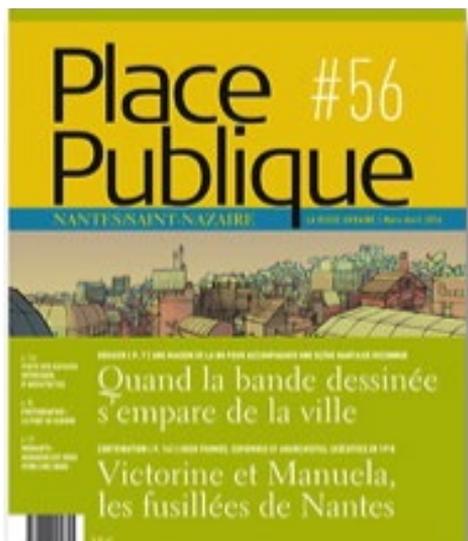
Place publique croise les regards et les avis de nombreux intervenants, et présente l'avantage de faire intervenir dans ses pages aussi bien des architectes et des acteurs de la ville que des sociologues, des écrivains... De même, la ligne éditoriale tend vers la diffusion et ne s'adresse pas qu'à des spécialistes. Les articles tentent d'éviter le jargonement, et les sujets abordés dans la plupart des numéros sont volontairement larges et ouverts.

Le numéro 56 s'intéresse par exemple à la représentation de la ville dans la bande dessinée, et à la place de la bande dessinée dans la ville². Historiens et auteurs de bandes dessinées répondent aux urbanistes et aux élus afin de proposer aux lecteurs d'autres manières d'appréhender la ville et ses politiques.

Quelques années plus tôt, la même revue avait présenté un dossier pouvant encore plus interpeller : *À quoi servent les architectes ?*³ Sociologues, géographes, architectes et journalistes présentaient des éléments de réponse à cette juste question dans une tentative de dialogue, déstructurant les représentations de l'architecte. Le dossier était en outre agrémenté de points de vue plus critiques afin d'éviter le discours défensif et la simple promotion d'une profession.

² PLACE PUBLIQUE n°56, mars-avril 2016.

³ PLACE PUBLIQUE n°13, janvier-février 2009.



PLACE PUBLIQUE
n°13 et n°56.

«L'architecte n'est pas un génie solitaire qui, d'un coup de crayon, dessinerait la ville. La réalisation d'un programme de logements sociaux à Saint Nazaire ; l'extension d'un groupe scolaire à Pontchâteau ; la réhabilitation d'un immeuble de bureaux au sein de l'Île de Nantes ; autant de récits d'opérations qui montrent bien que la pratique architecturale ne relève pas des seuls architectes mais se négocie entre des acteurs multiples.»

Marie-Laure
Guennoc, Anne
Bossé, Élis Roy,
PLACE PUBLIQUE n°13

«Faire de l'architecture, c'est autre chose que construire. D'ailleurs, en France, les deux tiers des constructions échappent aux architectes. C'est choisir de construire en fonction de valeurs [...] En cela, quels que soient leurs talents, les architectes sont bien, eux aussi, des nains perchés sur les épaules des géants.»

L'architecte et le
bétonneur, Florent
Champy,
PLACE PUBLIQUE n°13.

«Les grands travaux [des années 80-90] ont contribué à renforcer la dimension médiatique et symbolique de l'architecture [...] en renforçant la figure de l'architecte "star" et en révélant la fragmentation voire la faiblesse de la profession d'architecte dans le champ de la conception urbanistique et de la production de l'espace»

L'usage du "Grand
Architecte", Stéphane
Valognes,
PLACE PUBLIQUE n°13.

1 Rennes- La
revue Place
Publique, c'est fini,
article paru dans
Ouest-France,
27/02/2016

2 PLACE PUBLIQUE
est en vente aussi
bien à la librairie
Durance qu'à la
boutique Relay de la
gare de Nantes.

3 Unidivers
répond 100% à
Place publique,
un magazine
20% indépendant,
article paru sur le
site Unidivers,
08/12/2011

Cette revue présente des tentatives de dialogue et de réconciliation avec le grand public, et rencontre un certain succès. Une édition rennaise a d'ailleurs été lancée en 2009 mais a dû s'arrêter en 2016 par manque de financements¹. Mais se diffuse-t-elle vraiment auprès des non-spécialistes, en particulier en dehors de Nantes ?

Éditée en 2009 à environ 1500 exemplaires par numéro, elle atteint aujourd'hui le double, et est distribuée aussi bien en librairie spécialisée qu'auprès de distributeurs grand-public.²

Mais la majorité du public de la revue est composée de spécialistes urbains ou d'amateurs éclairés habitant en ville. Place Publique est certes distribuée en dehors de Nantes et de Saint-Nazaire, jusqu'à Angers ou Tours, mais seulement dans des points de vente de grandes villes. Le format revue est toutefois plus facile à diffuser jusqu'aux territoires ruraux que des ateliers pédagogiques de la MAPDL ou de l'ARDEPA, mais ne peut pas prendre en charge tout seul l'irrigation en architecture de la région des pays de la Loire.

Enfin, Place Publique est régulièrement accusée d'être dépendante de la mairie de Nantes et de servir d'organe de propagande à la municipalité³, en apportant la grande majorité du temps un regard mélioratif sur les aménagements et les projets municipaux ou métropolitains. La revue réfute ces accusations et met en avant les entretiens réguliers avec des élus d'opposition ou des historiens ou auteurs apportant un avis en contrepoint de la majorité des articles.

« Réponse de Thierry Guidet, directeur de Place Publique : « Regardez l'index des personnalités interviewées en 2007. J'y vois Sophie Jozan [candidate UMP aux municipales], pas Jean-Marc Ayrault. »

Un « Place Publique
Montpellier » en
projet ?, article paru
dans OUEST FRANCE,
06/01/2008

Si plusieurs structures existent dans les Pays de la Loire pour transmettre une culture architecturale et urbaine, la pratique semble toutefois difficile à mettre en œuvre. Les actions et événements organisés paraissent aujourd'hui se limiter à Nantes ou du moins à la Loire-Atlantique.

Comment réagissent les organismes de transmission face à cela ? L'ARDEPA et la Maison de l'architecture ont récemment inauguré un nouveau grand projet pédagogique. Ce dernier, la Journée Nationale de l'Architecture dans les Classes, est conçu pour le long terme et a vocation à être une tentative de réponse à cette controverse.

Étudions ce projet et analysons sa mise en œuvre.

Pour l'ARDEPA, le projet de la Journée Nationale de l'Architecture dans les classes (JNAC) revêt une importance particulière. Cet évènement a eu lieu dans les Pays de la Loire du 3 au 15 novembre 2016, et a permis à 91 architectes d'intervenir dans 87 classes.

Il ne s'agit pas seulement du projet le plus important sur lequel l'association ait pu travailler, mais l'équipe y voit aussi une porte pour développer des actions dans des territoires éloignés de Nantes, et réussir enfin à irriguer toute la région.

Pour comprendre tous ces enjeux, j'interroge Camille Picot, la personne qui connaît sûrement le mieux ce projet :

Camille est la seconde salariée de l'ARDEPA. Habitante de Saint-Sebastien-sur-Loire depuis toujours, elle a étudié à l'école d'architecture à Nantes, et a passé un an d'étude en Italie, dans la ville de Milan.

De plus en plus intéressée au fil de son cursus par les problématiques de transmission de l'architecture, elle effectue son stage de fin d'études à l'ARDEPA, puis y est finalement salariée depuis son diplôme.

Elle est aujourd'hui la responsable des actions pédagogiques de l'association. À ce titre, elle organise avec Pierrick Beillevaire (Vice-président de l'ARDEPA et membre du Conseil d'Administration du RMA) le groupe de travail du Réseau des Maisons de l'Architecture (RMA) lié aux actions pédagogiques.

Notre entretien se déroule dans le bâtiment *Loire* de l'école d'Architecture, en fin d'après-midi. Il fait froid et pluvieux, nous nous réchauffons autour d'un thé.



Camille : «À la base, si jamais je remonte vraiment super loin... Là du coup ça dépasse l'ARDEPA en fait, c'est une sphère beaucoup plus globale, en fait ça vient du fait que Fleur Pellerin avait enclenché ce qui s'appelle la SNA, la Stratégie Nationale pour l'Architecture, c'est ça.

Et que du coup pendant cette SNA il y a eu un appel à participation pour créer plusieurs groupes de projet, des commissions de réflexion, sur plein de sujets. L'idée c'était de se poser la question de ce que c'est aujourd'hui que le métier d'architecte, pour traiter à la fois de questions de maîtrise d'œuvre, mais aussi des questions plus générales, autour de qu'est-ce que c'est que l'architecture en tant que culture.»

Cf. Entretiens :
Camille, p.22

Pour saisir les tenants et aboutissants de la JNAC, il faut donc remonter bien plus loin : la Stratégie Nationale pour

¹ Fleur Pellerin a été Ministre de la Culture et de la Communication du 26 août 2014 au 11 février 2016.

l'Architecture (SNA) est une démarche engagée à partir de 2015 par le ministère de la Culture et de la Communication, et présentée le 20 octobre 2015 par Fleur Pellerin¹. Comme l'explique Camille, ce grand plan national est à l'origine d'importants chantiers menés dans le domaine de l'architecture. La SNA présente 6 axes :

«A. Sensibiliser et développer la connaissance de l'architecture par le grand public et l'ensemble des acteurs publics et privés de la construction

B. Prendre en compte l'héritage architectural des XXe et XXIe siècles et développer l'intervention architecturale pour valoriser et transformer le cadre bâti existant

C. Articuler formation-recherche-métiers et rapprocher les univers professionnels de l'architecture de la construction et du cadre de vie

D. Identifier et mobiliser les compétences d'architecture

E. Distinguer la valeur économique de l'architecture et accompagner les mutations professionnelles

F. Soutenir la démarche expérimentale et sa valeur culturelle»

Dossier de presse -
Stratégie Nationale
pour l'Architecture,
Ministère de la
Culture et de la
Communication,
2015.

Cette démarche ministérielle formait une réponse au *rapport Bloche* présenté à l'Assemblée Nationale le 2 juillet 2014. Ce document porte sur l'état de la création architecturale en France et a été présenté par Patrick Bloche, rapporteur de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation.

² Rapport
d'information
sur la création
architecturale,
Patrick Bloche,
Assemblée
Nationale, 2014.

Il y pointait «un architecte trop absent de la construction, en particulier dans l'habitat», des «conséquences négatives sur la qualité architecturale²» et proposait plusieurs solutions pour «libérer la création architecturale» et «créer un désir d'architecture».

Parmi ces propositions, l'une attire particulièrement notre attention :

«Proposition n° 5 : engager rapidement des actions durables sur l'ensemble du territoire pour sensibiliser les écoliers à l'architecture.

C'est au sein du grand public qu'il faut susciter l'envie d'architecture. [...] Certes, des manifestations culturelles sont d'ores et déjà organisées sur ce thème.

Toutefois, elles demeurent encore le fait d'un public averti, déjà acquis à la cause de l'architecture. [...] L'envie d'architecture devrait, à notre sens, être suscitée dès l'école, puis être entretenue ensuite par le système scolaire secondaire.»

Rapport
d'information
sur la création
architecturale,
Patrick Bloche,
Assemblée
Nationale, 2014.

Cette proposition fera partie des dispositions retenues par le gouvernement et figurera dans les orientations de la Stratégie Nationale de l'Architecture. Une étape après l'autre, elle changera d'échelle, du national jusqu'au local, et provoquera l'implication de l'ARDEPA dans la Journée Nationale de l'Architecture dans les Classes.

Le rapport Bloche et la SNA avaient un volet concentré sur la maîtrise d'œuvre, duquel provint par exemple la loi fixant le nouveau seuil de recours à l'architecte à 150m².³ Mais un second volet était tourné vers les liens entre architectes et non-spécialistes.

Ce second volet lance un appel à idée pour la création de deux évènements à destination du grand public. Le premier, organisé par le Ministère de la Culture lui-même, fut la Journée Nationale de l'Architecture (JNA), analogue aux Journées du Patrimoine et inaugurée en 2016. Quant au second, qui devait concerner une intervention en milieu scolaire, le Réseau des Maisons de l'Architecture se porta volontaire pour l'organiser.

³ (Contre 170
auparavant.)
Loi sur la liberté
de création,
l'architecture et le
patrimoine,
7 juillet 2016.

Camille : «À partir de là, le réseau des maisons, via justement l'implication du groupe de travail dans la SNA, s'est positionné en disant «voilà nous on peut vous faire quelque chose», là c'est plutôt Pierrick [Beillevaire] qui a géré ça, «nous on peut vous produire un événement éclair, coup de point, buzz, nininin, autour de l'architecture, dans des classes. [...] Après, à partir de là il y avait un peu tout à inventer, puisque tout s'est fait en marchant. À la fois le budget, à la fois le sujet, à la fois les interlocuteurs. Il y a sur la JNAC deux échelles de travail, il y a une échelle nationale, et une échelle locale, régionale.»

Cf. Entretiens :
Camille, p.23-25

Cette première échelle, nationale, représente les groupes de travail réunissant le ministère, le RMA et les intervenants nationaux comme la Fédération Nationale des CAUE, la Cité de l'architecture... La seconde est composée des acteurs sur le terrain, mobilisés plus tard pour réellement mettre en place l'évènement.

Une fois les contours de l'évènement dessinés par les acteurs nationaux, plusieurs maisons de l'architecture se sont

portées volontaires pour développer plus précisément le projet. L'ARDEPA bénéficiait d'une longue expérience dans les ateliers scolaires, et venait de succéder à la M.A. Isère à la tête du groupe de travail du Réseau des Maisons de l'Architecture sur la pédagogie. Elle fut donc choisie pour concevoir l'évènement, et la région des Pays de la Loire fut sélectionnée pour expérimenter la Journée Nationale de l'Architecture dans les Classes.

Camille : «Et je pense aussi qu'on a réussi à avoir cette mission là parce qu'on avait déjà des liens assez développés avec le rectorat. [...]

Évidemment on était conscient que... Comme on était sur une opération à grande échelle, il fallait forcément toucher... Plusieurs classes, donc nous, ARDEPA, on aurait jamais pu couvrir tout ça. Et en même temps c'était intéressant aussi d'impliquer les professionnels, dans cet évènement là. Donc ça veut dire qu'il fallait créer des binômes entre enseignants et architectes»

Cf. Entretiens :
Camille, p.27

Plutôt qu'une intervention des seuls membres des associations, les réunions nationales avaient mis en avant la proposition de faire intervenir les architectes eux-mêmes dans les classes. Cela était de toute façon nécessaire au vu de l'ampleur du projet, mais présentait surtout l'intérêt de mettre les architectes en situation de transmission pédagogique. Se confronter plus souvent à un public non-initié, qui plus est composé d'enfants, pourrait créer de nouveaux liens entre architectes et grand public : des liens «pédagogiques et de sensibilisation, relevant d'une politique de l'architecture active¹»

¹ Rapport
d'information
sur la création
architecturale,
Patrick Bloche,
Assemblée
Nationale, 2014 .

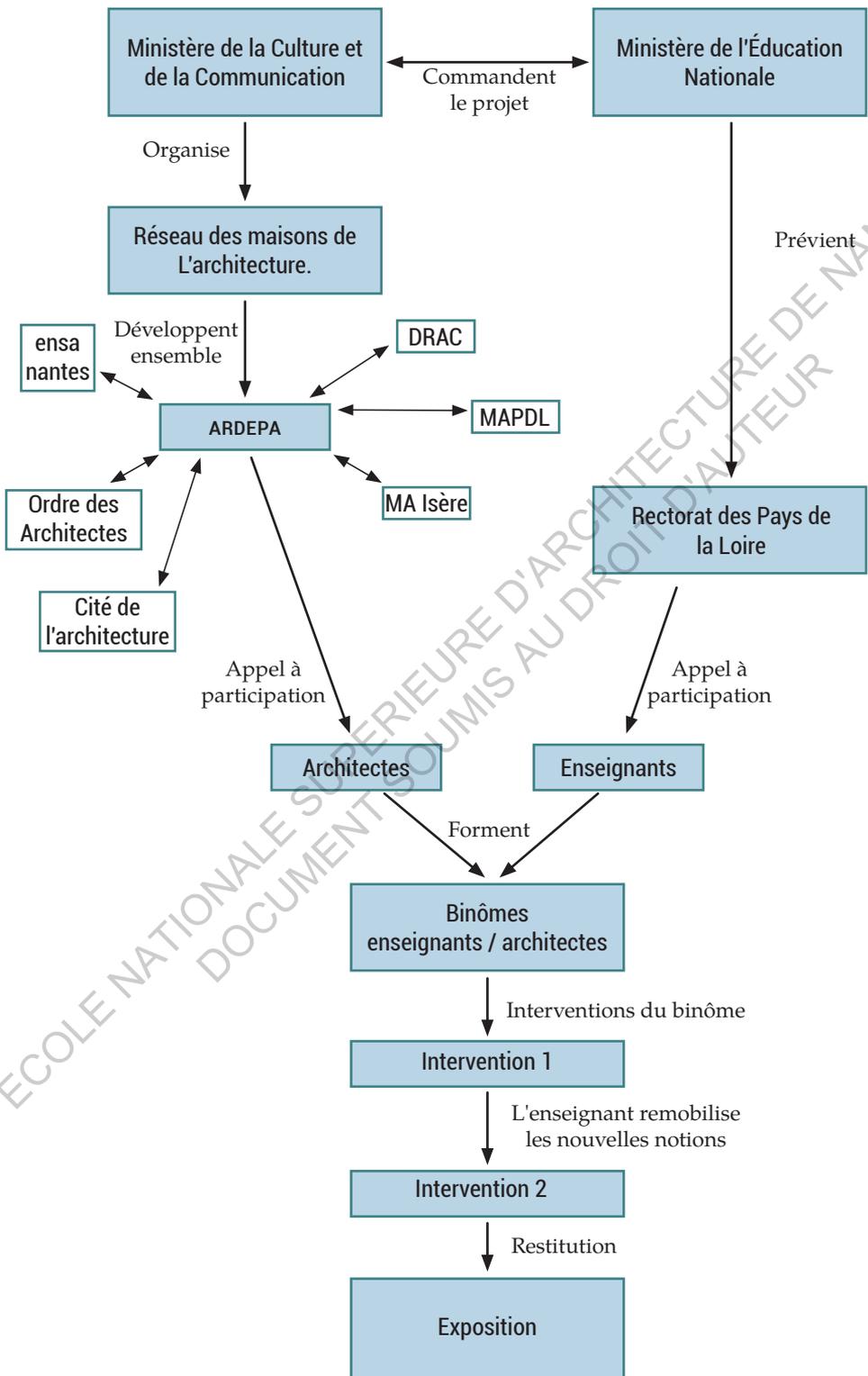
La forme de la JNAC se précisait peu à peu, il fallait toutefois en déterminer le fond :

Camille : «Du coup on voulait que finalement cette journée elle aborde l'architecture d'une manière hyper globale, qu'elle se fasse plutôt en deux temps, qu'il y ait une connexion avec le territoire des élèves, donc plutôt via une visite, et qu'ensuite cette visite elle vienne nourrir une réflexion.

Quelque part on venait aussi s'accrocher à des principes qu'on mettait en place nous depuis un moment déjà à partir du moment où on accumule une somme de connaissances, avec des scolaires, il faut que ces scolaires soient en mesure de resolliciter ces nouvelles connaissances, et de les synthétiser d'une autre manière, via une production. »

Cf. Entretiens :
Camille, p.25

En effet, dans de nombreux ateliers pédagogiques, l'ARDEPA et beaucoup d'autres associations font le choix de dissocier cet atelier en deux temps. Le premier temps est axé



ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

1 Repères pédagogiques en architecture pour le jeune public, proposé par Christine Albanel et Xavier Darcos, *Atelier des lunes*, Paris, 2008

sur la découverte d'éléments extérieurs, à travers une visite, une expédition, ou à défaut une présentation d'éléments en classe. Ces notions nouvelles sont ensuite réutilisées par les élèves dans un second temps, de production : une maquette, un film, un spectacle... Cette structure est adoptée par les ateliers proposés par les Ministères de la Culture et de l'Éducation Nationale aux enseignants qui voudraient aborder l'architecture et la ville dans leurs classes¹.

Si possible, l'ARDEPA propose même que les deux temps se fassent lors de plusieurs séances distinctes, afin que l'enseignant ait le temps de mobiliser les connaissances nouvelles dans le temps scolaire. Elles seront ainsi encore plus précises chez les enfants lors de la restitution sous forme de production. L'un des grands projets de l'ARDEPA suivant cette structure est *La Forme d'une Ville*, présenté page 20.

Cette structure en deux séances séparées, l'une de visite et l'autre de production, a rapidement été choisie pour la JNAC. Deux outils ont ensuite été conçus par l'ARDEPA, un pour chacune des séances. Présentons ces outils :

LES OUTILS PÉDAGOGIQUES DÉVELOPPÉS POUR LA JNAC

2 Journée Nationale de l'Architecture dans les Classes - Guide pratique, ARDEPA, 2016

Le premier outil est une cartographie. L'intervention n°1 se consacre à l'observation d'un espace public et de son cadre bâti. Cela permet de repérer et de comprendre de nombreuses strates d'analyses : usages et usagers, temporalités, matérialité, esthétique, mobilités... L'outil cartographique se veut un support numérique et physique (840 x 840 mm) à la mise en avant de ces strates. La volonté des concepteurs était de « créer un outil suffisamment souple pour permettre aux architectes d'y insuffler leur vision de ce qu'est un espace urbain et architectural² »

Observons l'outil pour comprendre comment il fonctionne :

La cartographie

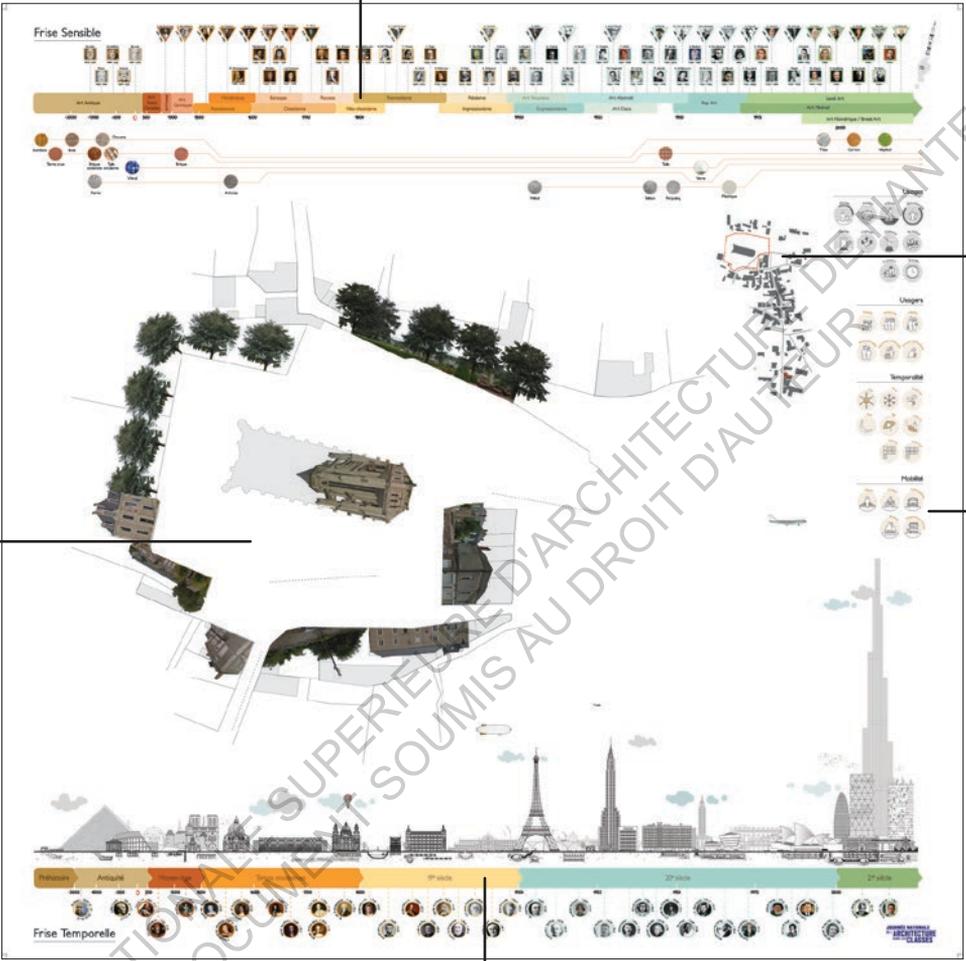
L'élément le plus important en terme d'espace est bien entendu la cartographie elle-même. Elle représente un espace public ouvert proche de l'école. (Ici la place de l'église, à Montjean sur Loire). Chaque école a sa propre place, choisie pour être la plus intéressante possible tout en étant accessible à pied.

La cartographie superpose trois niveaux de lecture : en haut à droite se trouve un petit plan situant la place étudiée par rapport à l'école. Un travail sur la lecture du plan de la ville peut par exemple être effectué en amont par le professeur et les élèves, pour découvrir et comprendre la notion de plan. Situer sa maison, son chemin pour aller à l'école, ainsi que les lieux remarquables sur ce chemin sont ainsi des notions récurrentes

3 Repères pédagogiques en architecture pour le jeune public, proposé par Christine Albanel et Xavier Darcos, *Atelier des lunes*, Paris, 2008

Frise sensible

Plan de situation



Cartographie principale

Frise citoyenne

Frise temporelle

Planche de gommettes



dans les ateliers pédagogiques sur l'espace urbain³.

La cartographie elle-même mêle lecture en plan et en façade : des photos des bâtiments environnants sont intégrées dans les formes bâties. Cela permet aux enfants de reconnaître ce qu'ils voient et de lier la position en plan à une position dans l'espace. En découle la notion d'échelle.

Cette cartographie simple adaptée à l'usage qui en est fait. Toutefois, un point négatif pourrait être ces photographies de bâtiments : elles proviennent d'internet (Google Streetview) car les moyens nécessaires au déplacement et à la prise de photos dans toutes les communes participantes auraient été trop important. On peut se demander si cela ne brouille pas la compréhension lorsque le point de vue imposé par internet n'était pas le plus pratique. De même lorsque des changements ont eu lieu dans le bâti entre la prise de la photo et l'intervention en classe.

Mais cela peut permettre à l'architecte et l'enseignant d'aborder la notion de changement, de construction et de démolition, et de faire comprendre aux enfants que les espaces publics ou bâtis de leur communes ne sont pas figés.

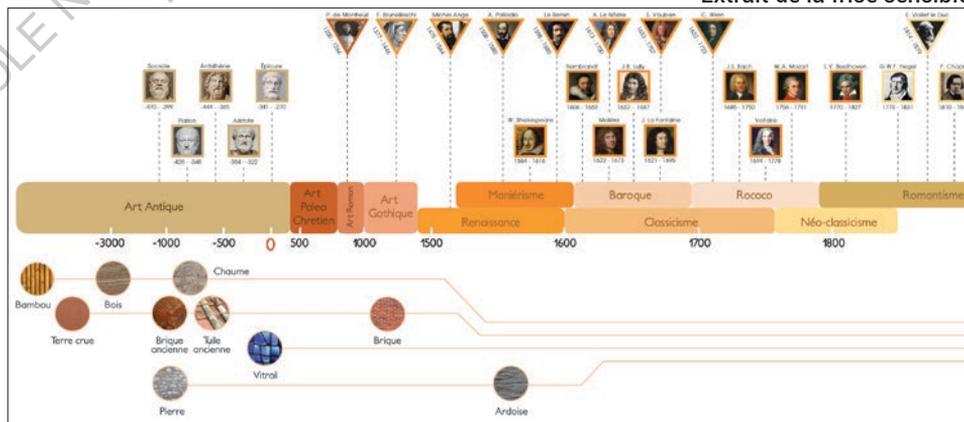
7 Journée
Nationale de
l'Architecture dans
les Classes - Guide
pratique, ARDEPA,
2016

La frise sensible

«L'architecture est un art qui s'inscrit aussi bien dans l'Histoire que dans un cadre technique ou dans une mouvance artistique. C'est cette pluralité qui rend l'architecture si complexe à appréhender mais c'est également ce qui constitue sa richesse¹.» La frise a pour objectif de représenter cette pluralité de disciplines.

C'est l'élément "fourre-tout" de l'outil, on y trouve des noms de mouvement artistiques, des matériaux (dans les cadres ronds), des hommes d'art, de littérature ou encore de musique (dans les cadres carrés) et des architectes (dans les cadres

Extrait de la frise sensible



1 Maria Montessori,
La Maison des
enfants, réédition,
Desclée de
Brouwer, Bruges,
1958

de grandes catégories d'usages, d'usagers, de temporalités et de mobilités. Elles présentent aux enfants la multiplicité d'usagers différents dans un lieu, les changements d'usage en fonction des moments de la journée, etc.

La planche de gommettes reprend toutes ces informations, ainsi que des gommettes de matériaux et d'époques. Identifiées puis collées par les élèves, elles leur permettent de sortir d'une analyse passive pour modifier la grande cartographie. C'est un principe abordé par plusieurs théoriciens de la pédagogie, dont Maria Montessori dans son ouvrage *La maison des enfants*. Elle expose l'importance de la manipulation¹ en particulier pour les enfants de moins de 6 ans mais l'évoque aussi pour l'apprentissage de tous les enfants, quel que soit leur âge : la manipulation facilite la compréhension active de l'exercice et des notions introduites.

Modifier la cartographie soit au cours de la visite soit lors d'un temps de restitution permet aux enfants de lier l'espace défini sur le plan et l'espace visité, d'ouvrir leur vision de la ville aux autres usages et usagers...

2 De l'intérêt
de transmettre
une culture
architecturale et
urbaine, actes du
colloque, Réseau
des MA, 2008.

C'est un thème énoncé depuis longtemps par les groupes de travail du réseau des Maisons de l'Architecture sur la pédagogie : «Tous les citoyens partagent l'acte d'habiter et de circuler. Partir de cette donnée de base fondamentale pour élargir la réflexion vers une découverte politique et sociale de la ville, de son quartier, est un des moyens pour apprendre le "vivre ensemble".²»



Extraits de la frise citoyenne

Les divers éléments de la Cartographie semblent donc assez riches et flexibles pour porter le propos des architectes et des enseignants. Quelques questions mineures peuvent se poser sur l'objectivité du choix des personnages historiques ou leur représentativité, mais plus important : on pourrait reprocher à l'outil de nécessiter la présence d'un adulte pour révéler la richesse du contenu. La petite taille de tous les textes et images et la complexité de certains titres ne semblent pas

permettre à un enfant seul d'atteindre et de comprendre les notions exposées.

Cependant, dans le cadre du projet, la lecture croisée entre les divers éléments de l'outil et les découvertes de la visite semblent permettre de relier efficacement l'architecture et les matières enseignées à l'école, afin qu'elles se répondent et se mettent en perspective. Ainsi l'histoire, la géographie, les arts plastiques, l'éducation civique ou encore les sciences peuvent être convoquées au travers de ce support, «créant des liens entre des sujets qui s'ignoraient jusqu'alors³.»

Le système de maquette

Comme Camille l'expliquait plus haut, il est intéressant de mener les enfants à remobiliser les notions découvertes lors de la visite. À l'issue de la première phase, ces derniers ont pu analyser leur environnement et identifier des éléments et des enjeux de projet : des usages peu exploités, des ambiances à améliorer, etc. À la suite de la visite, un temps est donc laissé à l'enseignant pour revenir sur la visite, réutiliser les notions en classe, clarifier les doutes... Puis la seconde séance a lieu, porteuse de son propre outil : un système constructif permettant de fabriquer des maquettes sans découper ni coller les éléments.

Gaëlle : «Cet outil de maquette permet aux enfants de travailler tout de suite en espace. Ce qu'ils n'arrivent pas forcément à faire, notamment en cycle 3, quand ils dessinent, souvent ils dessinent en plan en même temps qu'en axonométrie, en même temps qu'en perspective... La maquette leur permet de rentrer tout de suite en volume, et du coup de proposer des choses. [...]

Pour eux faire la maquette, tout d'un coup ça devient concret, Faut leur montrer que c'est encore du champs des possibles et de l'imaginaire, mais que ça peut se construire aussi. [...]

Parce qu'en dessin tu n'arrives pas forcément à représenter ce que tu veux, et puis ça peut rester un dessin... Mais de passer à l'acte de la maquette, ça fait que du coup tu peux te dire que bah oui ça tient ! Ça tient et c'est possible !»

Cf. Entretiens :
Gaëlle, p.17

Pour Gaëlle, le travail en maquette est un élément nécessaire à la compréhension de l'architecture en plus d'un formidable outil pour développer son imaginaire. Elle explique que la maquette permet d'imaginer des éléments appartenant à la fois au domaine de l'imaginaire et à celui du concret.

Gaëlle donne beaucoup d'importance au fait que les enfants et les adultes avec lesquels travaillent l'ARDEPA aient conscience

de la multitude de possibilités qu'offre l'architecture à ses usagers, tant dans ses formes que dans ses modes d'habiter. La maquette est l'un des outils utilisables à cette fin, et se retrouve au cœur de la deuxième séance de la JNAC.

Une fois les enjeux de projet identifiés, l'architecte aide les enfants à en tirer une problématique qui servira de base à la conception de leur maquette. Il peut être intéressant ici de développer une problématique globale à toute la classe, plutôt que plusieurs petites. Les élèves prendront ainsi conscience des multiples réponses à une contrainte donnée. Il peut aussi être important de les mener à prendre en compte la temporalité de usages et des usagers, afin de rendre accessible leur projet au plus grand nombre et d'éviter une proposition dédiée aux enfants seuls.

1 Journée
Nationale de
l'Architecture dans
les Classes - Guide
pratique, ARDEPA,
2016

«L'enjeu (le jeu) sera donc de dégager une programmation plus précise et de lui donner vie à travers une petite architecture imaginaire en maquette qui prendra place dans l'espace public.¹»

Le système de construction repose sur un principe simple, au centre duquel prennent place les éléments en forme de H (voir photo à droite). Ces éléments permettent d'accrocher les pièces de maquette entre elles, et l'assemblage de deux H permet de travailler dans un espace en trois dimensions.

2 Maria Montessori,
La Maison des
enfants, réédition,
Desclée de Brouwer,
Bruges, 1958

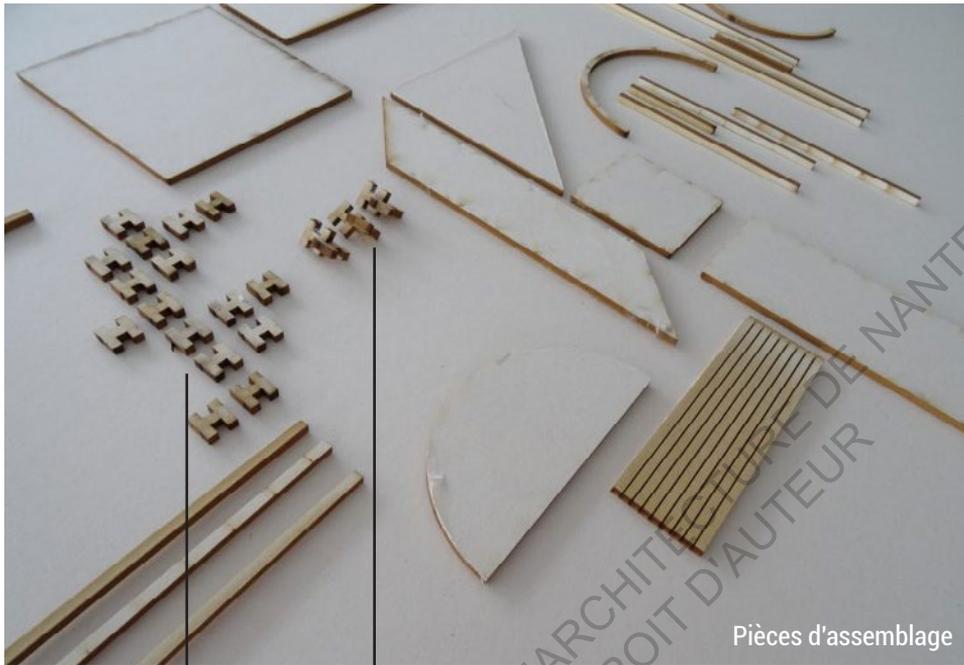
Lorsque le système est révélé et distribué aux enfants (par exemple par groupe de quatre à cinq élèves), il peut être intéressant de les laisser découvrir et tester des choses en autonomie. La manipulation chère à Maria Montessori² sera au cœur de la séance, et les notions spatiales évoquées seront mieux appréhendées que si l'architecte ou l'enseignant leur montre immédiatement comment fonctionne le H.

3 Mireille Sicard,
Projet pour l'école :
Comprendre
l'architecture,
Centre régional
de documentation
pédagogique,
académie de
Grenoble, 2001

Ce type d'atelier peut être le support de nombreuses notions pédagogiques, comme le décrit Mireille Sicard³ : «J'ai besoin», «J'imagine», et «Je construis» mettent les enfants face à une problématique à résoudre d'une manière créative.

Ensuite, une fois le volume créé, les élèves peuvent ajouter tous les matériaux voulus : papiers, cartons, ficelle, peinture... Le but n'étant pas ici de réaliser une maquette d'architecte épurée mais un élément vivant, une architecture habitée conçue pour les usages et les usagers. Il sera sur ce point très intéressant de proposer aux enfants de dessiner et découper des bonhommes en papier. Ceux-ci pourront les aider à imaginer les ouvertures, les espaces, les hauteurs sous plafond... Et cela leur servira surtout à saisir la notion d'échelle en s'identifiant au bonhomme tout au long de la construction.

Enfin, une fois les maquettes terminées, chaque groupe peut présenter son projet à la classe, afin que chaque élève puisse voir les multiples réponses à la problématique de base.



Les H

Assemblages de deux H



ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENTS MIS AU DROIT D'AUTEUR

Cette présentation est aussi une phase sur laquelle l'enseignant peut revenir, en faire le support d'un travail futur, écrit ou dessiné... De la même façon le projet ne se termine pas vraiment, la cartographie et les maquettes sont des nouveaux outils que l'enseignant garde ainsi à sa disposition pour de futurs potentiels travaux.

Il peut même être intéressant pour l'architecte de faire lui-aussi un retour sur les projets des enfants. Expliquer ce qui peut fonctionner, ce qui semble plus compliqué, identifier les éléments de qualité dans les projets des enfants leur permettra de mieux comprendre ce qu'ils ont entrepris. L'architecte peut aussi intégrer les maquettes dans des photos de l'espace public exploré lors de la visite, créant de nouvelles possibilités dans l'imaginaire des élèves.

Pour terminer, ces maquettes eurent une autre utilité pour le projet JNAC :

Camille : «C'est vrai qu'un objet qui est hyper vendeur en archi c'est la maquette. Donc comme on était sur une opération qui devait un peu briller, autant aller vers ce genre de production.»

Gaëlle : «[On a fait le choix] de réaliser une maquette, qu'on pourrait après exposer. Donc ç'a été débattu, tout le monde n'était pas d'accord pour l'exposer, en disant que ce n'était pas ce qui intéressait le plus les gens, et que ce n'était pas le souhait du ministère, d'exposer. Le ministère voulait plutôt travailler sur le fond, dans la classe, etc. Mais vu que c'était aussi un travail invisible on s'est dit que ce serait intéressant de le montrer. »

Cf. Entretiens :
Camille, p.25
Gaëlle, p.6-7

Pour cette première JNAC, il était important d'organiser une restitution publique, de montrer l'ampleur du projet et de sensibiliser le grand public à une potentielle pérennisation. Cette restitution prit la forme d'une exposition sur la *Place Centrale* de l'école d'architecture de Nantes, présentant une maquette par classe participante, accompagnée d'un texte explicatif et d'un titre rédigés par les enfants.

Ce projet a eu le grand avantage de faire intervenir des architectes en situation de transmission dans l'ensemble des Pays de la Loire. Il a en outre permis à l'ARDEPA et à la MAPDL de s'ouvrir un réseau de contacts, architectes et enseignants, jusque dans les territoires ruraux de la région. Ce pourrait donc être une première réponse à l'enjeu de transmission hors de Nantes. Nous reviendrons sur cette possibilité dans la suite de notre réflexion.

Maquettes exposées, ensa nantes, décembre 2016



Extrait du livret "L'Aventure JNAC" présentant les maquettes exposées :

70

École Roger Mercier

Montjean sur Loire - 49 - CMI/CM2

Anne-Marie SCRIBE, enseignante.
Léo BADIALI, étudiant architecte

École les P'tits Capellaudains

La Chapelle Saint Laud - 49 - CMI/CM2

Philippe-Alexandre BOUCLY, enseignante.
Emilie CERNY, architecte.

71



Le Bowling sous une voile Sur la place de l'église...

« Il est composé de deux niveaux. Au rez-de-chaussée se trouvent un cinéma et un restaurant où on peut regarder la Loire. Au premier niveau ont été prévu un bowling et une terrasse. On peut aussi s'asseoir sur les escaliers quand il y a un spectacle. Une grande voile rouge transparente sert de toit pour apporter de la lumière. Dehors il y a des coussins pour se reposer. »



Rendez-vous à la croisée Au croisement des rues...

« Les élèves ont voulu créer un parc public au croisement d'une route nationale pour permettre aux habitants de se réunir. En effet, il n'y a pas de place publique à la Chapelle St-Laud. On y trouve diverses activités: un mur d'escalade, une piscine à boules et un restaurant sur le toit pour les parents qui attendent leurs enfants. »

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

La transmission racontée par ceux qui la font

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT D'IMMERSION D'AUTEUR

Afin de comprendre comment se pratique la transmission des cultures architecturales et urbaines, j'ai rencontré plusieurs de ses acteurs. Au fil de nos conversations, plusieurs sujets ont paru particulièrement présents, réunissant ou parfois opposant les points de vue de mes interlocuteurs. Ces derniers ont ainsi évoqué :

- Leurs motivations, envies et idéaux,
- Le fonctionnement du milieu associatif, en particulier à travers les modes de financement,
- Les actions qu'ils organisent, et les nouvelles formes que ces dernières pourraient prendre,
- Et enfin leur regard sur la rupture entre leur dimension régionale théorique et leur amplitude réelle.

Dans un premier temps, il me semblait cohérent de m'intéresser à la motivation des acteurs. Quelle motivation pousse les membres de la MRA ou de l'ARDEPA à y travailler ? Quelles envies, quels idéaux guident leur pratique ?

Ayant déjà rencontré l'équipe de l'ARDEPA, je suis allé à la Maison de l'Architecture afin de converser avec les deux salariées, Stéphanie et Nancy.

Stéphanie et Nancy sont les deux salariées de la Maison Régionale de l'Architecture des Pays de la Loire.

Originaire de la région Parisienne, Stéphanie a découvert Nantes et le milieu de l'architecture en arrivant à la MRA, en 2005. Nancy, quant à elle, a effectué ses études d'architecture à Nantes, est partie étudier et travailler à Paris quelques années, puis est revenue à Nantes lorsqu'un poste à la Maison de l'Architecture s'est libéré.

Nous discutons dans les bureaux de la MRA, en début de matinée, autour de plusieurs tasses de café fumant. Ce n'est que la troisième semaine de Nancy dans l'association : sa prédécesseure, qui a occupé le poste pendant deux ans, vient de le quitter pour refaire deux années de master.



Stéphanie : «Alors moi à la base je suis assistante administrative, de direction. J'ai atterri à la maison de l'architecture il y a... Bientôt 12 ans. Un peu par hasard. Au départ je ne m'occupais que de la comptabilité et de l'administratif, et puis... Mon poste s'est un peu diversifié, et j'en suis arrivée à faire un peu de médiation. [...] J'ai appris beaucoup de choses, du positif comme du négatif (*Rires*) et ouais c'est euh... C'est très enrichissant de travailler avec les enfants.»

Cf. Entretiens :
Stéphanie et Nancy,
p.36

Premier élément de motivation, que l'on retrouvera chez la plupart des autres acteurs : le travail avec le jeune public. Nous le voyions plus tôt, les ateliers pédagogiques semblent être devenus une étape incontournable pour les structures de sensibilisation à l'architecture. Une grande demande émerge de la part des écoles¹, et c'est avec plaisir que les architectes semblent y répondre : les actions des Maisons de l'architecture prennent de l'ampleur et Gaëlle m'évoquera au cours de notre entretien le cas de collectifs ou d'agences d'architecture qui ne placent

¹ L'éducation à l'architecture, à la ville et aux paysages, fédération nationale des CAUE, 2013

plus seulement la maîtrise d'œuvre au cœur de leur pratique, mais qui proposent aussi des ateliers de sensibilisation pour les enfants.

Chez Stéphanie, la dimension enrichissante du travail auprès d'enfants est toutefois accompagnée de «positif comme de négatif». Son rire, paraissant plus amer que joyeux, laisse transparaître un désarroi sur lequel elle ne veut pas encore s'étendre. Elle y reviendra un peu plus loin dans la conversation.

Sa toute récente collègue, Nancy, me parle elle aussi du contact avec les enfants. Mais ce n'est pas sa motivation principale.

Nancy : «Les petits, c'est parfois compliqué quoi. Mais c'est très intéressant ! Ils savent s'émerveiller. [...]

La médiation permet en tout cas de rencontrer d'autres gens, qui sont pas des architectes et c'est vachement intéressant pour moi de... De parler d'espace public avec des gens qui ont d'autres compétences, qui ont d'autres regards»

*Cf. Entretiens :
Stéphanie et Nancy,
p.48*

Pour Nancy, le grand avantage du domaine est le fait d'être confronté à d'autres professions. Pour elle, travailler de concert avec ces personnalités extérieures et concevoir des projets hybrides permet de porter sur le monde un œil plus ouvert, moins déformé par le prisme de l'architecture. C'est une motivation qui apparaît aussi chez Jean-Christophe, chargé de mission à l'ARDEPA :

Jean-Christophe est auto-entrepreneur, a effectué son stage de master à l'ARDEPA, et y travaille depuis qu'il est sorti avec son diplôme de l'école d'architecture en juillet 2015.

Il a toujours vécu à Nantes, mais a effectué un an d'étude à l'université de Guadalajara au Mexique. Comédien amateur et ancien membre d'une troupe d'improvisation, il me décrit une affinité particulière pour le monde du spectacle, et une volonté de mêler dans son travail ce milieu avec le domaine de l'architecture.

Notre entretien se tient en début d'après midi, sur des canapés de l'école d'architecture.



Jean-Christophe : «C'était pas quelque chose que je me disais, tiens, plus tard je vais faire de la médiation... Contrairement à tous ceux qui sont arrivés là je pense. Mais il y avait quand même une espèce de curiosité. Moi ma curiosité ç'a été de me dire je vais pouvoir travailler avec d'autres gens que des archi. c'est un peu vers cet espèce

d'architecture que j'aimerais aller, cette espèce d'architecture hybride, entre... Un mélange de... De diverses personnalités et de différents regards... Et ce pan là de l'architecture me permet d'aller travailler avec des comédiens, de travailler avec des chorégraphes, des plasticiens, etc.»

Cf. Entretiens :
Jean-Christophe,
p.75

Nancy et Jean-Christophe utilisent des champs lexicaux proches, pour mettre en avant la même idée : tous deux voient dans la médiation architecturale un moyen de croiser les acteurs, les domaines, mais surtout les «regards». Ils désirent diversifier leur environnement, qu'ils trouvent un peu trop homogène, par la rencontre d'acteurs issus d'autres domaines culturels, ils évoquent ainsi tous les deux le spectacle vivant, l'art contemporain... Ce sont des milieux qu'ils ont eu l'occasion de fréquenter avant leur arrivée à la MRA et à l'ARDEPA : Nancy a suivi une année de master en politique culturelle, et Jean-Christophe est comédien amateur depuis plusieurs années.

Mais ils cherchent surtout le contact d'autres personnes, intéressées comme eux par la ville et sa fabrique, mais qui ne la regarderaient pas «avec des œillères d'architectes»¹. Cette formule peut sembler violente. Nancy et Stéphanie poursuivent afin de développer cette idée :

¹ Entretiens :
Stéphanie et Nancy,
p.49

Nancy : «[L'architecture] est aussi un milieu qui est à mon sens aussi un peu... Fermé ! On a l'impression de détenir la vérité absolue alors que quand on rencontre d'autres gens qui ont d'autres parcours, ou qui lisent autre chose aussi... On a l'impression que parler d'espace public c'est que via... L'urbanisme et l'architecture, mais c'est pas vrai du tout !»

Stéphanie : «Bah c'est assez paradoxal parce que... Quand on écoute les architectes, ils ont une grande ouverture d'esprit. Il s'intéressent à tout ce qui se passe dans le monde... Mais quand on creuse, ils s'intéressent à l'architecture, qui se passe ailleurs ! Et c'est vrai que moi ça m'avait un peu... Pas choquée mais interpellée quelque part. D'entendre ça et de les écouter parler et puis tu trouve que finalement c'est ptet pas si ouvert... Même si je trouve que ça évolue.»

Cf. Entretiens :
Stéphanie et Nancy,
p.49-50

Cette analyse peut sembler rude venant d'acteurs de la transmission de l'architecture. Mais une forme d'hypocrisie et d'orgueil de la part des architectes est mise en avant depuis longtemps pour expliquer la rupture entre acteurs de l'architecture et grand public². Les premiers semblent plus prompts à se targuer de détenir des réponses aux problèmes des seconds qu'à réellement mettre ces solutions en œuvre.

² David Abittan,
Comment les
années 60 ont fait
perdre aux Français
toute confiance
en l'architecture
contemporaine,
article paru
sur SLATE.FR
10/12/14

1 Alice Paul, Les représentations de l'architecture par les non-spécialistes, *ensa nantes*, 2016.

2 Cette phrase, inspirée du célèbre aphorisme de Georges Clémenceau, est tantôt attribuée à Giancarlo Di Carlo, tantôt à Aldo Rossi.

Aujourd'hui encore, la vision et les représentations de l'architecture peuvent différer grandement entre initiés et non-initiés aux enjeux architecturaux¹. Et Stéphanie explique que beaucoup d'architectes ne laissent pas le droit à l'erreur aux non-spécialistes : «ils ne se privent pas pour te reprendre». Cela éclaire sa réaction amère que nous avons identifiée plus tôt : encore aujourd'hui, dans le milieu de la transmission architecturale, certains architectes créent des barrières entre leurs semblables et les autres acteurs voire considèrent que seuls des architectes sont compétents pour parler de la ville. Stéphanie expliquera avoir fait les frais de telles réactions.

Aux questions «l'acculturation aux enjeux urbains doit-elle être unilatérale ? Est-ce seulement au grand public de se former à l'architecture ?» Nancy, Stéphanie et Jean-Christophe répondent qu'il faut au contraire que l'architecte fasse lui-aussi un pas vers le grand public. Et cela peut passer par l'ouverture à d'autres acteurs, qui *a priori* ne seraient pas spécialistes de l'architecture et de l'urbain, mais qui auraient des savoirs et un regard à apporter : «L'architecture est une chose trop sérieuse pour être laissée aux seuls architectes»²

Gaëlle et Camille, quant à elles, voient cette possibilité de travailler avec d'autres professions comme un élément important et enrichissant de la médiation architecturale. Mais ce n'est qu'un moyen, utilisé pour parvenir à une fin plus précise :

Gaëlle : «Et les actions pédagogique c'est aussi... Hyper important, les enfant seront nos citoyens de demain, c'est comme ça qu'on les forme en fait ! plus ils vont en entendre parler tôt plus ils seront sensibilisés, plus ils essaieront de comprendre... Et ils pourront devenir acteur de leur ville, de leur territoire !»

Cf. Entretiens :
Gaëlle, p. 14

Tout au long de notre entretien, une des idées récurrentes dans le discours de Gaëlle est sa volonté de permettre aux enfants de devenir des "citoyens" et des "acteurs" de leur ville.

Selon elle, si ces enfants sont formés à la fabrique de la ville, si les clés de compréhension de ces domaines leur sont données, ils sauront en faire usage pour ne plus simplement subir les politiques urbaines, mais y participer. Elle semble vouloir tendre vers une démocratie plus horizontale, où chaque citoyen est acteur de son environnement local.

C'est aussi ce qui motive Camille dans sa pratique. De plus, elle rajoute un élément, un autre moyen qu'elle imagine pour atteindre cet objectif :

Camille : «On prépare les enfants à devenir des citoyens. On leur propose de regarder ce qui les entoure, de comprendre comment ça marche... [...]»

Et c'est vrai que une des... Volontés un peu non-avouées de tout ceux qui imaginaient cette journée de l'archi, c'était que ce soit reconnu dans un cadre scolaire, pour ensuite quelque part, potentiellement arriver à modifier les programmes. Mais déjà ça ne se fait pas comme ça... Et puis le ministère de la Culture qui impulse un changement au ministère de l'Éducation... Ce n'est pas si facile non plus quoi.»

Cf. Entretiens :
Camille, p.49-50

Plusieurs de mes interlocuteurs évoqueront par la suite cette idée. Le désir inavoué de chaque intervenant de la transmission des questions architecturales est-il de faire de l'architecture un domaine enseigné à part entière à l'école ? Certains pays, comme l'Italie, ont intégré l'Architecture comme enseignement à l'école primaire. Il s'agit alors d'une discipline artistique, à l'instar de la musique ou de l'art plastique¹.

L'organisation de la Journée Nationale de l'Architecture dans les Classes avait une dimension interministérielle devant lier Culture et Éducation Nationale. Tout du moins était-ce l'objectif en théorie, car Camille m'expliquera plus tard que cette passerelle ne s'est jamais vraiment faite : le Rectorat des Pays de la Loire n'a pas été prévenu de l'évènement par son ministère mais par l'ARDEPA elle-même, et aucun représentant de l'Éducation Nationale n'était présent lors de la restitution du projet.

Cela n'empêche pas Camille de continuer à y penser, et le Réseau des Maisons de l'Architecture d'organiser une réflexion sur la forme que pourrait prendre un enseignement de l'architecture dans un cadre scolaire, primaire et secondaire².

Les acteurs ligériens de la médiation architecturale partagent donc plusieurs motivations. Ces dernières varient en fonction des individus, mais l'on retrouve globalement une envie ou un plaisir à travailler avec d'autres acteurs culturels. Le fait de croiser les regards est épanouissant, et ouvre des possibilités plus grandes de transmission. Pour plusieurs, le but final de la pratique est de permettre à chacun de devenir acteur de son environnement, ou tout du moins de le comprendre pour ne plus le subir. Enfin, les traces d'un «désir inavoué» semblent les réunir : le rêve de notions spatiales et architecturales enseignées à tous dès l'école primaire...

Une fois leurs motivations et leurs idéaux compris, j'ai pu m'intéresser au travail même de mes interlocuteurs. Je me suis tout d'abord demandé comment s'organisaient les associations elles-mêmes et comment elles se finançaient, avant de m'intéresser aux différentes formes de leurs actions.

¹ Rapport
d'information
sur la création
architecturale,
Patrick Bloche,
Assemblée
Nationale, 2014 .

² Lettre aux
Ministères de
la Culture et
de l'Éducation
Nationale,
Réseau des
maisons de
l'architecture,
06/12/2012.



Emmanuelle est étudiante à l'école d'architecture de Nantes et stagiaire de septembre 2016 à janvier 2017 à l'ARDEPA. Quelques temps après notre entretien, elle a rejoint l'association AFEV, ainsi que le Voyage à Nantes, pour travailler sur l'un des sites du parcours Estuaire.

Originaire d'un village de la région orléanaise, elle a rejoint Nantes pour ses études, et a aussi passé un an en échange en Argentine, à l'université de Buenos Aires. Comme elle me l'explique au cours de l'entretien, ses grands parents étaient des agriculteurs dont les trois enfants ont tous fait des études. Ce contexte l'a menée à entreprendre des études d'architecture alors qu'elle désirait au départ devenir enseignante. Elle hésite aujourd'hui à repartir vers ce domaine, ou à chercher un emploi mêlant la pédagogie et les notions architecturales qu'elle a découvertes à l'ensa.

Notre conversation prend place dans le bâtiment Loire de l'école d'architecture de Nantes, une matinée, autour d'un thé.

Emmanuelle est tout comme moi intervenue dans une classe de primaire dans le cadre de la Journée Nationale de l'Architecture dans les Classes. Dès les premières secondes de notre entretien, elle me présente un point de vue très critique sur le sujet :

Moi : Est-ce que tu peux me parler de la JNAC comme ... Comme tu l'as...

Emmanuelle : « Comme je l'ai ressentie, Oui. Alors, de prime abord, moi ça m'apparaît, ça m'est apparu et ça m'apparaît encore... (quelques secondes) comme quelque chose... qui montre à quel point les enfants d'aujourd'hui vivent dans une société assez privilégiée [...] Si je n'avais pas participé à ce projet, je pense que ça me serait apparu comme quelque chose peut-être... un peu superficiel, ou tape à l'oeil»

*Cf. Entretiens :
Emmanuelle, p.54*

«Superficiel» et «tape à l'oeil» sont des mots assez durs pour qualifier le projet. La mise en valeur des travaux des enfants ne la convainc pas. Elle m'explique par la suite l'origine de ce malaise :

Emmanuelle : «Voilà il y a un peu ces pendants là : mon statut à l'ARDEPA fait que je reconnais les qualités du projet, et... Mon statut en tant qu'étudiante euh, qui a voyagé aussi en argentine et qui se dit que les gamins là bas n'auront jamais l'argent

et les moyens de faire ce genre de projets là me dit «merde est-ce qu'on est pas en train de faire un gros gaspillage et... est-ce que c'est pas le symbole d'une société qui veut toujours profiter un peu plus de l'argent public ou du système ?» Mais... en même temps, je reconnais que la cause est quand même super chouette ! Voilà. Et importante. (*quelques secondes*) Si je peux faire un résumé comme ça. (*petit rire*)»

Cf. Entretiens :
Emmanuelle, p.54

L'explication se trouve donc dans le coût du projet : la quantité de moyens humains et financiers alloués à la communication du projet l'interroge et la font douter. Elle termine ainsi cette première prise de parole par un rire. Dans son ouvrage *Les rites d'interaction*, Erving Goffman explique que l'on rit pour éloigner la gêne lorsque l'on donne son avis¹, par exemple pour qualifier la beauté, ou lorsque cet avis semble à l'opposé d'une convention.

¹ Erving Goffman,
Les rites d'interaction,
Éditions de Minuit,
Paris, 1974.

C'est ce deuxième cas que l'on peut retrouver ici : Emmanuelle a participé à un projet dont elle reconnaît que «la cause est super chouette», et surtout dont son environnement semble très satisfait. Et pourtant, ce projet ne l'a pas totalement convaincue. Elle donne son avis de façon directe et franche, sans détourner la conversation ni se cacher derrière des lieux communs, une autre façon d'éloigner la gêne selon Goffman. Mais pour autant, elle n'est pas tout à fait à l'aise : elle rit pour désamorcer tout en continuant à développer sa pensée :

Emmanuelle : «Jpense que ça c'était en deuxième partie, plutôt, l'inauguration, l'expo, le nombre de choses qu'on achète... Hum ouais pour cette expo en fait. Après, me rendre compte qu'en fait c'était 87 cartons, que 87 fois 5 kits de maquettes, donc autant de matériel ! [...] Puis ensuite l'expo, et... La biennale aussi qui est arrivée en même temps, et du coup le nombre de gens, les buffets, même ce qui était organisé autour de ces deux événements... Voilà.»

Moi : Donc ce côté tape à l'oeil, tu le trouves plutôt sur la forme et la communication ? ou aussi sur le fond du... le fait de faire ces kits de maquette ?

Emmanuelle : «Ah non non non. Non non non non, sur la forme. Le fond, bah euh... bah être à l'ARDEPA et faire partie de ce projet là c'est aussi comprendre qu'en fait c'est... C'est que de la com'...»

Cf. Entretiens :
Emmanuelle, p.55

Emmanuelle nuance ici son premier propos : ce n'est pas l'ensemble du projet qui la dérange, ce sont tous les moyens qui ont été dépensés dans les outils et la communication. Selon les bilans financiers du réseau des maisons de l'architecture, le coût de l'évènement a été comptabilisé à 389 euros par classe,

1 Erving Goffman,
Les rites d'interaction,
Éditions de Minuit,
Paris, 1974.

soit environ 34.000 euros pour les 87 classes participantes. Coût auquel il faut rajouter le défraiement des architectes (350 euros pour les deux interventions) et celui de la restitution sous forme d'exposition. Cela peut effectivement paraître important, et Emmanuelle se demande où est la limite entre le nécessaire et le «gaspillage».

Toutefois, elle progresse durant cet entretien par affinement progressif¹, et nuance une seconde fois son discours quelques minutes plus tard :

Emmanuelle : «Il y a... beaucoup de com, de forme, parce que... Bah parce qu'il faut motiver les politiques et... les ministères... à venir vers nous pour ce genre de projet là. Pour qu'on continue de pouvoir les mener, et malheureusement en fait. Parce que... sur le fond, encore une fois je pense que c'est tellement enrichissant, et pour en avoir parlé pas mal avec les profs qui sont venus visiter l'expo, on sait que c'est important, que l'archi c'est tellement transversal, ça peut toucher à tellement de domaines, que c'est pas superficiel !»

Cf. Entretiens :
Emmanuelle, p.56

Voilà le problème de fond, peut-être présent dans l'esprit d'Emmanuelle dès le début de notre conversation : la nécessité de la «débauche de moyens» qu'elle déplore. Nécessité pour faire parler du projet et ainsi attirer l'attention «des politiques, des ministères» dont dépendent la majorité des actions menées par les structures telles que l'ARDEPA. C'est d'autant plus frustrant pour Emmanuelle d'assister à ces dépenses qu'elle revient de Buenos Aires : les moyens mis en œuvre pour ces ateliers contrastent fortement avec ce qu'elle a pu voir au cours de son année en Argentine.

Ce questionnement sur les budgets et la nécessité d'attirer les politiques et les acteurs publics par de la communication se retrouve chez plusieurs autres personnes interrogées, à l'instar de Jean-Christophe :

Jean-Christophe : «Tout l'enjeu, c'est tous les bilans financiers qui restent quand même assez... Enfin c'est assez intense à réaliser et ça reste quand même un petit peu... L'argent c'est le nerf de la guerre dans ce genre de milieu.»

Cf. Entretiens :
Jean-Christophe,
p.72

Jean-Christophe commence trois phrases qu'il ne finit pas : lui non-plus n'est pas à l'aise de parler de ce sujet, mais pas pour les mêmes raisons. Il me parle moins du budget des projets

pédagogiques que Emmanuelle. C'est un sujet qui n'est pas au cœur de sa vision de la médiation architecturale, mais il le voit tout de même comme un enjeu incontournable. Il rajoute de plus «intense» pour caractériser l'énergie dépensée dans ce domaine, en l'occurrence pour les bilans financiers.

Il décrira plus tard cette phase comme «la plus difficile» : prendre du recul sur tout son investissement pour se consacrer aux bilans financiers est une étape obligatoire et importante, mais peu épanouissante selon lui.

L'aspect financier et la recherche de subventions semblent être des éléments incontournables de la vie de ces structures, bien plus que la simple recherche de partenaires de projets. ARDEPA et Maison de l'architecture y sont en permanence confrontées, et leurs équipes semblent avoir fait deux choix très différents de modèles financiers.

Stéphanie : «Alors la MRA fonctionne avec des subventions de l'ordre, de la DRAC, de la ville de Nantes, et un club de partenaires industriels, qui nous finance.[...] Ils ont une contrepartie, avec leur logo qui apparait normalement sur toutes nos plaquettes... Et puis comme on fait des visites aussi, s'il y a des bâtiments sur lesquels ils sont intervenus, ils peuvent mettre en avant leurs produits, leurs matériaux.»

*Cf. Entretiens :
Stéphanie et Nancy
p.41*

Camille : «Et puis aussi forcément on est sur des économies qui sont très fragiles. [...] En fait à la base on a une manière différente de concevoir le travail... Enfin les actions. Parce que la maison de l'archi, ils ont... une enveloppe, assez importante, qui est générée par leurs partenaires... financiers, ils sont d'ailleurs contraints par ces partenaires au niveau des sujets sur lesquels ils travaillent. Chose que nous on ne veut pas du tout subir, et donc ils ont cette enveloppe, et à partir de ça ils se demandent «Qu'est-ce qu'on va pouvoir faire comme action cette année ?»

Nous c'est l'inverse, en fait on va demander des fonds... en fonction des actions qu'on a imaginées. Donc en fait on a deux manières de prendre le truc. Forcément on s'oppose un petit peu sur ce plan là.»

*Cf. Entretiens :
Camille, p.28*

Gaëlle : «On nous pose parfois la question de fusionner. Mais on a pas envie de fusionner, dans ces conditions... On veut rester tout le temps indépendants. Déjà ne pas dépendre de l'Ordre, parce que eux [la Maison de l'archi] sont... vraiment liés à

l'Ordre quoi. Et on veut pas non plus être lié aux entreprises qui nous obligeraient à faire la visite de tel bâtiment parce que... ya un bardage quelconque, ou une peinture KYME sur le bâtiment. Nous on est pas là pour promouvoir des matériaux, ni des archi, ni des entreprises... Donc... On ne fait pas les choses dans le même sens. Voilà.»

Cf. Entretiens :
Gaëlle, p.12

Gaëlle et Camille utilisent la même image de modèles inversés, ne fonctionnant pas dans «le même sens». Pour elles, la notion la plus importante est leur «indépendance», qu'elles perdraient en faisant appel à d'autres types de financement que des subventions publiques. Le revers de la médaille est le besoin d'attirer l'attention de la ville, de l'État, de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), dans des actions de communication.

Stéphanie et Nancy, quant à elles, ne voient pas de côté négatif au fait de dépendre de leur "Club Partenaire" et de l'Ordre des Architectes. Peut-être donnent-ils des sommes importantes, permettant à l'association de réaliser des actions qui leur paraissent de qualité ? Peut-être la MAPDL touche-t-elle un public légèrement différent de l'ARDEPA, un public plus intéressé par la dimension technique des bâtiments dont elle organise des visites ? La différence entre les deux modèles budgétaires tient en tout cas au type de financement que reçoivent les deux structures : la MRA préfère recevoir une importante subvention de fonctionnement et s'en débrouiller pour l'année, tandis que l'ARDEPA préfère multiplier les projets quand ils se présentent et demander des financements à l'action à divers partenaires publics.

Selon Gaëlle, l'Ordre des architectes a plusieurs fois en trente ans proposé d'augmenter ses subventions de fonctionnement à l'ARDEPA en échange d'un siège au conseil d'administration. Propositions refusées à chaque fois par l'assemblée générale, et mal vécue par l'équipe, ayant l'impression que le Conseil tente de leur «mettre le grappin dessus¹».

Mais l'ARDEPA est-elle indépendante pour autant ? Serait-il possible que l'association ait besoin de subventions publiques au point de créer une relation de dépendance et de subordination ? Alors que j'interroge Camille sur ce point à la fin de notre entretien, elle s'en défend :

Moi : L'indépendance par rapport à Nantes métropole elle est... Tu penses qu'elle est totale, vous pourriez dire ce que vous voulez ?

Camille : « (plusieurs secondes de réflexion) Oui je pense. Bon après il y a toujours une manière de tourner les choses hein, et puis contrebalancer, tu peux pas faire une

¹ Cf. Entretiens :
Gaëlle, p.13

expé 100% négative et puis tout trasher sur ton passage. [...] Par contre ce qui peut être intéressant, c'est de montrer genre... exemple contre-exemple. Genre un truc qui fonctionne et un truc où on a un peu des doutes...

Mais tu vois en même temps l'expédition qu'on a fait des arpenteurs là, sur la pointe Est de l'île de Nantes... En fait l'intervenant, lui-même, était un peu critique en disant "Nous sur le papier on avait imaginé ça, notre grand principe c'était ça, après c'est vrai que bah... Sur le terrain on a été confronté à ça, et donc ça a donné ça, bah là voilà maintenant c'est comme ça..." »

Cf. Entretiens :
Camille, p.31

Camille se défend de toute dépendance à la mairie ou à la métropole nantaise. Elle me précise plus tard que le plus important pécule que l'ARDEPA reçoit de la ville concerne les expéditions urbaines et que ces dernières forment une prestation que leur achète la municipalité, et non pas une subvention. Les vraies subventions proviennent de la DRAC², qui les dispense action par action et qui par définition ne demande rien en échange.

Mais un autre mode de financement existe, pour l'instant hors d'atteinte des deux structures. Stéphanie l'évoque lors de notre rencontre :

² DRAC : Direction Régionale des Affaires Culturelles. Antenne régionale du ministère de la Culture et de la Communication.

Stéphanie : « On aimerait bien passer au mécénat, mais... On a fait deux fois la demande de rescrit fiscal, et deux fois ça nous a été refusé. Ça permet de recevoir des dons de mécènes et qu'ils défiscalisent 66% de la somme versée. [...] Nous la dernière réponse qu'on a eu c'est qu'on était pas association culturelle. L'architecture n'est pas culturelle... Désolée de vous l'apprendre ! (Rire) »

Cf. Entretiens :
Stéphanie et Nancy
p.46

Ce rescrit fiscal permet de recevoir une déclaration d'utilité publique. Une fois cette déclaration obtenue, les organismes ou les particuliers faisant un don à l'association peuvent en effet défiscaliser 66% de ce don³. Il faut toutefois que la transaction soit un simple don, et non pas un financement dans le cadre d'un contrat de "sponsoring".

Ni l'ARDEPA ni la MRA ne la possède, et les deux l'envisagent comme une possibilité de recevoir des financements plus importants sans remettre en cause leur indépendance. À ce jour, seule la Maison de l'Architecture en a fait une demande. Cette dernière a cependant été refusée, car la commission des finances publiques a considéré que la MRA jouait plus le rôle d'une association professionnelle que d'une association culturelle.

³ Bulletin Officiel des Finances Publiques, *impots.gouv.fr/bofip*

D'où cette remarque amère de Stéphanie «L'architecture n'est pas culturelle !»

Il est facile de comprendre son désarroi, mais nous avons précédemment pu mettre en évidence la prédominance des architectes et des actions à destination des architectes dans l'association. C'est aussi cette dimension qu'a dû identifier la commission de validation du rescrit fiscal, ce qui a pu motiver son choix. De toute manière, Stéphanie m'apprendra plus tard que le Réseau des Maisons de l'Architecture prépare à ce jour une demande nationale de rescrit fiscal, afin que chaque M.A. puisse en bénéficier. Peut-être les années prochaines verront-elles donc l'ARDEPA et la MRA en tirer parti.

Une idée présente chez l'ensemble de mes interlocuteurs est la «fragilité» des finances associatives. Qualifiés de «précaires» «inconstants» et même «ténus», les modèles économiques semblent en permanence dans un équilibre instable. Gaëlle résume tout cela à la fin de notre entretien, tout en le nuancant :

Gaëlle : «Pour l'instant je trouve que c'est un modèle qui marche bien, après le problème c'est que c'est le modèle économique qui est tout le temps... En suspend quoi ! On ne peut jamais savoir, l'année prochaine, si on aura telle subvention ou telle subvention, du coup c'est hyper pénible, on arrive pas trop à se projeter à plus que N+1... [...]

Après c'est pour ça qu'on essaie de plus en plus de varier nos ressources de financement, donc maintenant on est vraiment quasiment moitié moitié entre subventions et prestations vendues, donc voilà. Ça veut dire qu'on est pas... À 80% de subventions, donc ça va. [...]

C'est hyper précaire, tu vois, comme activité, mais c'est aussi peut-être ce qui fait notre richesse et notre dynamisme... C'est à dire peut-être que si on était moins précaire on serait moins dans cette dynamique tout le temps, de rechercher des projets, de construire des choses etc. C'est ça aussi qui fait que c'est chouette parce que c'est vivant et puis que c'est toujours différent !»

*Cf. Entretiens :
Gaëlle, p. 18-19*

Deux points importants ressortent de cette prise de parole : une légère prise de recul sur cette fameuse fragilité, et une réflexion sur le dynamisme de l'ARDEPA. Après avoir insisté sur la pénibilité d'être en tout le temps «en suspens», elle explique que l'ARDEPA - et la MRA fait de même - essaie de diversifier ses actions afin d'être moins dépendante d'un seul financeur. Elle m'expliquera un autre jour que leurs interlocuteurs à la DRAC et à la mairie leur conseillent eux-mêmes de chercher d'autres

moyens de trouver de l'argent, car les crédits baissent d'année en année. C'est ce que font les deux structures, cherchant de nouveaux types d'actions fondées sur de nouveaux partenariats.

Paradoxalement, cela crée une dynamique que semble apprécier Gaëlle, qui oblige les équipes des deux structures à être innovantes pour diversifier leur manière d'atteindre le public. Une dynamique qui les pousse aussi à travailler encore plus avec d'autres acteurs de domaines complètement différents, pour le plus grand bonheur de Jean-Christophe ou Nancy.



Forum Biennale du Réseau des MA - exposition des partenaires entrepreneurs du BTP, décembre 2016

Nous avons pu découvrir qu'une dynamique poussait la MRA et l'ARDEPA à tenter de nouvelles choses afin de diversifier leurs modes d'action et leurs financements.

À ce jour, une grande partie de leur activité est composée d'actions pédagogiques dans un cadre scolaire, péri-scolaire, ou extra-scolaire.

Stéphanie : «L'ARDEPA, n'ayant pas de lieu propre pour accueillir les classes, va dans les classes, alors que nous comme on a un lieu, on accueille les classes ici»

Cf. Entretiens :
Stéphanie et Nancy
p.39

Les deux structures semblent s'être organisées pour ne pas se marcher sur les pieds tout en proposant aux écoles de la région des actions proches. La MRA dispose d'un panel de plusieurs actions possibles, que les classes choisissent et viennent réaliser dans et autour du bâtiment l'Île Rouge. Les classes sont systématiquement divisées en deux groupes, dont l'un visite le quartier de la création tandis que l'autre fait l'atelier de fabrication, puis les deux groupes inversent.

L'ARDEPA, peut-être du fait de sa plus grande expérience dans les ateliers avec le jeune public, procède autrement : elle ne propose pas de formes d'actions prédéfinies, mais tient à créer un atelier personnalisé avec l'enseignant de chaque classe :

Camille : «Justement, en tant qu'architectes, on cherche à coller au plus au territoire sur lequel on est. Et que du coup on fait des trucs un peu sur mesure !»

Cf. Entretiens :
Camille, p.28

L'ARDEPA propose plutôt une liste de thèmes pour guider des visites de l'Île de Nantes ou du centre historique, si le groupe ne cherche qu'une visite. Dans le cas d'un véritable atelier, l'équipe voudra rencontrer les enseignants en amont, afin de préparer un atelier portant précisément les notions voulues par ces derniers. Le plus souvent, comme nous l'avons vu plus tôt, l'atelier se divisera en deux temps, un premier de visite et un second de production.

Ces deux manières de proposer des actions pédagogiques paraissent différer légèrement, mais elle ont pourtant un important point commun : dans les deux cas, il s'agit de l'équipe de l'association qui organise et mène les visites et les ateliers de fabrication. Or, tout l'enjeu de la *Journée Nationale*

de l'Architecture dans les Classes était de faire intervenir des architectes extérieurs aux deux associations dans des classes plus lointaines. Il fallait donc développer une nouvelle façon de gérer ces ateliers, sans qu'un membre de l'association ne soit présent.

Jean-Christophe a travaillé sur l'organisation de la JNAC dès février 2016, lorsque les notions abordées dans le cadre du projet ont été définies par les groupes de travail au Réseau des Maisons de l'Architecture, et qu'il a fallu développer les outils pédagogiques. C'est d'ailleurs le premier sujet que nous abordons lors de notre conversation :

Jean-Christophe : «Euh... bah moi c'était ptet un peu particulier, dans ce truc là parce que je suis arrivé un petit peu en cours de route, dans ce qu'on appelle l'opérationnel. C'est à dire le moment où la thématisation a déjà été réalisée en amont [...]

L'outil de maquette, il est un peu autonome, alors que l'outil cartographique il est pas si autonome que ça parce que... il doit être vachement... vachement nourri de propos en amont. Il faut vachement y mettre des choses, dedans, pour qu'il y ait du propos. Alors que... ouais l'outil maquette c'est un jeu d'assemblage donc le propos il découle de... cet outil en amont de cartographie.»

Cf. Entretiens :
Jean-Christophe,
p.66-67

Cette opposition entre un «outil autonome» et un «outil plus complexe, nourri de propos» est l'une des idées qui a rythmé l'ensemble de notre dialogue. Très vite, il la développe :

Jean-Christophe : «Donc c'est un projet je pense, à petite échelle, qui te fait prendre conscience des enjeux de médiation, c'est à dire euh... Parce que je, on voyait ça avec d'autres maisons de l'archi, c'est facile d'utiliser des projets dits «Clés en main» où on vient calquer, on choisit dans un catalogue, et on donne... Je pense par exemple au projet qu'on veut mener à Coueron en ce moment, les profs elles ont acheté ce qu'on appelle un éditeur d'espace, et qui est un... truc vachement clé en main, où tu plies des formes enfin c'est un espèce de grand livret qui est dépliant dans tous les sens et que tu peux plier comme tu veux, etc. [...]

Et du coup moi je mets vachement en valeur la JNAC, où on a vachement pensé en amont l'outil qu'on va mettre en place. [...] C'est à dire qu'on va... C'est un projet qui peut être un peu adaptable, mais... ya quand même des notions qui... restent assez intrinsèques à ce projet là en particulier.»

Cf. Entretiens :
Jean-Christophe,
p.69

Jean-Christophe est fier du temps passé sur le développement des «outils» de la JNAC, selon lui plus riche qu'un «projet clés en main». Il est intéressant de noter qu'il

1 Charles Nisard,
Curiosités de
l'étymologie
française,
Hachette et Cie,
Paris, 1863

2 Florent Champy,
L'architecte et le
bétonneur, article paru
dans la revue PLACE
PUBLIQUE n°13,
janvier-février 2009

reprend une formule de constructeur immobilier, expliquée pour la première fois en 1863 par Charles Nisard dans son ouvrage *Curiosités de l'étymologie française*¹ cet idiome désigne ainsi un projet immobilier déjà terminé et vendu pour un prix forfaitaire, moins coûteux qu'un projet d'architecte mais sans adaptation possible aux besoins de l'acheteur.

Très proche de l'idée émise plus tôt par Camille, Jean-Christophe fait donc un parallèle entre ce type de projet, couramment critiqué par les architectes², et certains projets pédagogiques liés à des notions spatiales. Ces derniers sont pour lui trop généraux, et ne portent pas autant de «propos» que des dispositifs développés pour un projet en particulier. Il complétera ensuite :

Jean-Christophe : «Je n'ai rien contre ce truc là, mais de se dire que c'est pas la même chose de réaliser un projet clés en main, où après il n'y plus franchement de notions de... de devoir y penser ou... de devoir essayer de le desctruturer un petit peu...»

Cf. Entretiens :
Jean-Christophe,
p.69

Pour lui, un projet clé en main n'a définitivement plus besoin de réflexion, ne peut plus être «destructuré». Au contraire, selon lui un outil développé pour une action particulière implique une réflexion et un contenu plus riche pour les participants au projet pédagogique.

Mais cette dernière définition convient-elle vraiment à un Outil ? Sur ce point, mes dictionnaires semblent eux-mêmes se contredire : à l'entrée OUTIL, l'un propose «n.m. Instrument manuel de travail - Tout instrument de travail»³ et le second «Objet fabriqué, utilisé pour réaliser une opération déterminée - Élément d'une activité qui n'est qu'un moyen, un instrument»⁴

Si le projet mis en avant par Jean-Christophe s'applique à une action en particulier mais contient «des notions qui restent assez intrinsèques à ce projet là en particulier et qui ne sont pas calquables à tous les autres», est-ce un outil ? En me parlant des groupes de travail sur la pédagogie menés au Réseau des Maisons de l'architecture, Camille se penche elle-aussi sur cette idée et n'a pas tout à fait la même définition :

Camille : «Donc la pédagogie, l'idée c'est de faire émerger... des outils péda, donc justement discuter au début sur ce que c'est qu'un outil pédagogique. C'est quoi la différence avec... une action ou un dispositif ?

Et donc ce qu'on a fait émerger, c'est que... Un outil, finalement il s'affranchit du territoire et des acteurs, de la région dans lesquels il se déroule. Par contre un

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS
DOCUMENT CUMULIS SAOIT D'ARCHITECTEUR

dispositif, lui, il est... intimement lié avec le territoire. Par exemple genre le... les aventuriers du C5 (cf p.20) c'est pas un outil, c'est un dispositif. Parce que il est... hyper lié au territoire de l'île de Nantes, à sa reconversion. »

Cf. Entretiens :
Camille, p.28

Camille adopte ainsi une définition différente - presque à l'opposée de celle de Jean-Christophe. Elle décrit un outil comme «affranchi du territoire et des acteurs» quand Jean-Christophe parlait de «notions intrinsèques à un projet en particulier». Elle développe peu après :

Moi : D'autres régions ont d'autres outils euh, équivalents à ceux de la JNAC ?

Camille : «Les outils, en fait en général, quand on crée des actions péda, on raisonne rarement terme d'outils. [...] Ça nous a demandé un petit ajustement, de... de raisonner en terme d'outils. (quelques secondes de silence)
C'est pas si simple ! Franchement aujourd'hui il existe beaucoup de dispositifs, mais très peu d'outils. Euh... Ouais. Donc il en existe d'autres, il y a des savoir faire, des expertises qui feront que les gens pourront se servir des outils, mais par contre il existe pas beaucoup d'outils. D'où l'intérêt de les partager, de les mutualiser, à d'autres... à d'autres maisons. Et puis en même temps ça fait vivre aussi cette notion de... de réseau. Au national.»

Cf. Entretiens :
Camille, p.28-29

Elle insiste sur les différences entre **dispositifs** et **outils**, et sur le faible nombre de ces derniers. Pour elle l'un n'est pas nécessairement supérieur en tout point à l'autre, dispositifs et outils peuvent simplement apporter de la qualité dans des situations différentes. Mais les outils pédagogiques paraissent pouvoir répondre à un enjeu plus large : un enjeu d'échelle nationale.

Si Jean-Christophe et Camille n'utilisent pas les même mots, ils sont en réalité d'accord sur le fond. Les dispositifs les plus répandus sont soit trop concentrés sur une action en particulier, soit trop généraux jusqu'à en perdre un propos intéressant. Face à cela, ils veulent proposer de nouveaux outils prenant plus de temps à développer, mais plus riches en contenus tout en étant adaptables à plusieurs situations.

Pour eux, l'outil cartographique de la JNAC est de ceux là : il peut être support de nombreuses notions, apportées par un architecte aussi bien qu'un enseignant. L'enjeu est de multiplier de tels outils pédagogiques et d'en échanger

avec les maisons de l'architecture afin de mélanger et de promouvoir différentes manières de transmettre l'architecture de façon qualitative. Et le grand avantage de ce genre d'objet est de pouvoir être utilisé par un architecte ou un enseignant en autonomie, sans avoir besoin de la présence d'un membre de l'ARDEPA ou de la MRA.

Gaëlle : «Peut-être qu'il faudrait qu'on arrive plus à faire des outils un peu... Autonomes, comme on a fait là, pour les JNAC. Au début on ne voulait pas forcément proposer ça parce qu'on voit justement que quand ce sont des outils trop «clés-en-main» l'utilisateur peut s'en emparer seul mais sans forcément comprendre le sens du truc, et on a envie de construire toujours quelque chose de différent avec lui... Mais c'est peut-être une bonne chose de tester. »

Cf. Entretiens :
Gaëlle, p.18

C'est une des grandes questions que se posent les deux acteurs de la transmission de l'architecture en Pays de la Loire :

Vaut-il mieux garantir une qualité élevée en ne réalisant que des projets très précis s'intégrant dans un contexte particulier ? Ou est-ce mieux de privilégier la grande échelle en concevant des outils plus polyvalents et utilisables seuls, mais sans garantie de savoir user de toutes ses possibilités ?

Le véritable enjeu de ce questionnement est de répondre à une controverse que nous avons pu remarquer plus tôt : le décalage entre la logique d'irrigation territoriale revendiquée par l'ARDEPA et la MRA, et la réalité sur le terrain.



Forum Biennale du réseau des MA - intervention sur les outils pédagogiques, décembre 2016

La discordance entre l'ampleur territoriale de la Maison de l'Architecture et de l'ARDEPA et l'amplitude réelle de leurs actions est identifiée depuis quelque temps déjà par leurs équipes. Qu'ont-ils à en dire ? Comment appréhendent-ils cet enjeu ?

La première de mes interlocutrices, Emmanuelle, aborde le sujet de façon frontale :

Emmanuelle : «Comment est-ce qu'on pourrait déjà sensibiliser plus de monde ? Parler aussi des projets qui sont hors de la ville aujourd'hui ça pourrait être pas mal, même si... Enfin ils le font déjà avec les expéditions urbaines mais je pense que... Mais je pense que déjà ça sensibilise un public en particulier, nantais, qui a envie de s'intéresser, et qui n'est pas forcément très jeune»

Cf. Entretiens :
Emmanuelle, p.57

Emmanuelle semble dire qu'en réalité, ARDEPA et MRA ne s'adressent pas à tous les publics, et qu'elles ne cherchent pas vraiment à changer cela. Lorsque je l'interroge, elle est en stage à l'ARDEPA depuis peu de temps, moins d'un mois. Quelques mois plus tard, elle me reparlera de cet entretien en nuancant cette prise de position. Mais Nancy elle aussi, que j'interroge alors qu'elle travaille depuis vingt jours à la MAPDL, me présente les choses de cette manière :

Nancy : «Enfin je trouve que ici, matériellement, il y a tout pour que ce soit... C'est super ! Pour faire des choses, la région pays de la Loire elle est gigantesque ! Enfin je ne sais pas, jusqu'au Mans, on est quand même au pied de l'île de France, c'est un territoire qui est super vaste, et moi ça c'est mon petit regard critique, [...] mais voilà c'est une maison régionale, et la région elle est pas très visible. Nantes est très visible. Après... Moi je trouverais ça intéressant d'aller... Provoquer les autres départements !»

Cf. Entretiens :
Stéphanie et Nancy,
p.45

Les deux personnes qui sont arrivées le plus récemment semblent très virulentes à l'égard de cette rupture. Emmanuelle se demande si le public des deux associations ne pourrait pas être plus large, Nancy s'interroge sur leur véritable relation à la région, qui semble pour elle se résumer à la ville de Nantes.

Leurs collègues présent(e)s depuis plus longtemps adoptent-ils la même approche ? L'ARDEPA et la MRA ne sont-elles

vraiment que nantaises ? Alors que nous parlons des approches possibles pour joindre les territoires ruraux, je pose justement la question à Camille :

Moi : Aujourd'hui l'ARDEPA c'est... Des nantais qui s'adresse à des nantais ?

Camille : «Hmm... Non. Quand même pas. Ça dépend des actions, en fait. Les expéditions urbaines c'est plutôt... Plutôt agglo. Oui, c'est franchement un public d'agglo. Mais en même temps, on s'est rendu compte que quand on... Quand le sujet de l'expé était agglo et pas nantais, ça attirait moins de personnes.

Après ya des... Globalement tu vois ya des sujets comme les résidences, où volontairement on s'adresse... On veut s'ancrer dans des territoires ruraux, spécifiquement. Ou même franchement les actions péda c'est le sujet qui s'exporte le plus, et qui... En fait pendant très longtemps on ne travaillait pas du tout à Nantes. Mais vraiment que autour. Et dans tout le département.»

Cf. Entretiens :
Camille, p.31

1 Entretiens :
Camille, p.30

Camille ne cherche pas à cacher le décalage entre l'ambition théorique et les faits pratiques. Elle l'évoque plusieurs fois pendant notre conversation¹, et explique chercher activement une solution durable à mettre en œuvre. Elle m'explique ici que contrairement aux apparences, la majorité des actions de l'ARDEPA s'effectue en périphérie de Nantes. Elle reçoit souvent des remarques exprimées sur le ton de l'humour : «Ah oui mais ça c'est nantais ! Vous, les Nantais...» Mais il semblerait en réalité que les communes en périphérie de Nantes profitent plus des actions de l'ARDEPA que Nantes elle-même.

2 Christophe Guilly,
Le crépuscule de la
France d'en haut,
Éditions Flammarion,
Paris, 2016

Toutefois, pour le géographe Christophe Guilly, cela revient au même. Dans son ouvrage *Le crépuscule de la France d'en haut*, il décrit une France divisée entre les Métropoles où «se concentre une nouvelle bourgeoisie qui capte l'essentiel des bienfaits du modèle mondialisé²», c'est à dire toutes les richesses matérielles et culturelles, et les territoires ruraux plus populaires. La fracture entre les grandes villes et leurs périphéries a selon lui disparu. Elle a muté et est devenue ce nouveau fossé, qui sépare ce qu'il n'hésite pas à décrire comme «la France d'en haut» et «la France périphérique». L'ARDEPA, dont les actions se concentrent aux limites de Nantes Métropole, ferait partie des élites citadines enfermées dans les aires urbaines. «Les métropoles se gavent. On assiste au retour des citadelles médiévales avec leurs gueux autour³.»

3 «Les métropoles
se gavent»,
interview de
Christophe Guilly
parue dans
PRESSE OcéAN,
23/01/2017

Les écrits de Christophe Guilly sont réputés pour créer

la polémique, et plusieurs géographes se sont attelés à les étudier pour les contre-argumenter. Il semble ainsi que plusieurs des données pré-supposées et des observations empiriques nécessaires au discours présenté dans l'ouvrage soient fragiles voire déformées⁴. Les thèses de Guilly seraient alors un assemblage de questionnements légitimes sur les représentations spatiales françaises et d'opinion anti-élites profitant des fractures sociales et de la montée des extrêmes.

Cet ouvrage peut donc dépeindre une réalité spatiale et/ou une fiction plus médiatique. Mais dans les deux cas, de véritables actions de transmission architecturales à destination des territoires ruraux pourraient être une réponse adaptée, tentant à long terme de combler les fractures décrites par Guilly, ou d'estomper les fantasmes dont il s'inspire.

Camille disait que l'ARDEPA tentait tout de même des actions en milieu rural, au travers de résidences. Lors de notre entretien, Jean-Christophe m'en dit plus à ce sujet :

Jean-Christophe : «C'est un peu plus dur d'aller en région. Après il y avait l'évènement de Plan5, pour le Printemps de l'architecture, qui... Réunissait un peu les 5 départements : révéler la ville. Il y avait une idée de... D'aller dans tous les territoires des Pays de la Loire.»

Plan 5 est le «regroupement des structures professionnelles et éducatives de l'architecture et du cadre de vie en pays de la Loire⁵». Il est composé de l'ARDEPA, de l'ensa nantes, du Conseil Régional de l'Ordre des Architectes (CROA), de l'Union Régionale des CAUE (URCAUE) , de l'Association Angevine des Amis de l'Architecture (A3A), de la MADPL et de la DRAC. Jean-Christophe m'explique que ce regroupement organise l'évènement *Le Printemps de l'Architecture* tous les deux ans, au cours duquel des actions en lien avec l'architecture sont organisées dans l'ensemble de la région.

L'évènement avait été relayé par la presse généraliste⁶ et spécialisée⁷, saluant en particulier le fait que l'architecture s'ouvre au grand public et que des visites s'organisent pour mettre en avant le patrimoine rural aussi bien que des projets contemporains en centre urbain⁸.

Parmi les projets concentrés sur les territoires ruraux, l'un est une action récurrente de l'ARDEPA, organisée tous les deux ans depuis une dizaine d'années : *Révéler la Ville*. Elle propose une résidence d'artiste ou d'architecte, tantôt fixe tantôt itinérante, afin d'aller «révéler» un territoire de manière artistique. Cette résidence se déroulait habituellement sur Nantes, mais l'édition 2015 changea de forme après une

⁴ Antoine Grandclément, Les découpages malheureux de la France périphérique, article paru dans LIBÉRATION, 29/09/2016

Cf. Entretiens : Jean-Christophe, p. 73

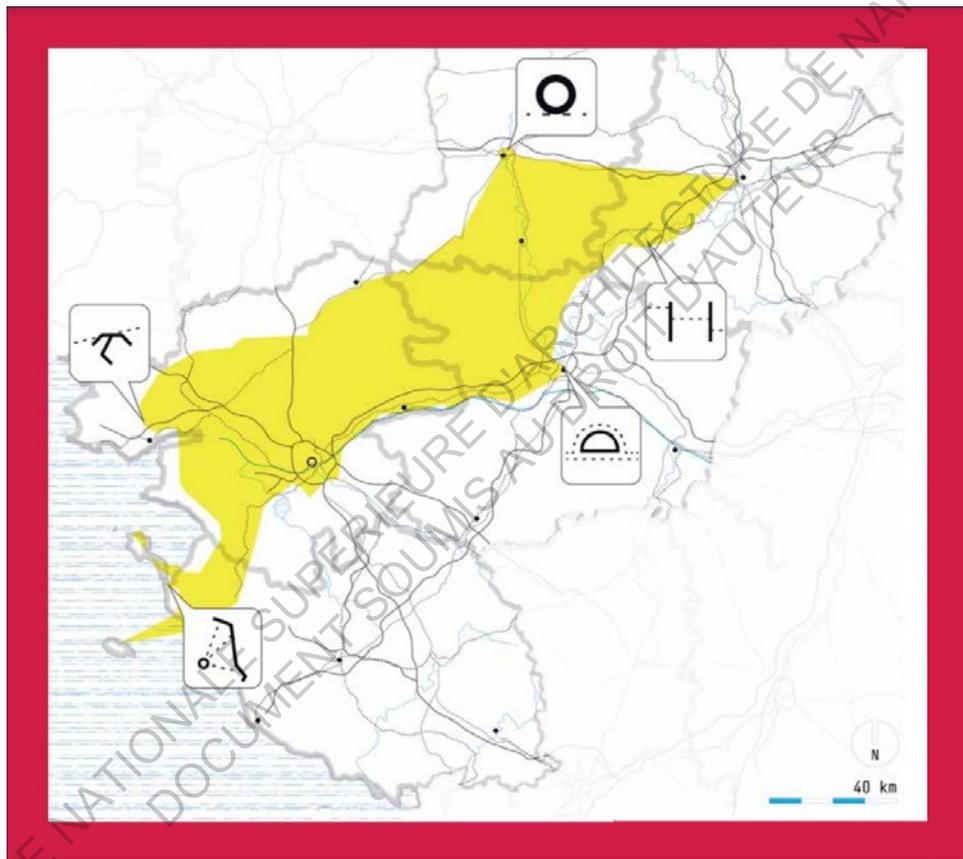
⁵ présentation de plan 5, www.lardepa.com/plan-5

⁶ L'architecture vue autrement, article paru dans PRESSE Océan, 24/03/2015,

⁷ 75 évènements pour fêter le Printemps de l'Architecture, LE MONITEUR.FR, 18/03/2015

⁸ À La Tourlandry, l'église revit bien, article paru dans OUEST FRANCE, 28/03/2015

le guide du *sixième département*



proposition de Plan 5 d'investir plutôt des territoires ruraux. L'appel à participer encourageait les candidats à créer un groupe mêlant les talents et les savoir-faire, ainsi l'équipe sélectionnée était composée d'une architecte, un géographe, un artiste et une scénographe.

«En résidence pendant 5 semaines, l'atelier *Et si...* nous entraîne dans un voyage en cinq escales autour de la thématique "Le sixième département". Explorant les voies maritimes, les canaux d'irrigations, les couloirs aériens, voies ferroviaires et routières, ils ont garé leur camping-car dans cinq lieux aux résonances tant historiques que culturelles et contemporaines.»

Présentation du
projet sur le site de
l'ARDEPA.
www.lardepa.com/
réveler-la-ville-5

Dans le cadre de cette résidence, l'équipe, nommée "Atelier Et Si..." pour l'occasion, a parcouru en camping-car les territoires ruraux des Pays de la Loire. Choissant un lieu dans chacun des cinq départements, ses membres s'y sont arrêtés pour y vivre une semaine et développer une œuvre ou une performance artistique ayant pour but de souligner les qualités du lieu. Les 5 lieux choisis étaient volontairement stéréotypés : un relais routier en Mayenne, une gare en Loire-Atlantique, un port en Vendée, un aérodrome dans le Maine-et-Loire et une écluse dans la Sarthe.

«Ce choix de lieux nous fait traverser le territoire par ses marges, ses endroits indésirables. Nous sommes dans les zones périphériques, dans les transitions. Mais les limites de villes et des quartiers bougent, et avec elles ces marges se déplacent. [...] Nous cherchons à faire ressortir les articulations entre les différentes époques pour comprendre en quoi ces zones désenchantées ont un pouvoir poétique pour l'histoire collective»

Atelier Et Si...,
Le guide du sixième
département,
ARDEPA, Nantes,
2013, p.9

La réunion des 5 étapes dessine un nouveau territoire : le sixième département des Pays de la Loire, fictif mais «chargé de l'histoire des territoires».

Chaque étape avait été préparée, et une prise de contact effectuée en amont avec un habitant local, devenant «l'ambassadeur» de l'atelier *Et Si*. Par une intégration dans la population locale et la vie parmi les habitants pendant une semaine, l'équipe souhaitait vivre le lieu au rythme de ses usagers permanents afin de mieux le comprendre. Une restitution venait clore chaque semaine, après laquelle un objet (série de cartes postales, gazette...) était créé et laissé sur place aux mains de l'ambassadeur, devenu «passeur sur le terrain».

Retardée par l'organisation de la Journée Nationale de l'Architecture dans les Classes, l'édition suivante de *Révéler la ville*, normalement prévue en 2017, est en cours d'organisation par l'ARDEPA pour se tenir au printemps 2018.

Il semble finalement exister des actions de transmission architecturale à destination des territoires régionaux éloignés de la ville de Nantes. Mais celles-ci sont très récentes, et sont encore très rares, ce qui explique qu'elles ne bénéficient pas encore aujourd'hui d'une importante visibilité. Parmi ces actions, revenons à la Journée Nationale de l'Architecture dans les Classes (JNAC). Nous notons plus tôt le fait que pour la première fois une action pédagogique - qui plus est menée de concert par l'ARDEPA et la MRA - se développait jusqu'aux territoires ruraux de la région.

Camille : «L'avantage de la JNAC, la victoire, c'est que pour la première fois on a pu travailler à cette échelle dans la région, jusqu'au Mans ! [...] Donc en fait c'est pas mal parce que de notre côté ça a permis de... De créer des liens avec des personnes qu'on aurait jamais rencontrées. Et ça... Ça ouvre potentiellement de nouvelles pratiques aussi !»

Cf. Entretiens :
Camille, p.32

1 Extrait du livret
L'Aventure JNAC,
ARDEPA, Nantes,
2017.

La JNAC s'inscrit donc dans la suite de projets comme *Révéler la Ville 2015*. L'ARDEPA, qui avouait avoir du mal à sortir de la métropole nantaise pour organiser des actions dans le reste de la région, commence à rayonner vers les autres départements, jusqu'en Sarthe et en Mayenne, pourtant les plus éloignés. La carte présentée ci-contre¹ relativise tout de même cette «victoire». Certes, des écoles ont pris part au projet dans les cinq départements, mais l'on peut tout de même noter une forte hiérarchie spatiale dans la participation : plus l'on s'éloigne de Nantes, moins nombreuses sont les villes et les classes participantes.

Mais Camille le précise, la véritable réussite a été la création de réseaux dans l'ensemble du territoire. Des architectes, des enseignants, des conseillers pédagogiques ont été rencontrés, des écoles visitées, des liens créés avec le rectorat, des liaisons entretenues avec les CAUE. Ces derniers, s'ils peuvent de moins en moins effectuer des actions de sensibilisation, possèdent encore des carnets de contacts locaux et une importante connaissance du terrain, et peuvent servir de relais aux actions de partenaires d'échelle régionale telles la MAPDL et l'ARDEPA.

Ces deux organismes pourraient donc tendre vers une



87 classes
2500 élèves

91 architectes
5 départements

- Métropole Nantaise** : 4 villes, 27 classes participantes
- Loire-Atlantique (44)** : 26 villes, 37 classes participantes
- Maine-et-Loire (49)** : 7 villes, 10 classes participantes
- Mayenne (53)** : 1 ville, 2 classes participantes
- Sarthe (72)** : 3 villes, 5 classes participantes
- Vendée (85)** : 6 villes, 6 classes participantes

structure moins centralisée, en lien avec des relais locaux pouvant mener des actions jusqu'aux territoires les plus éloignés de Nantes ? En France, plusieurs organismes fonctionnent déjà selon ce principe : c'est par exemple le cas de la *Maison de l'Architecture et des espaces de Bretagne* (MAeB).

Camille : «La Bretagne eux ce qui les caractérisent particulièrement, c'est le fait qu'ils ont réussi à irriguer le territoire, pas mal. Parce que eux leur credo c'est un peu de dire que voilà, la Bretagne c'est un peu la région la plus étendue, et que la difficulté c'est d'arriver à tout couvrir etc. Et donc ils ont essayé très tôt de trouver une solution à ça, et ça a donné leur système d'antennes.»

Cf. Entretiens :
Camille, p.25

1 Présentation de
la MAeB sur son
site internet.
[www.architecturebretagne.fr/
presentation](http://www.architecturebretagne.fr/presentation)

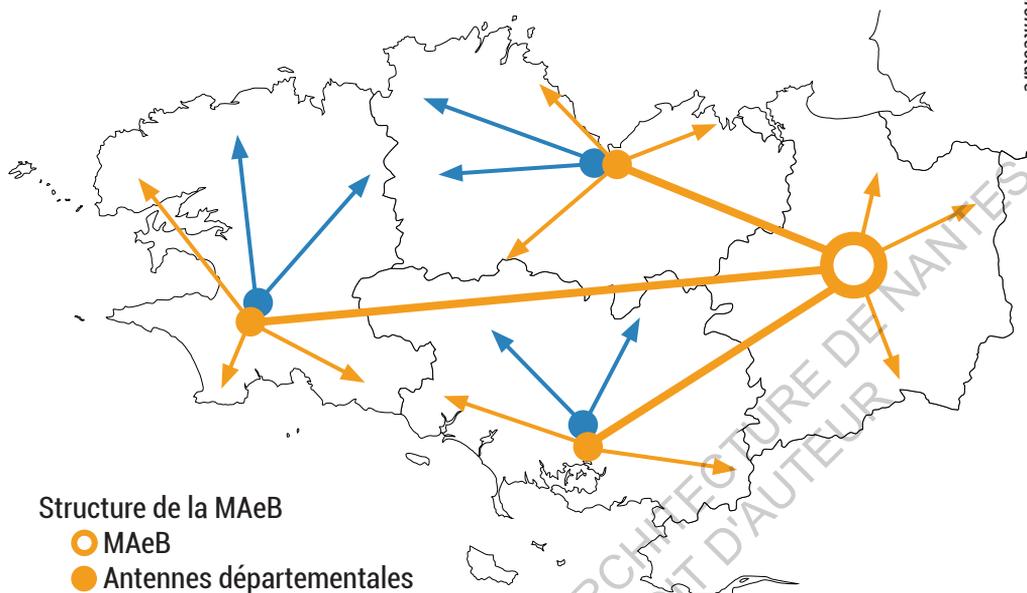
Ce système, décrit sur la carte ci-contre, est le suivant : la Maison de l'Architecture et des espaces de Bretagne est installée dans la ville de Rennes, auprès des grands partenaires culturels et financiers. Mais là où les conseils d'administration de l'ARDEPA ou de la MAPDL ne comptent que des nantais, celui de la MAeB accueille au moins un architecte travaillant dans chaque département¹. Celui-ci est le «réfèrent» pour ce département, est en contact avec le CAUE local, et relaie les informations aux architectes adhérents à la MAeB.

Il est intéressant de noter que seuls trois CAUE existent en Bretagne, sur quatre départements. L'Ille-et-Vilaine n'en possède pas, mais un service départemental (CAU 35, entièrement piloté par le conseil départemental à l'instar de la nouvelle forme du CAUE 44) et la maison de l'architecture elle-même assurent les missions habituellement portées par le CAUE.

«La MAeB développe des projets culturels dans les champs de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage, grâce au soutien de différents comités ou groupes de travail en région, en les accompagnant dans la préparation et la mise en œuvre opérationnelle des actions.»

Maison de
l'Architecture et
des espaces de
Bretagne, Rapport
d'activité 2015

Les référents se chargent donc du relais de la Maison de l'architecture dans les quatre départements. Ils y font circuler les informations et l'actualité de la MAeB, mais organisent surtout le réseau d'architectes adhérents. Ces derniers forment les «antennes» citées par Camille. Ce sont eux qui relaient les expositions proposées par la MAeB, organisent des visites, et animent les ateliers pédagogiques dans les écoles du département. Dans ce dernier cas, les écoles



Structure de la MAeB

- MAeB
- Antennes départementales
- CAUE

Maison de l'Architecture et des espaces de Bretagne (MAeB)

LE BUREAU

Xavier Fraud (Archi 56) – Président
Bernard Martineau (Archi 56) – Vice-Président
et référent 56
Pascal Debard (Archi 56) – Secrétaire Général

Catherine Proux (Archi 35) – Trésorière
Véronique Bergeron (Archi 29) – Référente 29
Maxime Le Trionnaire (Archi 35) – Référent 35
Benoît Robert (Archi 22) – Référent 22

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nicolas Gernigon (Velux 56)
Jean-Alain Patry (Archi 56)
Philippe Prigent (Archi 22)
Cécile Vignes (Archi Ville Rennes)
Catherine Bouet (Archi 35)
Anne-Elisabeth Bertucci (journaliste)

Michel Grignou (Archi 29)
Hermine Bourdet (Archi 35)
Thomas Pousset (Archi 35)
Laurent Manneheut (Archi CG35)
Eric Schneider – représentant CROA Bretagne
Mickaël Tanguy (Archi 35)

LES SALARIÉ(E)S

Nathalie Vitcoq - Directrice - **Architecte**
Eléonore Maisonabe - Chargée de projets culturels - **Architecte**
Adeline Barré - Chargée des actions pédagogiques - **Architecte**
Isabelle Borreau - Secrétaire administrative et comptable

s'adressent directement à la MAeB, qui dispose de conventions d'actions avec l'académie de Bretagne. Puis l'équipe permanente de l'association missionne un ou plusieurs architectes, au travers de son référent dans le département, en fonction de l'atelier et des disponibilités de chacun. Un membre permanent se déplace dans les départements lorsque les ateliers ont une ampleur particulière, mobilisant plusieurs séances ou plusieurs écoles.

Camille : «Donc c'est vrai qu'en terme d'irrigation c'est assez intéressant. Par contre c'est vrai que la Bretagne en général, ils ne sont pas du tout maître de leur contenu, ce qu'ils font eux dans leurs actions péda c'est qu'ils missionnent des archi, justement des ces petites antennes, sur des missions très précises. Eux ils gèrent le cadre administratif et légal, avec les fameuses conventions avec l'inspection académique, et puis ensuite finalement le contenu il appartient aux archi qui le créent. Pas du tout à la maison.»

*Cf. Entretiens :
Camille, p.26*

Pour Camille, ce modèle ne présente pas que des avantages. Elle est très attachée, nous l'avons vu, à la qualité des ateliers pédagogiques qu'elle conçoit pour les écoles. Ne pas être totalement maîtresse du contenu dont elle est responsable, et de sa mise en œuvre, lui fait peur. Mais n'est-ce pas le principe même d'un modèle décentralisé ?

En réalité, c'est un chemin déjà engagé par Camille. Son attention focalisée vers la conception de nouvelles sortes d'outils, que nous abordions plus tôt, peut être une réponse à ses craintes. Ces outils pédagogiques dont l'ARDEPA et la MRA étudient la fabrication pourraient à la fois garantir la qualité de l'atelier, tout en laissant une part de flexibilité exploitable par des architectes à l'échelle locale. Ce fut tout l'intérêt de la JNAC de prouver la viabilité de telles opérations.

Le modèle vers lequel tendent les acteurs de la transmission architecturale en Pays de la Loire paraît donc être la synthèse d'un fonctionnement existant, appliqué par leurs voisins de Bretagne, et de nouveaux modes de transmission développés par exemple pour la Journée Nationale de l'Architecture dans les Classes.

LES CYCLES

LES VISITES ARCHITECTURALES



visite de l'agence Pôle emploi Ferrié à Laval



visite du cinéma d'Evron



visite de la médiathèque de Château Gontier

VISITES ARCHITECTURALES EN MAYENNE

ou comment faire cohabiter architecture contemporaine et patrimoine?

Agence Pôle emploi Ferrié à Laval

En présence de :

- Jean-Charles Haumont, architecte à l'agence Haumont-Rattier.
- Jean-Marc Besnier, directeur Laval Mayenne Aménagements.
- Thierry Palvadeau, Serba Cette visite a été assurée.

Cinéma de Evron

En présence de :

- Yoan Le Corvelec, architecte, agence ddl architectes.
- Mr Verdier, maître d'ouvrage.
- Dominique Verhille, VM Zinc.

Médiathèque de Château Gonthier

En présence de :

- Isabelle Faure, architecte, agence Vignault x Faure.
- Pierre-Gérard Fauché, Directeur de la Médiathèque.
- Dominique Verhille, VM Zinc.

Le grand prix du cadre de vie de Mayenne organisé par le CAUE 53, mis à l'honneur.

Une proposition de La Maison régionale de l'architecture des Pays de la Loire et de ses partenaires VM Zinc et Serba.

Participation: 20 personnes (limité à 20)

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

La transmission en mutation

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUS LE DROIT D'AUTEUR

Nous avons vu précédemment que les acteurs nantais de la médiation architecturale préparaient une mutation de leurs manières de fonctionner, afin d'atteindre des publics plus lointains.

Quels autres changements peuvent accompagner cette mutation ? Certains semblent se profiler, porteurs de la promesse que le public touché ne sera pas seulement plus lointain, mais aussi plus large. Tentons de les identifier.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS AU DOCUMENT

MAPDL et ARDEPA préparent une mutation de leurs pratiques, mais pour y parvenir, nous avons vu qu'elles devaient alimenter et développer les réseaux initiés avec la JNAC. Des actions communes ont déjà eu lieu : les formations dispensées aux binômes enseignants-architectes dans chaque département ont été organisées conjointement avec les CAUE, et l'exposition des maquette de la JNAC a été présentée à Angers, Le Mans et La Roche-sur-Yon par ces mêmes CAUE.

Camille évoque ce point à la fin de notre conversation :

Camille : «Après, nous, on s'exporte un peu dans le département. Il faudrait, ce serait l'occasion. La Maison de l'archi fait déjà des visites avec le CAUE 53 par exemple. Et maintenant qu'on a réveillé des réseaux dans la région on pourrait en profiter. Organiser des choses avec les CAUE pour le printemps... Bosser sur les actions péda, et puis même irriguer un peu plus, faire des actions vraiment parmi les habitants...»

Cf. Entretiens :
Camille, p.32

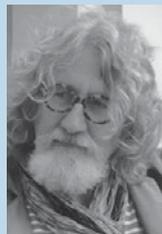
Selon elle le *Printemps de l'Architecture*, que nous avons déjà évoqué, pourrait être plus que la simple juxtaposition d'opérations séparées mais le support d'actions organisées de concert. Et plus important, d'autres ateliers pédagogiques pourraient être menés dans des classes par un membre de l'ARDEPA accompagné d'architectes locaux.

Mais un élément en particulier m'a interpellé dans le discours de Camille : la volonté de travailler «parmi les habitants.» C'est une formule chère à un autre acteur nantais de la diffusion des questions urbaines : l'architecte et professeur à l'ensa nantes Bruno Plisson. Je suis allé à sa rencontre pour découvrir son regard sur la question :

Bruno est architecte, nantais depuis toujours. Il aime d'ailleurs à répéter qu'il vit aujourd'hui encore dans la rue qui l'a vu naître.

Acteur de la fabrique de la ville engagé et passionné, professeur à l'école d'architecture, il possède aussi sa propre agence et exerce en tant que consultant pour la mairie de Rezé. Enfin, Bruno mène divers projets pour l'ensa nantes, dont certains en partenariat avec l'ARDEPA.

Il place l'habitant au premier plan du projet urbain, et expérimente afin de trouver de nouvelles manières de créer du projet pour tirer parti des expertises de chaque acteur et mettre l'utilisateur au cœur du processus de conception.



Bruno : « Cette histoire de *parmi* les gens, c'est né du fait que moi j'ai beaucoup entendu dire... Des acteurs, et entre autre des architectes, qui se prêtaient à l'idée qu'on construisait *pour* les gens, ou *avec* les gens par exemple. Bah à un moment donné on s'est dit non. Ça reste encore un peu ambigu, Celui qui dit qu'il fait *pour* ou *avec* les gens il reste juge et partie...

Alors que si on prend la question où on se propose de faire *parmi* les gens, on peut toujours dire nous qu'on est parmi les gens, mais c'est les gens qui vont vous dire si vous êtes *parmi* eux. »

Cf. Entretiens :
Bruno, p. 104

Construire parmi les gens

Bruno oppose trois manières de pratiquer, dont deux sont selon lui marquées d'hypocrisie : travailler pour les gens et avec les gens n'est qu'une façade, une façon de travailler pour soi tout en affichant une prétendue empathie. Au contraire, le fait de travailler « parmi » les gens est irréfutable, car seuls ces derniers peuvent confirmer que le praticien est bien parmi eux. Mais cela n'est pour l'instant qu'une explication de forme. Que signifie vraiment de travailler parmi les gens ? Est-ce simplement une belle formule ou Bruno en tire-t-il un mode opératoire ?

Bruno : « Alors moi ce que je veux construire, c'est quelque chose qui soit que « Bottom-Up » Voilà moi c'est ce que j'appelle construire parmi les gens. [...] L'architecte n'invente rien. Les projets sont déjà là... Et pour que les projets viennent des habitants, on est à la recherche... d'un moyen de formuler la règle pour que justement sa grande richesse soit sa capacité à être renégociée. »

Cf. Entretiens :
Bruno, p.96 et 103

Bruno présente ici plusieurs de ses leitmotivs. Tentons de les décrypter. Tous sont en lien avec son idéal principal : la volonté d'agir en plaçant l'habitant que cœur du projet.

C'est ce qu'un modèle *Bottom-Up* signifie (de bas en haut, en anglais). Il désigne une démarche ascendante, dans laquelle les dynamiques de projet proviennent des « gens » vers les décisionnaires habituels, et non l'inverse. Aujourd'hui, le modèle de projet urbain auquel est opposé Bruno est donc *Top-Down* : une démarche descendante, des décisionnaires vers les habitants (de haut en bas, en anglais).

Bruno œuvre donc auprès des habitants afin qu'ils soient reconnus comme force de proposition et de projet par les décisionnaires urbains. On pourrait considérer que ce n'est qu'un moyen différent pour l'architecte d'arriver aux mêmes fins, à la conception de projets, mais Bruno le voit différemment : pour lui, « l'architecte n'invente rien ». Il ne fait que révéler et accompagner des projets préexistants chez les habitants eux-

mêmes. Sa présence est importante car il possède une expertise pouvant donner corps à ces projets, mais elle n'est dans l'absolu pas réellement nécessaire.

Enfin, placer les habitants et les usagers au cœur du projet urbain implique également pour Bruno de formuler différemment les règles et les cadres qui le régissent. À l'opposée d'un système normatif, aux règles strictes et qu'il faut suivre formellement, Bruno préfère une règle dont la caractéristique principale est la capacité à se tordre, à s'adapter aux conditions et aux lieux.

Pour Bruno, tout cela signifie plusieurs choses :

Bruno : «Ça peut parfois interroger sur... La lisibilité même de notre action, par exemple, parce que pour pouvoir engager - pour moi hein - pour pouvoir engager, si vraiment on porte le pédagogique, le poétique et le politique, à un moment donné, on va presque... Disparaître. Pour que ça marche faut quasiment disparaître.»

Cf. Entretiens :
Bruno, p.98

Une fois de plus, disparaître signifie pour Bruno travailler parmi les usagers. On y retrouve l'idée de ne faire que faciliter les projets habitants, les initiatives habitantes. «L'architecte-star» n'intéresse pas Bruno, il n'y est pas nécessairement opposé mais c'est un modèle qui montre des limites¹ et sa propre pratique en est très éloignée. Il le répète, pour lui l'architecte n'est pas à l'origine des projets. Il n'est qu'un intermédiaire, un technicien, un spécialiste, qui ne fait que révéler les idées déjà existantes et hybrider des qualités et les savoir-faire déjà présents chez les habitants.

Il évoque au passage un autre de ses leitmotivs : le triptyque "politique, poétique, pédagogique." Sa pratique implique de lier à tout moment ces trois dimensions. Une dimension poétique pour la simple beauté et la poésie que peut porter l'architecture, une dimension politique pour l'engagement et la volonté de changer les manières de faire du projet, et une dimension pédagogique pour impliquer les habitants à part entière et leur donner des clés de compréhension et d'action.

Pour illustrer cela, Bruno présente un exemple de ce qu'il considère être une réussite d'une pratique impliquant ces trois dimensions :

Bruno : «C'est qu'à un moment donné en m'autoproclamant... Comment dire, consultant d'une habitante, elle, elle pouvait aller à toutes les réunions publiques, moi je la suivais comme son ombre, et quand on lui posait la question «mais c'est qui le gars qui est là pour souffler des trucs à côté de vous ?» bah elle n'avait qu'à

¹ Stéphane Valognes
L'usage du 'grand
architecte',
PLACE PUBLIQUE n°13,
janvier-février 2009.

répondre «bah vous venez avec vos experts moi je viens avec le mien ! Où est le problème ?» Effectivement ça change un peu la donne. [...] Et là aujourd'hui ça produit par exemple un conseil citoyen. Et ça va produire une maison du projet, et on a débloqué du fric aussi. Des habitants peuvent confier ce fric à d'autres habitants.»

Cf. Entretiens :
Bruno, p.104

Lutter à «armes égales»

Bruno excelle dans l'expérimentation avec les habitants, pour trouver de nouveaux moyens d'inventer, de créer, de réaliser des projets. Dans le cas de la ZAC Bottière Pin Sec à Nantes, il trouvait intéressant d'aller observer ce «quartier dans lequel il se passait plein de trucs». Mais n'étant pas habitant du quartier, il n'avait pas accès aux réunions publiques, et n'avait pas non plus la légitimité d'intervenir. Il s'autoproclama donc «expert d'une habitante» et s'impliqua dans la concertation afin d'essayer de changer des règles qu'il pensait jouer en défaveur des habitants.

Plusieurs mois plus tard, les habitants eux-mêmes se sont emparés de ces enjeux pour créer une véritable concertation avec la Ville de Nantes sur le devenir de leur quartier. Celle-ci a reconnu les habitants comme étant en capacité de porter des projets, et a mis en place un budget pour financer ces projets habitants. La nouveauté, que Bruno met en avant, est que ce sont des habitants qui allouent ces subventions à d'autres habitants.

Des comités se sont créés dans plusieurs quartiers, dont Bottière Pin Sec, étudient les propositions de projet d'autres habitants, et peuvent donner 1000 à 5000 euros pour ces projets. «C'est pour mettre un peu d'huile dans les rouages, pour les initiatives habitantes. Donc là on est dans le Bottom-Up complet.¹»

¹ Cf. Entretiens :
Bruno, p.101

Lorsque Bruno s'autoproclame expert d'habitants, il permet à ces derniers de lutter à «armes égales» contre les entités décisionnaires. Par ces actions, va-t-il plus loin que l'ARDEPA ou la Maison de l'Architecture ? Ces structures permettent aux habitants d'avoir conscience de la multitude de possibilités dans le projet urbain. Créent-elles ainsi seulement une acculturation passive ? Bruno va-t-il plus loin, de manière active ?

² Cf. Entretiens :
Bruno, p.102

Interrogé sur ce point, il explique qu'il ne cherche pas à faire modèle. Au contraire, il ne considère pas que sa pratique est la seule possible et la seule efficace. «Ce qu'il faut, c'est que ça circule.²» Plus les manières d'agir seront diverses, plus les usagers pourront identifier celles qui leur correspondent. Bruno se concentre simplement sur ce qu'il sait et ce qu'il aime faire, et porte l'espoir que d'autres pourront prolonger

l'expérience là où lui-même ne peut agir.

Un point lui semble tout de même incontournable : pour transmettre les enjeux de la fabrique de la ville, quelle que soit la manière utilisée, il faut qu'elle soit au contact du grand public. Les architectes voulant transmettre leur art doivent abandonner une posture encore existante de tour d'ivoire, et œuvrer « parmi les gens ».

C'est un enjeu qu'ARDEPA et MRA reconnaissent elles-aussi, et auquel elles essaient de répondre à leur manière :

Camille : « Et un autre enjeu sur lequel on aimerait bien bosser c'est de diversifier un peu le CA. Aujourd'hui il y a Gérard heureusement, qui était prof, mais ça ne suffit pas, on aimerait un ou une autre enseignante. On a hésité à proposer à Céline, notre amie à l'école Ampère... Ce serait cool de trouver un étudiant aussi peut-être. »

Cf. Entretiens :
Camille, p.32

Nous mettons en avant plus tôt la composition des équipes de la MRA et de l'ARDEPA, constituées en grande majorité d'architectes. Camille évoque un paradoxe dans le fait de travailler avec de nombreuses autres professions, tout en restant entre architectes.

Diversifier au moins le Conseil d'Administration permettrait de donner de la place à des personnes ne venant pas du monde de l'architecture. Ce pourrait être des « amateurs éclairés » conscients des enjeux urbains, mais ils resteraient non-spécialistes et pourraient prendre le rôle d'interface entre les architectes et le grand public, portant un regard neuf sur les propositions et les actions de l'association.

Aujourd'hui, un professeur de lycée à la retraite siège au CA de l'ARDEPA. Les membres actuels de l'équipe souhaiteraient pouvoir y inviter un(e) autre enseignant(e), afin d'être plus en phase avec les attentes des professionnels de l'éducation. De la même manière, ils aimeraient s'ouvrir à d'autres acteurs culturels, avec qui ils organisent de nombreuses actions mais dont ils ne connaissent pas en réalité les manières de travailler.

Enfin, Camille évoque l'envie de se rapprocher des étudiants de l'école. Il s'agit d'un autre grand objectif commun à l'ARDEPA et la MRA. Développons ce point.

1 À l'instar de l'ARDEPA, la M.A Isère est plus ancienne que les autres maisons de l'architecture : elle a été créée en 1984. Cela explique son échelle départementale plutôt que régionale.

Plusieurs Maisons de l'architecture en France tissent des attaches très fortes avec les ENSA dont elles sont proches. À Grenoble par exemple, la Maison de l'Architecture de l'Isère¹ (MAIs) met en avant d'importants liens avec l'école d'architecture de Grenoble. De nombreux étudiants travaillent dans l'équipe et deux siègent dans le conseil d'administration. De plus, une convention unie les deux organismes, permettant à la MAIs d'intervenir dans divers enseignements de l'école.

Reprendre contact avec les étudiants

Les liens entre l'ARDEPA et l'ensa nantes diffèrent un peu de cela. À la création de l'association, toutes les actions étaient organisées par les professeurs de l'école et les étudiants bénévoles. Avec le temps ces étudiants ont commencé à travailler dans des agences et ont eu moins de temps pour concevoir les actions. L'ARDEPA a donc engagé une salariée pour poursuivre le travail. Aujourd'hui l'équipe a grandi, plusieurs salariés et plusieurs stagiaires étudiants conçoivent et mènent les actions, mais plus aucun étudiant ne prend part aux décisions du Conseil d'Administration. Les professeurs de l'école, quant à eux, ne sont plus très nombreux et n'y prennent que rarement part.

Aujourd'hui l'ARDEPA tente de créer des liens avec les associations étudiantes comme la fanfare des *Durs à Cuivre* ou l'association de danse *M'ensa Danse*, et propose de temps en temps des visites d'agences d'architecture ou de petites actions à destination des étudiants. Mais force est de constater que beaucoup d'entre eux ne connaissent ni l'ARDEPA ni la Maison de l'Architecture, ou les connaissent de nom sans savoir identifier leurs actions.

Stéphanie : «Les étudiants de l'école d'archi finalement on les voit très rarement. C'est un public qu'on aimerait bien capter un peu plus ! On communique pourtant. Ne serait-ce que sur les conférences qu'on passe à l'école, les rendez-vous compte, les labos utiles maintenant, il y a peut-être une saturation ? De mails, d'affiches, les A0 dans l'école... Vous ne les regardez plus...»

Cf. Entretiens :
Stéphanie et Nancy,
p.51

Les deux structures souhaitent améliorer leurs relations avec les usagers de l'école d'architecture, et en particulier les étudiants. Ces derniers représentent un public très proche et concerné par les actions des deux associations. Mais cela

n'est pas qu'une question de circonstances, ou de situation géographique. Les deux organismes veulent se rapprocher des étudiants, non pas simplement parce qu'ils sont tout proches, mais parce qu'ils y voient une manière de faire prendre une ampleur importante à la transmission de l'architecture.

Cette vision, loin d'être isolée, est ainsi abordée dans le «Rapport Bloche» de 2014 :

«Proposition n° 5 : engager rapidement des actions durables sur l'ensemble du territoire pour sensibiliser les écoliers à l'architecture. [...] Les quelque 18 000 étudiants en écoles d'architecture pourraient être sollicités, dans le cadre de leur cursus, pour effectuer des interventions au sein des écoles.»

Rapport
d'information
sur la création
architecturale,
Patrick Bloche,
Assemblée
Nationale, 2014.

Cette proposition est aussi étudiée par le groupe de travail sur la pédagogie du Réseau des Maisons de l'Architecture : d'un côté les organismes de la médiation architecturale manquent de crédits et de personnel pour répondre à toute la demande en matière d'actions pédagogiques, et de l'autre les étudiants en ENSA ne sont que très peu formés à la transmission des enjeux urbains.

Solliciter ces étudiants pourrait répondre à ces deux problèmes. Cela mettrait les étudiants en posture de transmission afin de les préparer à interagir avec des non-spécialistes, situation qu'ils rencontreront forcément lors de la pratique architecturale. Et cela donnerait une ampleur conséquente aux actions pédagogiques, pouvant bénéficier de beaucoup plus d'intervenants qu'avant. Les étudiants pourraient ainsi intervenir lors d'événements comme la JNAC ou dans le cadre de projets à échelle plus réduite, coordonnés par un organisme de transmission ou par une unité d'enseignement intégrée à un ENSA.

C'est d'ailleurs une proposition mise en avant par Bruno Plisson :

Bruno : «Je vais proposer là, au Conseil des Études de l'école... Donc je propose, pour construire parallèlement au stage... On crée une dynamique transversale, pour ce qu'on appelle les projets courts. Bah peut-être que vous allez y avoir droit vous ? Mais en tout cas c'est pour dire qu'aujourd'hui il y a besoin de transversalité dans l'école. [...]

Et donc moi parallèlement à tout ça, je me disais ce serait bien qu'un jour on crée une dynamique à travers tous les D.E. (Domaines d'études) et qu'on prenne en charge les

lycéens et les gens de la FPC¹. Pour construire parmi les gens, à échelle 1. Mais à échelle 1 ça veut dire trouver du fric... Alors il faut trouver des subsides, aller à la rencontre des acteurs de la politique de la ville.»

Cf. Entretiens :
Bruno, p.99

¹ FPC : Formation Professionnelle Continue. Formation diplômante à destination des professionnels du bâtiment, de l'architecture ou de l'aménagement, leur permettant de devenir architecte. La durée varie entre 4 et 8 ans en fonction du diplôme initial du candidat.

² Site internet du Ministère de l'Éducation Nationale, Signature d'une Convention-cadre, www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel

³ Site internet de l'Ensa Grenoble, Partenariats avec la M.A. 38, www.grenoble.archi.fr/ecole/partenaires

⁴ Site internet du Ministère de l'Éducation Nationale, Les E.P.I., www.education.gouv.fr/cid100518/les-epi

Une école dans l'école

L'engagement de Bruno, sa volonté de placer l'habitant au premier plan de sa pratique architecturale, transparaît dans sa pratique professorale. Il décrit ici une proposition de réforme pour le master de l'ensa nantes, et l'on retrouve encore un élément souvent présent : la volonté de créer de la transversalité et de mélanger les acteurs, les savoir-faire.

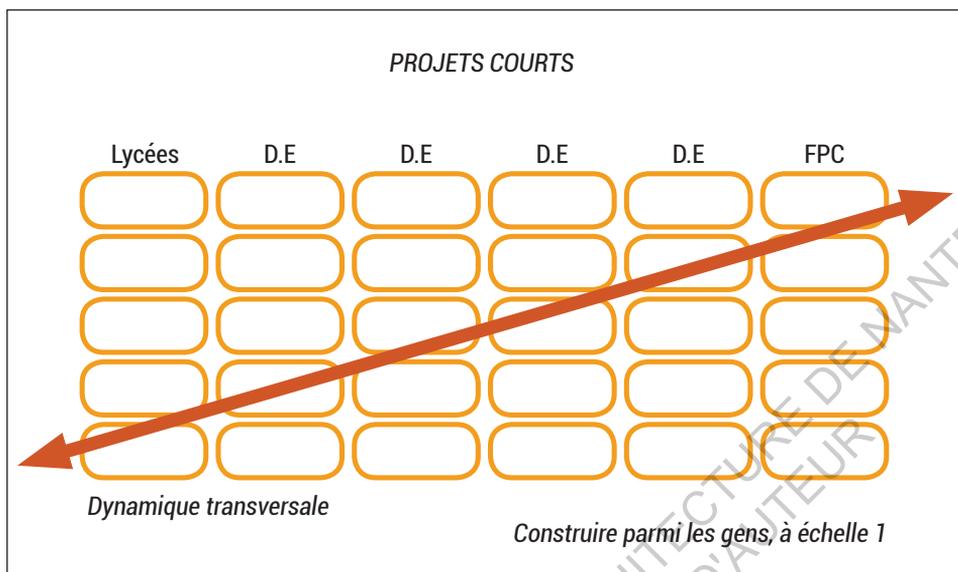
Le schéma ci-contre reproduit un tableau dessiné par Bruno, dont il se servait justement pour illustrer son propos lors de notre discussion. La «transversalité» qu'il aimerait mettre en place a pour but de mêler les qualités et les compétences de chacun dans des projets prenant vraiment corps dans la ville. Ces projets pourraient selon lui prendre deux formes. Cela pourrait être des actions parmi les habitants dans le cas de concertations urbaines, il faudra alors inventer des instruments pour que les projets se réalisent, et ne restent pas seulement sur le papier. Les comités habitants pouvant distribuer les micro-subsventions municipales peuvent ainsi être sollicités.

Mais cela peut aussi prendre la forme d'interventions dans des écoles, des collèges, des lycées. Dans ce cas, des dispositifs existent déjà, permettant de donner un statut à l'intervention :

Convention Rectorat. Nous l'avons déjà évoqué plusieurs fois, des «conventions-cadre²» peuvent être signées entre un organisme relevant du Ministère de l'Éducation Nationale et un partenaire, par exemple un organisme relevant du Ministère de la Culture et de la Communication. Le second peut alors intervenir dans le cadre des enseignements du premier.

La plupart des Maisons de l'Architecture ont signé une telle convention avec le Rectorat de leur région et peuvent organiser des ateliers pédagogiques dans les écoles relevant de cette académie. De même, l'ENSA Grenoble dispose d'une convention lui permettant de proposer des formations aux enseignants sur l'architecture et l'espace, et de détacher des étudiants dans les classes lors de certains événements, comme le *Mois de l'Architecture*³. L'ensa nantes pourrait donc profiter du même système pour qu'une unité d'enseignement coordonnée par Bruno mène des projets au sein d'écoles primaires.

Enseignements Pratiques Interdisciplinaires (EPI). Cette nouveauté, introduite dans la réforme des collèges⁴ de 2016, prend la forme d'un enseignement complémentaire, c'est-à-dire



«Carte» présentant la proposition de Bruno Plisson pour la réforme du master



«L'atelier du quartier, c'est un groupe d'habitants et d'usagers du quartier qui se retrouvent régulièrement pour s'informer, échanger des idées et proposer des initiatives pour le quartier au quotidien et dans le cadre du projet Bottière Pin-Sec.»

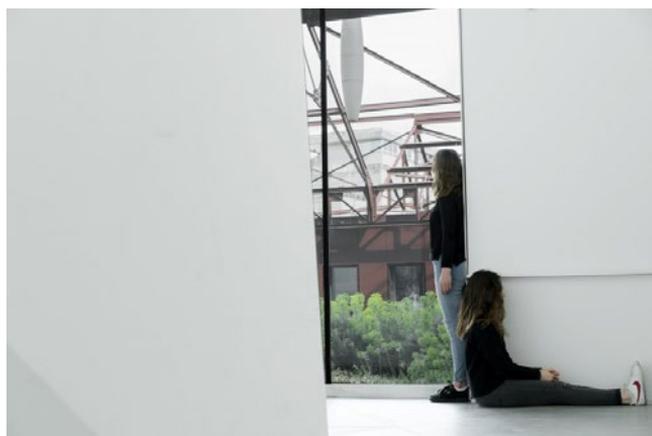
Au centre, en arrière-plan, Bruno Plisson

dont le contenu est hors-programme et peut être déterminé par les enseignants. Cela permet à des professeurs de plusieurs matières différentes de créer des projets reliant leurs disciplines et ayant pour but une réalisation concrète. Les projets s'inscrivent au choix dans l'une des thématiques suivantes, établies par le Ministère :

- Corps, santé, bien-être et sécurité
- Culture et création artistiques
- Transition écologique et développement durable
- Information, communication, citoyenneté
- Langues et cultures de l'Antiquité
- Langues et cultures étrangères
- Monde économique et professionnel
- Sciences, technologie et société

1 Site participatif "La réforme du collège 2016 en clair", Mise en place des E.P.I. , www.reforme.ducollege.fr/cours-et-options/epi

Plusieurs de ces thèmes peuvent servir de socle à un atelier portant sur l'espace, l'architecture ou la fabrique de la ville. L'accueil fait aux E.P.I. n'a pas été très chaleureux¹, les



Appréhender l'espace avec son corps - ARDEPA et collège de Couëron

professeurs et les parents d'élèves leur reprochant surtout leur intégration trop rapide aux programmes, sans formation préalable. Mais d'autres enseignants y ont vu une avancée, et l'occasion de faire intervenir des professionnels extérieurs. L'une des actions pédagogiques de l'ARDEPA en 2016 s'est par exemple tenue avec le collège de Couëron (Voir photos ci-contre). Elle réunissait les professeurs d'histoire-géographie et d'éducation sportive, portait sur la mise en valeur d'un bâtiment inscrit aux monuments historiques par la danse et la photographie, et s'inscrivait dans le thème «Culture et création artistiques.»

Accompagnement Personnalisé (AP). Ce dispositif est présent au collège et au lycée. Il mobilise un temps hebdomadaire incluant plusieurs activités² :

- Un soutien aux élèves qui rencontrent des difficultés.
- Un approfondissement des connaissances ou une autre approche des disciplines étudiées.
- Une aide à l'orientation (*au lycée*) qui s'appuie sur la découverte des métiers et des formations.

Les modalités d'organisation de cet accompagnement sont laissées à l'initiative des équipes pédagogiques. Les deux dernières activités peuvent donc servir de base à des ateliers portant des notions spatiales, architecturales, et/ou urbaines.

Enfin, il existe des mécanismes permettant à l'académie d'allouer des micro-subventions pour des projets d'initiative lycéenne. Ainsi, une Maison des Lycéens est normalement présente dans chaque lycée. Elle possède plusieurs rôles, dont celui de soutenir des projets menés par les lycéens³. Un projet initié par des lycéens et accompagné par des étudiants en architecture pourrait se voir allouer une petite somme d'argent pour pouvoir être réalisé.

De même, le dispositif «innovation pédagogique» permet la reconnaissance par le Rectorat de projets imaginés par des professeurs et/ou des lycéens⁴. Une somme d'argent peut alors y être allouée, et un article publié dans la revue académique trimestrielle *é-changer*.

Des outils existent donc pour organiser et financer des actions menées par des étudiants de l'ensa nantes auprès d'écoles primaires, de collèges et de lycées. L'ensa nantes, l'ARDEPA et le Rectorat expérimentent d'ailleurs depuis l'année scolaire 2014-2015 un tel programme : le Projet Divers(c)ités.

Présentons ce projet.

² Site internet du service EduScol, L'accompagnement personnalisé, www.eduscol.education.fr/cid54928/accompagnement-personnalise

³ Site internet du Ministère de l'Éducation Nationale, Vie lycéenne - La Maison des Lycéens, www.education.gouv.fr/cid73323/maison-des-lyceens

⁴ Site internet du Rectorat PDL, Cellule académique 'recherche développement innovation et expérimentation', www.pedagogie.ac-nantes.fr/innovation-pedagogique

Une expérimentation visant plusieurs buts

Divers(c)ités est un projet pédagogique mené de concert par l'ARDEPA, l'ensa nantes et le rectorat des Pays de la Loire.

Dans le cadre de ce programme, des étudiants animent des ateliers avec des lycéens issus en particulier de sections technologiques, de la seconde à la terminale. Le but est de parler d'architecture et de fabrique de la ville, et de susciter des vocations chez des lycéens qui *a priori* ne se donneraient pas l'ambition d'envisager des études d'architecture.

Au cours de mes recherches, j'ai pu rencontrer Véronique Riboteau afin qu'elle m'en parle :



Véronique occupe le poste de chef de travaux au lycée Monges-la-Chauvinière, à Nantes. Elle est l'interlocutrice de l'ARDEPA pour le projet Divers(c)ités,

Véronique n'appartient pas directement au milieu de l'architecture mais c'est un domaine qu'elle apprécie, et qu'elle trouve important d'ouvrir aux non-initiés. Elle explique sensibiliser ses propres enfants aux questions urbaines, et prend part avec enthousiasme à l'organisation du projet Divers(c)ités.

Notre conversation se tient dans une salle de réunion du lycée Monges, autour d'un café. Le léger ronronnement des machines de l'atelier voisin est presque imperceptible, et des cliquetis de clavier proviennent du bureau d'à côté.

Véronique : «Le projet vient du constat que l'ensa a fait récemment à propos du recrutement à l'école d'architecture, et pas que de Nantes, parce que.. Lorsqu'ils nous ont présenté le projet vraisemblablement c'est national, assez franco-français, le fait que l'on a toujours le même type d'élève, à savoir des élèves issus de la filière S, de très bons élèves, issus de familles très favorisées... Et souvent aussi, de familles d'architectes. Donc il y avait une espèce de filiation sur l'école...»

Cf. Entretiens :
Véronique, p.82

Tout ce projet a été initié à la suite d'une mission d'analyse des profils des étudiants, effectuée par l'administration de l'école entre 2011 et 2014. Comme l'explique Véronique, les résultats ont montré que la grande majorité des étudiants était issue de filières générales, en particulier de section

scientifique, et beaucoup étaient des jeunes filles venues de territoires ruraux. Le rapport Bloche cite Christian Dautel en ce sens :

«M. Christian Dautel regrettait quant à lui la trop grande homogénéité sociale du recrutement privant l'architecture d'un renouveau de ses conceptions. Il faisait remarquer à la mission que les banlieues seront belles le jour où leurs habitants les construiront. Les élèves au parcours atypique ou ayant connu l'échec scolaire doivent trouver une voie d'accès aux écoles d'architecture, afin d'éviter qu'elles ne reproduisent le modèle social dont sont issus les étudiants actuels.»

Rapport
d'information
sur la création
architecturale,
Patrick Bloche,
Assemblée
Nationale, 2014.

Cette situation est d'autant plus pernicieuse qu'elle semble être limitée à l'Architecture. En effet, les profils des étudiants sont beaucoup plus hétérogènes dans d'autres études supérieures de la création artistique comme la haute couture, la musique ou les Beaux-Arts¹.

Alerté par ces observations, le directeur de l'ensanantes, Christian Dautel, a donc initié le projet Divers[c]ités, accompagné du recteur des Pays de la Loire et en partenariat avec l'ARDEPA. Ce projet présente plusieurs avantages. Il vise à amener de la diversité dans les origines sociales ou géographiques des étudiants en architecture dans le double but de multiplier les compétences et les sensibilités, et de changer l'image de l'architecte se complaisant dans un entre-soi. Mais il permet aussi d'expérimenter l'intervention d'étudiants auprès de lycéens afin de créer cette «école dans l'école²» chère à Bruno. Ce dernier est d'ailleurs le représentant de l'ensanantes dans l'organisation et la coordination de ce projet.

¹ Nicolas Charles,
L'enseignement
supérieur français
vers l'égalité
des chances ?,
Rapport de fin
d'études, HEC et
EM Lyon, 2007.

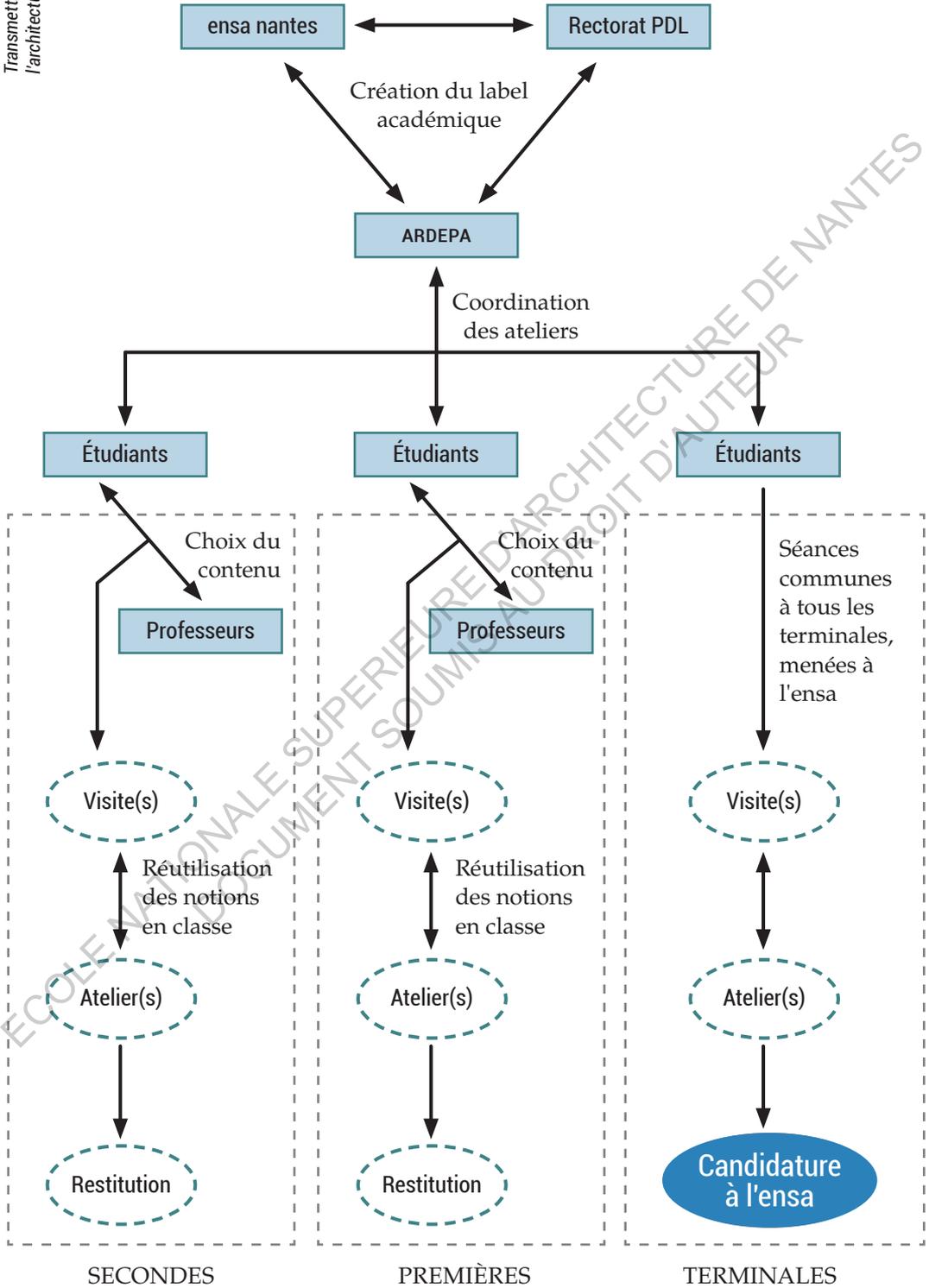
² Cf. Entretiens :
Bruno, p.96

«Une école dans l'école (pour les étudiants de l'ENSAN) et un principe de rencontre au travers des niveaux et des filières scolaires (pour les lycéens et lycéennes). Apporter sa pierre à l'édifice dans la période comprise entre les 3 années qui précèdent et les 3 années qui suivent le Bac, pour répondre à la nécessité de construire des opportunités de rééquilibrage et de compensation des inégalités voire des injustices induites par les différences de situations sociales, culturelles et économiques, humaines au bout du compte...»

Bruno Plisson,
Divers(c)ités, bilan
2014-2016,
édité par l'ARDEPA

Mise en œuvre du projet

Le schéma présenté en page suivante détaille l'organisation du projet. Des étudiants de l'école d'architecture, coordonnés par l'ARDEPA et Bruno Plisson, interviennent dans trois lycées de



la région nantaise pour y organiser des ateliers pédagogiques. Les trois lycées participants sont les lycées Monges-La-Chauvinière et Carcouët à Nantes, et le lycée Jean Perrin à Rezé. Les élèves ont l'occasion de suivre le projet tout au long de leurs trois années de lycée. À l'issue de ces trois ans, ils sont accompagnés dans leurs démarches de candidature s'ils souhaitent intégrer l'ensa nantes.

Véronique : «Je pense que le fait de commencer par la seconde, on a... Voilà, une quinzaine une vingtaine d'élèves, et après en terminale une petite dizaine, ça permet vraiment de faire du cas par cas, et vraiment de les emmener. [...]

Et après certains peuvent se rajouter qui n'ont pas suivi le label, mais on reste vraiment sur un petit groupe d'élèves motivés, qui ont envie, et je pense que c'est bien comme ça.»

Cf. Entretiens :
Véronique, p.82

La baisse des effectifs entre le début et la fin du projet n'est pas due à des défections mais un affinement des participants. Les classes entières participent au projet **en seconde**, puis cela diminue **en première** : il s'agit souvent de l'année où des projets sont organisés pendant les heures d'Accompagnement Personnalisé, et seuls le groupe d'élèves travaillant sur ce projet en particulier y participe. Enfin, **en terminale**, les élèves participants sont ceux qui envisagent d'intégrer l'école d'architecture. Les ateliers de terminale, contrairement aux autres, se déroulent dans l'ensa nantes, et réunissent les participants des trois lycées.

Une fois de plus, le projet est divisé en plusieurs interventions. Elles peuvent aller jusqu'à quatre ou cinq, et comportent systématiquement une visite et plusieurs séances d'atelier de fabrication, de construction.

Véronique : «Les élèves ont commencé en seconde par la visite de l'école, après des activités dans l'établissement, là l'année dernière dans le quartier, autour du lycée... Je me disais... Bah en terminale, est-ce que ce n'est pas possible qu'ils reviennent voilà, assister, ou travailler justement dans l'école ?»

Cf. Entretiens :
Véronique, p.86

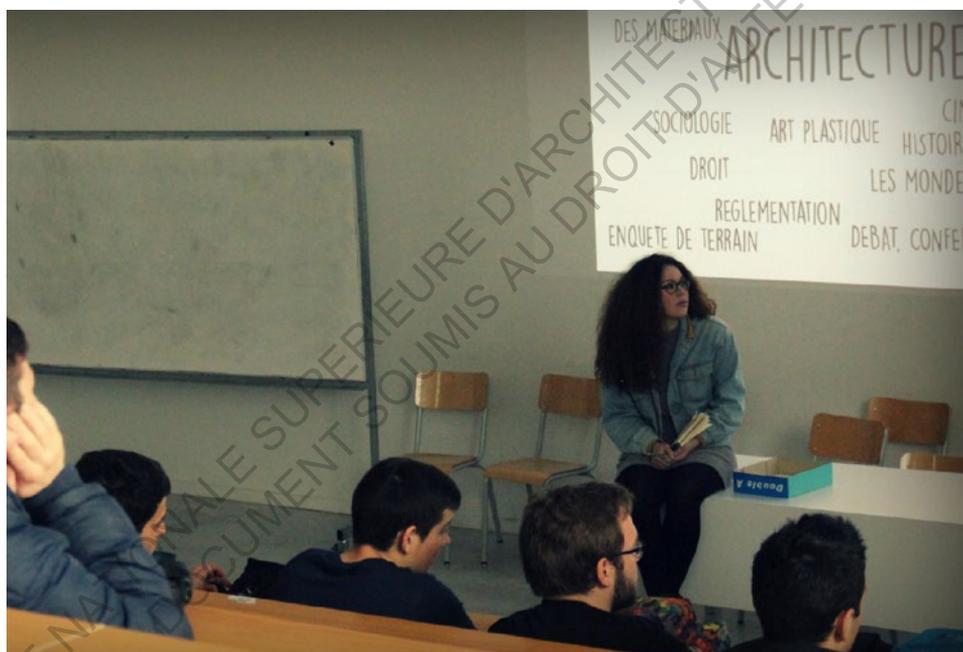
En effet, afin d'expérimenter divers modes d'action, une structure régit certaines interventions dans les trois niveaux.

En seconde, les élèves viennent tout d'abord visiter l'ensa nantes. Les étudiants présentent les lieux et leurs multiples usages, les associant aux multiples facettes des études d'architecture. Un retour se fait sous forme de présentation projetée et/ou de table

ronde. Puis les étudiants et les élèves échangent sur le lycée lui-même, en tirent une problématique servant de socle aux séances de maquette.

En première, la visite porte sur un ou plusieurs éléments du quartier de leur lycée. En fonction du sujet sélectionné, elle peut aborder des notions architecturales ou plus urbaines, et la problématique des ateliers de fabrication est discutée à partir de cette visite.

Enfin, **en terminale**, les séances sont un peu plus nombreuses. Visites et séances de fabrication s'alternent, portant sur différents thèmes liés à l'Île de Nantes et les environs de l'ensa. Le but de ces ateliers en particulier est de présenter aux futurs candidats la culture du projet architectural, les différentes phases qui le composent, et les différents outils qu'il peut convoquer.



Camille Medjkouh, une étudiante, présente l'école d'architecture à une classe de seconde.

Dès le début de l'expérimentation, Véronique était enthousiaste à propos de ce changement de thématique au long du cursus. Elle l'explique :

Véronique : « Je trouve que ça fonctionne bien, l'année dernière par exemple, l'idée qu'on avait eu avec Paul et Maxime était de voir comment on pouvait modifier notre entrée, et du coup c'était... Le lycée, comment l'améliorer, je trouvais que c'était intéressant parce qu'ils s'approprièrent leur établissement. Comment faire un forum, ou... Une entrée

plus accueillante, parce que c'est leur lieu de formation ils y passent du temps les élèves [...]

Et ensuite travailler sur le quartier, puis en term' qu'ils reviennent à l'ensa, pour découvrir l'Île... Ils découvrent vraiment plusieurs côtés de la ville !»

Cf. Entretiens :
Véronique, p.87

Véronique apprécie le fait que ces différents modes d'intervention laissent découvrir différentes facettes de l'architecture et du projet urbain. Les changements d'échelle permettent aussi bien aux participants de découvrir des projets innovants comme l'Île de Nantes que de s'approprier leur école.

Cette appropriation reste pour l'instant dans l'architecture de papier, mais Bruno et l'ARDEPA étudient justement la possibilité d'user des outils que nous avons décrits plus haut pour débloquer de petites sommes d'argent permettant aux lycéens de fabriquer certains de leurs projets à échelle 1 après les avoir imaginés.

Divers(c)ités en 2016

La troisième édition du projet Divers(c)ités a eu lieu durant l'année scolaire 2016-2017 et a vu les premiers terminales participer aux ateliers. Voici ce que proposait cette édition :

À Monges-la-Chauvinière, les ateliers des **secondes** ont porté sur une introduction à l'architecture et à la ville. Les élèves ont ainsi pu visiter le chantier de l'extension de leur lycée, puis l'ensa et une partie de l'île de Nantes jusqu'au bâtiment B. Lors de la séance suivante, une visite a été menée dans le quartier du lycée, mêlant interventions d'étudiants et de lycéens et se terminant au gymnase Pierre Quinon. Enfin, les deux dernières séances ont permis aux élèves de travailler sur leur lycée, imaginant un foyer extérieur et fabriquant un prototype d'assise qu'ils avaient conçu.

Les **premières** se sont, quant à eux, intéressés à des questions un peu plus précises portant sur l'espace public. Par petits groupes, ils ont tout d'abord visité leur quartier en suivant plusieurs protocoles imaginés par les étudiants. Une mise en commun a mené à une analyse du quartier puis à la fabrication en maquette de petites friches urbaines. Un temps de conception a ensuite été organisé, pour y imaginer des espaces publics de rencontre et de détente, suivi d'un temps de restitution devant d'autres classes de première.

À Carcouët, les **secondes** se sont vus proposer d'analyser leur lycée et les usages des lycéens. Après une visite de l'ensa, de leur quartier puis du lycée lui-même, plusieurs séances ont servi à créer des cartes mentales et relevés habités du parc et des

bâtiments. Ces travaux ont ensuite été restituées et exposées au foyer des lycéens.

Plus tôt dans l'année, la classe de **première L** participante avait réalisé un court métrage. Les ateliers Divers(c)ités se sont donc inscrits dans la suite de ce projet en proposant aux lycéens de visiter leur quartier et d'y concevoir un pavillon de projection cinématographique.

À Jean Perrin, comme l'année précédente, seuls les **premières** ont participé au projet, avec pour but de poursuivre les ateliers en communiquant les projets réalisés aux classes de secondes. Après une visite de l'ensa avec deux classes, treize lycéens se sont portés volontaires pour poursuivre les ateliers. Ce fut l'occasion de visiter la médiathèque de Rezé et d'imaginer deux nouveaux espaces dans le lycée : la réunion de deux CDI existants et la transformation d'un vieil atelier en fablab.

Enfin, la nouveauté de cette édition était la participation d'élèves de **terminales** des trois lycées. Ils avaient pu participer aux ateliers des années précédentes et étaient candidats à l'intégration de l'école d'architecture. L'idée fut donc de réunir ces neufs élèves et de mener les ateliers dans l'ensa, afin qu'ils se familiarisent avec les lieux.

Les cinq séances leurs permirent donc de visiter le quartier de la création et de comprendre le projet de l'île de Nantes au Hangar 32. Par la suite, les lycéens purent réaliser un atelier photographie dans les environs de l'ensa puis concevoir et communiquer une architecture dans le quartier. Ces travaux feront l'objet d'une restitution en septembre 2017, dans le but d'accueillir les heureux nouveaux étudiants architectes.

Tout ce projet aurait pu rester une simple introduction à l'architecture, mais il a été soutenu par la création d'un label académique nommé «Divers(c)ités». Fruit d'un partenariat entre le directeur de l'ensa Nantes et le Recteur des Pays de la Loire, ce label assure la pérennité du programme en formalisant le lien entre les partenaires du projet. Il fut remis le 13 mai 2016 aux lycées engagés, en présence du directeur de l'ensa, du Recteur d'académie, des équipes pédagogiques, et des étudiants et lycéens participants.

Le point le plus important de ce label est le fait qu'il propose à l'administration de l'ensa nantes des leviers pour agir sur l'admission des participants : ces derniers peuvent être extraits de l'ensemble des candidats du site Admission Post-Bac (APB) pour voir leur dossier étudié à part, et passer des entretiens par un «guichet unique».

Cela demande d'agir avec prudence et de bien choisir les lycéens participants pour ne pas devenir un simple moyen



Les travaux des secondes de Carcouët exposés au foyer des lycéens.



Deux terminales imaginent un café sous le pont Haudaudine

d'entrer plus facilement à l'ensa nantes - ou tout du moins être identifié comme tel.

Mais cela permet surtout à des lycéens qui n'auraient pas été sélectionnés par le site APB - essentiellement pour raisons de niveau de dossier - de se voir tout de même proposer un entretien pour prouver leur motivation.

Lutter contre les stéréotypes

Si l'ensa nantes et l'ARDEPA voient dans ce projet une manière d'ouvrir l'architecture et une expérimentation d'interventions étudiantes auprès de lycéens, Véronique y voit aussi une manière de lutter contre plusieurs types de préjugés :

Véronique : «Je trouvais l'idée intéressante, de valoriser le bac STI2D, parce qu'il faut qu'il s'installe. Les formations technologiques et professionnelles, elles face à de la stigmatisation... On voit bien, on est toujours sur... De l'orientation par défaut, c'est à dire que t'es très bon on se pose même pas la question, un gamin qui est très bon et qui veut faire de la voie professionnelle, ben non non surtout pas, «tu vas pas gâcher tes qualités, va en voie générale». Et le gamin qui est en grande difficulté, on va lui «bah de toute façon tu es mauvais, tu n'iras pas en enseignement général»... [...] Mais non... Et puis tu fais plutôt un bac S parce que même un bac STI2D c'est quand même du gâchis... Ça ne change pas vite, les représentations.»

Cf. Entretiens :
Véronique, p.89

Tout au long de notre conversation, Véronique me présente les stéréotypes auxquels elle fait face toute l'année au lycée. Parmi eux, les préjugés liés au quartier du lycée, qui font fuir les habitants. Mais plus important, Véronique lutte contre la stigmatisation dont souffrent les filières technologiques et professionnelles. Ces dernières sont déconsidérées face aux filières générales, et beaucoup de professeurs ne comprennent pas qu'un bon élève ait envie de rejoindre une filière professionnelle. Et même au sein des filières générales, la voie reine est encore aujourd'hui la filière S.

C'est une représentation que le projet Divers(c)ités aimerait déconstruire. L'école d'architecture de Nantes accepte en première année des lycéens issus de toutes les filières et de tous les bacs. Les bacheliers issus d'une filière scientifique sont aujourd'hui les plus nombreux à intégrer l'école. Mais il s'agit justement d'un objectif de Divers(c)ités d'améliorer la représentation des autres filières, jusqu'aux filières professionnelles aujourd'hui quasi-inexistantes.

Selon Véronique, le projet Divers(c)ités pourrait apporter du changement dans un autre domaine : l'auto-censure appliquée par certains lycéens. Ces dernières années, plusieurs

études ont tenter de documenter «une cause peu reconnue de la reproduction sociale : l'ancrage des aspirations dans le milieu social.¹» Des chercheurs du Laboratoire Interdisciplinaire d'Évaluation des Politiques Publiques (LIEPP, laboratoire de Science Po) ont ainsi tenté de comprendre en 2014 si le champ décrit par les aspirations des élèves de milieux modestes était systématiquement différent du champ décrit par les aspirations des élèves de milieux plus aisés :

¹ Elise Huillery,
Nina Guyon,
Denis Fougère,
Agnès Van Zanten,
L'origine sociale
limite-t-elle
l'ambition ?
Science Po LIEPP

«Nos résultats indiquent clairement de l'autocensure par le milieu social : nous observons par exemple que, pour un même niveau scolaire, les élèves en ZEP ont une probabilité 12% plus faible de préférer s'orienter vers un bac général et technologique ou vers des études supérieures longues (plus de 3 ans) que les élèves hors ZEP. [...]

Concernant les raisons de cette autocensure par le milieu social, nos données montrent que les élèves de milieu modeste ont une estime de soi scolaire inférieure aux élèves de milieu plus aisé pour un même niveau académique. Enfin, nous voyons que les élèves issus de milieux défavorisés ont un champs de connaissance sur les orientations plus restreint et qu'apporter de l'information brute sur les orientations possibles ne change pas les préférences.»

Ces données ne sont que des résultats préliminaires, obtenus en assignant aléatoirement certaines questions à plus de 5000 élèves de la région parisienne. Mais elles semblent montrer de façon assez nette la présence d'une auto-censure chez les élèves issus de milieu modeste.

Le coût et la longueur des études d'architecture rentrent sans doute en jeu dans le choix de lycéens issus de STD2I de ne pas entreprendre de telles études. Mais une auto-censure existe bien elle aussi, empêchant certains d'entre eux de s'imaginer à l'école d'architecture.

Plus qu'un intérêt pour l'architecture en particulier, Véronique prend part au projet Divers(c)ités pour déconstruire ces stéréotypes. Elle souhaiterait faire tomber la filière S de son piédestal, en aidant des projets sur le modèle de Divers(c)ités à essaimer dans d'autres domaines.

Sur ce point, des projets d'introduction à un métier ou à des études existent effectivement déjà dans la région nantaise². Les écoles Centrale ou Audencia disposent elles-aussi de conventions avec des lycées nantais, permettant d'y organiser des journées de présentation des études. Ce type d'évènement est aussi régulièrement organisé par les antennes régionales de l'Office National d'Information Sur les Enseignements et les Professions

Elise Huillery,
Nina Guyon,
Denis Fougère,
Agnès Van Zanten,
L'origine sociale
limite-t-elle
l'ambition ?
Science Po LIEPP,
2014.

² Évènements
listés sur le
site internet de
l'ONISEP,
www.onisep.fr/
Pres-de-chez-
vous/Pays-de-la-
Loire

(ONISEP). Enfin, plusieurs lycées tiennent une journée annuelle durant laquelle des anciens élèves viennent présenter leurs études ou leur profession aux lycéens.

Mais Véronique met en avant certains éléments propres à divers(c)ités :

Véronique : «Je pense que la différence avec les autres, son intérêt justement c'est qu'on est en petit groupe, pratiquement sur du particulier, et du coup il y a une gestion des élèves qui est... Extraordinaire.

Voir l'école, voir le lieu de formation, voir par exemple la visite du gymnase Pierre Quinon, voilà visiter un lieu emblématique comme ça, comprendre un peu... Et puis rencontrer des architectes... Ça leur apporte beaucoup je pense !»

Cf. Entretiens :
Véronique, p.87

Pour Véronique, la plupart de ces initiatives correspondent à une simple présentation très factuelle d'un métier, d'une étude. Rien n'est organisé autour. Elle insiste sur le suivi de Divers(c)ités permettant d'emmener les lycéens et leur faire prendre conscience de la richesse du domaine et de la possibilité d'y prendre part. Cette richesse pourrait ainsi être à même de faire mentir l'étude que nous citions plus tôt. Si l'apport de données brutes n'a pas d'impact sur l'auto-censure, peut-être qu'un accompagnement plus complet et plus personnalisé aura un impact bénéfique.

«C'est une performance in situ où les acteurs finissent par revendiquer une place dont ils ignoraient qu'elle était à prendre.²» Et même si les lycéens ne choisissent finalement pas d'intégrer l'école d'architecture, les notions découvertes à travers le projet leur seront, selon Véronique, tout aussi profitables.

² Bruno Plisson,
Divers(c)ités, bilan
2014-2016,
édité par l'ARDEPA

Le projet Divers(c)ités représente donc une expérimentation synthétisant plusieurs enjeux liés à l'avenir de la transmission de l'architecture en Pays de la Loire. Visant une plus grande diversité sociale et géographique dans les profils de l'école, il permet surtout de toucher un public nombreux par l'implication d'étudiants, qui y gagnent eux-même en découvrant des situations de transmission.

Pour que le projet soit réellement un succès, il faudra toutefois continuer l'accompagnement des nouveaux étudiants : il ne suffit pas qu'ils intègrent l'école pour changer les statistiques de première année, encore faut-il qu'ils y restent par la suite et qu'ils s'y épanouissent.



Visite de l'ensa nantes avec les premières de Jean Perrin, novembre 2015.



Remise du label dans la salle des conseils de l'ensa nantes, mai 2016.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Tout au long de cette année, j'ai eu l'occasion de m'intéresser et de m'investir dans l'activité de l'ARDEPA et de la Maison de l'Architecture. De cette expérience ont découlé plusieurs questionnements, auquel ce mémoire propose des éléments de réponse.

Nous avons ainsi pu identifier une controverse dans l'amplitude d'action de la MAPDL et de l'ARDEPA. La dimension régionale qu'elles revendiquent toutes-deux n'était - jusqu'à récemment - que théorique.

En effet, sans être «des Nantais ne s'adressant qu'à des Nantais», elles se sont pendant longtemps heurtées à une limite territoriale bornée à la Loire-Atlantique : de 2000 à 2015, les actions organisées hors de ce département étaient sporadiques et se dénombraient à moins d'une par an.

Mais le rapport parlementaire de Patrick Bloche en 2014 et l'enclenchement de la Stratégie Nationale pour l'Architecture par Fleur Pellerin en 2015 ont donné une énergie nouvelle aux deux structures, dont est née la Journée Nationale de l'Architecture dans les Classes (JNAC). Lors de l'expérimentation de cet évènement en Pays de la Loire, coordonnée par l'ARDEPA, 91 architectes sont intervenus dans 87 classes, au sein des cinq départements. Mais plus important, l'organisation de ce

1 Borha Chauvet,
Simon Henry,
Margot Moisson,
Jean-Yves Petiteau
et Chérif Hanna,
La fabrique de
la ville : collages
inachevés ou
happenings
spontanés ?
Le projet entre
un nouvel espace
d'engagement
dynamique de l'habiter
et la négation de
la notion même de
projet !
dans le cadre de
l'U.E.P. Estuaire
2029, *ensa nantes*,
2015.

2 Rapport
d'information
sur la création
architecturale,
Patrick Bloche,
Assemblée
Nationale, 2014.

projet a permis aux deux organismes de (re)créer des réseaux à travers l'ensemble de la région.

De ces réseaux pourra naître un renouvellement de la JNAC ainsi que des projets complémentaires encore à l'étude, comme des ateliers pédagogiques ou des visites architecturales organisées à travers la région.

Ces nouveaux projets sont au cœur de mutations envisagées - ou déjà engagées - par la MAPDL et l'ARDEPA. L'adoption d'un modèle moins centralisé permettant de déléguer des tâches à des antennes présentes dans les autres départements paraît ainsi être incontournable. De même, ouvrir leurs équipes à des personnes non-spécialistes de l'architecture, et donner plus de places aux étudiants de l'ensa nantes, semblent aussi faire partie des transformations en cours. L'expérimentation du projet Divers(c)ités est ainsi un important élément préparant les changements à venir.

Dans leur article *La fabrique de la ville : collages inachevés ou happenings spontanés* ?¹ Borha Chauvet, Simon Henry, Margot Moisson, Jean-Yves Petiteau et Chérif Hanna présentent une pratique architecturale en équilibre entre crise et mutation : «Chez les professionnels de la ville, la figure traditionnelle de l'architecte créateur et solitaire est également questionnée et remise en cause. La commande, l'attitude, les interlocuteurs et le langage de projet sont en pleine mutation.»

S'appuyant sur les expérimentations réalisées à l'ensa nantes dans le cadre de l'option de projet architectural *Estuaire 2029*, ils identifient plusieurs postures adoptées par les architectes face à ces mutations, et proposent des solutions pour les accompagner.

On peut retrouver des idées chères à Bruno Plisson et évoquées plus tôt lorsque Chérif Hanna et son équipe dépeignent les citoyens en «personnes-ressources incontournables pour établir un bilan critique de la ville. Ils posent *in situ* une question concrète : celle de l'habiter.»

La transmission de l'architecture tient une place centrale dans ces grandes mutations. À l'heure où, comme le montrent Chérif Hanna et son équipe, la démocratie participative en matière de fabrique de l'espace semble consister «à laisser volontairement des espaces d'expressions aux citoyens pour mieux faire accepter les grands projets urbains», les citoyens ont plus que jamais besoin de percevoir et de comprendre les enjeux auxquels ils font face.

Amateurs éclairés comme citoyens novices commencent à montrer un «désir d'architecture»² laissant espérer une possible

réconciliation entre concepteurs et usagers. Les habitants souhaitent devenir acteurs de la fabrique de leur ville. L'équipe de Chérif Hanna donne même à ces derniers le rôle de socle pour de nouvelles manières d'appréhender le projet, dont la fin paraissait actée mais qui finalement laisse entrevoir de belles perspectives.

Que ce soit par une sensibilisation précoce à l'espace architectural et l'environnement urbain, à la manière de l'ARDEPA ; ou en donnant aux habitants les *armes* pour revendiquer leur expertise en maîtrise d'usage, à la manière de Bruno Plisson ; les occasions de fabriquer la ville *parmi* ses habitants n'ont jamais été aussi nombreuses.

Il semble que, à l'instar du projet, la transmission ait de beaux jours devant elle.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Médiagraphie

Ouvrages

ALBANEL Christine et DARCOS Xavier, *Repères pédagogiques en architecture pour le jeune public*, Atelier des lunes, Paris, 2008.

Atelier Et Si... , *Le guide du sixième département*, édité par l'ARDEPA, Nantes, 2013.

Fédération nationale des CAUE, *L'éducation à l'architecture, à la ville et aux paysages*, auto-édité, Paris, 2013.

Fédération Nationale des CAUE, *La taxe d'aménagement, outil de financement pour le projet de territoire*, auto-édité, Paris, 2012.

GOFFMAN Erving, *Les rites d'interaction*, Éditions de Minuit, Paris, 1974.

GUILLY Christophe, *Le crépuscule de la France d'en haut*, Éditions Flammarion, Paris, 2016.

LHOMEAU Éric , *L'archi-imposture (Le patrimoine nantais – guerre aux démolisseurs)*, Le veilleur de nuit, Nantes, 2011.

MONTESSORI Maria, *La Maison des enfants*, réédition, Desclée de Brouwer, Bruges, 1958.

NISARD Charles, *Curiosités de l'étymologie française*, Hachette et Cie, Paris, 1863.

PICOT Camille (direction), *L'Aventure JNAC*, édité par l'ARDEPA, Nantes, 2017.

Réseau des Maisons de l'Architecture, *De l'intérêt de transmettre une culture architecturale et urbaine*, actes du colloque, Paris 2008.

SICARD Mireille, *Projet pour l'école : Comprendre l'architecture*, Centre régional de documentation pédagogique, académie de Grenoble, 2001.

Dictionnaire, *Larousse Poche*, Paris, 2009.

Dictionnaire, *Petit Robert de la langue française*, Paris, 2012.

Documents législatifs

BLOCHE Patrick, *Rapport d'information sur la création architecturale*, Assemblée Nationale, 2014.

Loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'Architecture.

Loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine.

Travaux universitaires

AUGEREAU Laure, *Cultures Architecturales ? L'éveil à l'espace chez l'enfant à travers son expérience sensible*, TPFE, ensa nantes, 2000.

CHARLES Nicolas, *L'enseignement supérieur français vers l'égalité des chances ?*, Rapport de fin d'études, HEC et EM Lyon, 2007.

CHAUVET Borha, HENRY Simon, MOISSON Margot, PETITEAU Jean-Yves et HANNA Chérif, *La fabrique de la ville : collages inachevés ou happenings spontanés ? Le projet entre un nouvel espace d'engagement dynamique de l'habiter et la négation de la notion même de projet !* dans le cadre de l'U.E.P. Estuaire 2029, ensa nantes, 2015.

HUILLERY Elise, GUYON Nina, FOUGÈRE Denis, VAN ZANTEN Agnès, *L'origine sociale limite-t-elle l'ambition ?* Science Po LIEPP, 2014.

PAUL Alice, *Les représentations de l'architecture par les non-spécialistes*, Mémoire de master, ensa nantes, 2016.

Presse

ABITTAN David, *Comment les années 60 ont fait perdre aux Français toute confiance en l'architecture contemporaine*, paru sur le site slate.fr, 10/12/14.

CHAMPY Florent, *L'architecte et le bétonneur*, paru dans le bimestriel Place publique n°13, janvier-février 2009.

DEFAWE Jean-Philippe, *75 évènements pour fêter le Printemps de l'Architecture*, paru dans la revue d'architecture Le Moniteur, 18/03/2015.

DEFAWE Jean-Philippe, *Menaces sur les missions du CAUE 44*, paru dans la revue d'architecture Le Moniteur, 03/12/2015.

GRANDCLÉMENT Antoine, *Les découpages malheureux de la France périphérique*, paru dans Libération, 29/09/2016

GUENNOC Marie-Laure, BOSSÉ Anne, ROY Élise, *L'architecte n'est pas un génie solitaire*, paru dans le bimestriel Place publique n°13, janvier-février 2009.

LARROCHELLE Jean-Jacques, *Les architectes à la rencontre d'un public qui les méconnaît*, paru dans le quotidien Le Monde, 21/10/2014.

VALOGNES Stéphane, *L'usage du "Grand Architecte" Dominique Perrault à Caen, Nantes et Bordeaux*, paru dans le bimestriel Place publique n°13, janvier-février 2009.

À La Tourlandry, *l'église revit bien*, paru dans le quotidien Ouest France, 28/03/2015.

CAUE : *un budget controversé*, paru dans le quotidien Presse-Océan, 11/04/2016.

L'architecture vue autrement, paru dans le quotidien Presse Océan, 24/03/2015.

Les CAUE en danger, article paru sur LeMonde.fr, 07/02/2013.

«*Les métropoles se gavent*», interview de Christophe Guilly parue dans le quotidien Presse Océan, 23/01/2017.

Rennes - La revue Place Publique, c'est fini, paru dans le quotidien Ouest-France, 27/02/2016.

Un « Place Publique Montpellier » en projet ?, paru dans le quotidien Ouest France, 06/01/2008.

Unidivers répond 100% à Place publique, un magazine 20% indépendant, paru sur le site Unidivers.com, 08/12/2011.

Sites internet

ARDEPA www.lardepa.com/plan-5
www.lardepa.com/révéler-la-ville-5

Bulletin Officiel des Finances Publiques, impots.gouv.fr/bofip

DRAC des Pays de la Loire
www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Pays-de-la-Loire

EduScol, www.eduscol.education.fr/accompagnement-personnalise

ENSA Grenoble,
www.grenoble.archi.fr/ecole/partenaires

ensa nantes, www.nantes.archi.fr
www.nantes.archi.fr/fr/place-publique

FNCAUE www.fncaue.com/on-a-cree-caue

Intégral Jean Baudoin
<http://www.ijb.quebec/projet/residence-metropolitaine-internationale-darchitecte-nantes-montreal/>

La réforme du collège 2016 en clair
www.reforme.ducollege.fr/cours-et-options/epi

Maison de l'Architecture et des espaces de Bretagne
www.architecturebretagne.fr/presentation

Ministère de l'Éducation Nationale,
www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel
www.education.gouv.fr/cid100518/les-epi
www.education.gouv.fr/cid73323/maison-des-lyceens

Printemps de l'architecture, <http://printempsarchitecture.fr/presse/>

Rectorat des Pays de la Loire, www.pedagogie.ac-nantes.fr/innovation-pedagogique

Autres

ARDEPA, *Journée Nationale de l'Architecture dans les Classes - Guide pratique*, 2016.

ARDEPA, *rapport d'activité* 2015.

Bruno Plisson, Camille Picot et Léo Badiali, *Divers(c)ités - bilan 2014-2016*, ARDEPA, 2017.

Maison de l'Architecture et des espaces de Bretagne, *Rapport d'activité* 2015.

Maison de l'Architecture des Pays de la Loire, *Rapport d'activité* 2014.

Réseau des maisons de l'architecture, *De l'intérêt de transmettre une culture architecturale et urbaine*, actes du colloque "Transmettre l'architecture", 2007.

Réseau des maisons de l'architecture, *Lettre aux Ministères de la Culture et de l'Éducation Nationale*, 06/12/2012.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Crédit Photos

Première de couverture : Vincent Jacques

p.11 : ARDEPA

p.17 : Maison de l'Architecture de la Guadeloupe

p.17 : Journal *Platforms* (CROA, ARDEPA, et MAPDL)

p.18-19 : Maison de l'Architecture des Pays de la Loire

p.20 : ARDEPA

p.21 (haut) : Vincent Jacques

p.21 (bas) : Brendan Ruellan

p.25 : Revue *Place Publique*

p.27 : ARDEPA

p.33-34-35-36 : ARDEPA

p.39 (haut) : ARDEPA

p.39 (bas) : Vincent Jacques

p.41 : Vincent Jacques

p.45 (gauche) : Phil Journée

p.45 (droite) : Nancy Roquet

p.46 : ARDEPA

p.50 : ARDEPA

p.57 : Maison de l'Architecture de la Guadeloupe

p.62 : Vincent Jacques

p.66 (titre et carte) : atelier Et Si

p.66 (photos) : ARDEPA

p.73 : Maison de l'Architecture des Pays de la Loire

p.77 : Brendan Ruellan

p.85 : L'Atelier du Quartier

p.86 : ARDEPA

p.88 : Rectorat des Pays de la Loire

p.92 : Brendan Ruellan

p.95 (haut) : Flavie Bouillard

p.95 (bas) : Léo Badiali

p.99 (haut) : Brendan Ruellan

p.99 (bas) : ensa nantes

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Transmettre l'Architecture en Pays de la Loire

Des Nantais s'adressant à des Nantais ?

«Tant que la nécessité de prendre en compte l'enjeu que représente l'édification de l'urbain ne s'est pas fait sentir, on a laissé aux personnes directement concernées le soin de s'en occuper. Autrement dit, aux décideurs politiques relayés par les professionnels de la chose bâtie.»

De l'intérêt de transmettre une culture architecturale et urbaine, Actes du colloque «Transmettre l'Architecture», 12 mars 2007, Réseau des Maisons de l'Architecture.

En Pays de la Loire, deux grandes associations se sont emparées de cet enjeu pour le transmettre aux non-spécialistes : l'ARDEPA et la Maison de l'Architecture.

Comment ces deux structures œuvrent-elles pour diffuser l'architecture et la fabrique de la ville ? À quel(s) public(s) font-elles face ? Sont-ce seulement des nantais qui s'adressent à des nantais ou agissent-elles en dehors de la ville ?

Photo de couverture : Vernissage de l'exposition JNAC à l'ensa nantes, 19 novembre 2016, © Vincent Jacques

Léo Badiali - Mémoire de fin d'études - ensa nantes 2017
Sous la direction d'Éric Chauvier